Plan Local d'Urbanisme

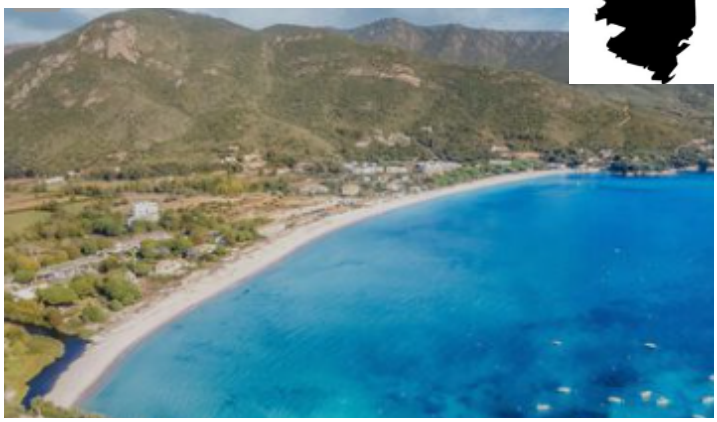
Plan Local d'Urbanisme







Commune de
Vico Sagone





Annexes sanitaires et d'urbanisme
Servitudes d'utilité publique
Emplacements réservés











Août 2025

PADD débattu	P.L.U arrêté	Enquête publique	P.LU approuvé

Commune de Vico

Annexes d'urbanisme & annexes sanitaire

Servitudes d'utilité publique (SUP)

SOMMAIRE

Avant – propos 4
Liste des annexes 5

Annexes d'urbanisme

Repérage des OAP du PLU 7

Annexes sanitaires

Assainissement 8
Adduction d'eau potable 20
Déchets 25

Risques naturels

Risque incendie de forêt 27
Secteurs soumis à un risque inondation 29
Secteur soumis à un risque éboulis – chute de blocs 40
Zones de submersion marine 41

Servitudes d'utilité publique

Servitude de passage sur le littoral 45
Protection des eaux potables 46
Monuments inscrits 56
Electricité 58
Télécommunications 59
Postes et ouvrages militaires 62
Cimetière 63

Emplacements réservés 65

Autres renseignements et servitudes - Annexes facultatives

Patrimoine archéologique 69
Débroussaillement légal 70





Avant – Propos

Le PLU comporte des annexes dont l'objet est d'informer le public de l'existence de contraintes administratives qui ne découlent pas elles-mêmes du PLU. **Le contenu de ces annexes est précisé aux articles R. 151-52 et R. 151-53 du code de l'urbanisme.**

Les annexes du PLU permettent essentiellement d'informer les administrés sur l'existence de règles adoptées à travers d'autres procédures du code de l'urbanisme ou d'autres polices administratives spéciales.

Par ailleurs, parmi les annexes du PLU, **les servitudes d'utilité publiques (SUP)** se distinguent par leur statut particulier. Les SUP contiennent principalement des règles adoptées par l'Etat dans le cadre de polices administratives spéciales (prévention des risques, salubrité, défense nationale…) dont l'objet est d'encadrer ou limiter les possibilités d'occuper le sol. Les dispositions contenues dans ces SUP sont directement opposables aux demandeurs d'autorisation, mais à la condition d'avoir, au-delà d'un certain délai, été annexées au PLU.

La servitude annexée au PLU s'applique concurremment avec les dispositions du PLU opposables aux demandeurs d'autorisation. En cas de contradiction entre le PLU et la SUP, la norme la plus contraignante doit trouver à s'appliquer. En pratique, c'est souvent la SUP qui apparait comme étant la plus restrictive et qui l'emporte, ainsi, sur les dispositions réglementaires du PLU.

La liste des servitudes d'utilité publique est annexée à la fin du livre 1er de la partie réglementaire du code de l'urbanisme. Ces servitudes sont regroupées en quatre catégories :

- ⇨ Les servitudes relatives à la conservation du patrimoine : patrimoine naturel, culturel et sportif.
- ⇨ Les servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements : énergie, mines et carrières, canalisations, communications, télécommunication.
- ⇨ Les servitudes relatives à la défense nationale et à la salubrité : cimetière, établissements conchylicoles.
- ⇨ Les servitudes relatives à la sécurité publique : plan de prévention des risques naturels prévisibles, plan de prévention des risques technologiques….

A ces annexes obligatoires, les auteurs du PLU peuvent, par ailleurs, ajouter d'autres éléments d'information. Ces **annexes facultatives** ne doivent, toutefois, pas contenir de dispositions contraignantes, ni introduire une contradiction au sein des différentes composantes du PLU.

Article R151-52

Modifié par Décret n°2017-456 du 29 mars 2017 - art. 13

Figurent en annexe au plan local d'urbanisme, s'il y a lieu, les éléments suivants, prévus par le présent code :

1° Les périmètres délimités par une délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent dans lesquels l'article L. 111-16 ne s'applique pas ;

2° Le plan d'exposition au bruit des aérodromes, établi en application de l'article L. 112-6 ;

3° Les périmètres d'intervention délimités en application de l'article L. 113-16 pour la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains ;

4° Le périmètre des zones délimitées en application de l'article L. 115-3 à l'intérieur desquelles certaines divisions foncières sont soumises à déclaration préalable ;

5° Les schémas d'aménagement de plage prévus à l'article L. 121-28 ;

6° L'arrêté du préfet coordonnateur de massif prévu au 1° de l'article L. 122-12 ;

7° Les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain défini par les articles L. 211-1 et suivants, ainsi que les périmètres provisoires ou définitifs des zones d'aménagement différé ;

8° Les zones d'aménagement concerté ;

9° Le périmètre des secteurs dans lesquels un programme d'aménagement d'ensemble a été approuvé en application de l'article L. 332-9 dans sa rédaction antérieure au 31 décembre 2010 ;

10° Le périmètre des secteurs relatifs au taux de la taxe d'aménagement, en application de l'article L. 331-14 et L. 331-15 ;

11° Le périmètre des secteurs affectés par un seuil minimal de densité, en application de l'article L. 331-36 ;

12° Les périmètres fixés par les conventions de projet urbain partenarial mentionnées à l'article L. 332-11-3 ainsi que ceux délimités en application du II de cet article ;

13° Les périmètres à l'intérieur desquels l'autorité compétente peut surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation en application de l'article L. 424-1 ;

14° Les périmètres de projet prévus à l'article L. 322-13.

Article R151-53

Modifié par Décret n°2017-456 du 29 mars 2017 - art. 13

Figurent également en annexe au plan local d'urbanisme, s'il y a lieu, les éléments suivants :

1° Les périmètres de développement prioritaires délimités en application de l'article L. 712-2 du code de l'énergie ;

2° Les périmètres d'interdiction ou de réglementation des plantations et semis d'essences forestières délimités en application de l'article L. 126-1 du code rural et de la pêche maritime ;

3° Les périmètres miniers définis en application des livres Ier et II du code minier ;

4° Les périmètres de zones spéciales de recherche et d'exploitation de carrières et des zones d'exploitation et d'aménagement coordonné de carrières, délimités en application des articles L. 321-1, L. 333-1 et L. 334-1 du code minier ;

5° Le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'article L. 571-10 du code de l'environnement, les prescriptions d'isolement acoustique édictées et la référence des arrêtés préfectoraux correspondants et l'indication des lieux où ils peuvent être consultés ;

6° Le plan des zones à risque d'exposition au plomb ;

7° Les bois ou forêts relevant du régime forestier ;

8° Les zones délimitées en application de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales et les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets ;

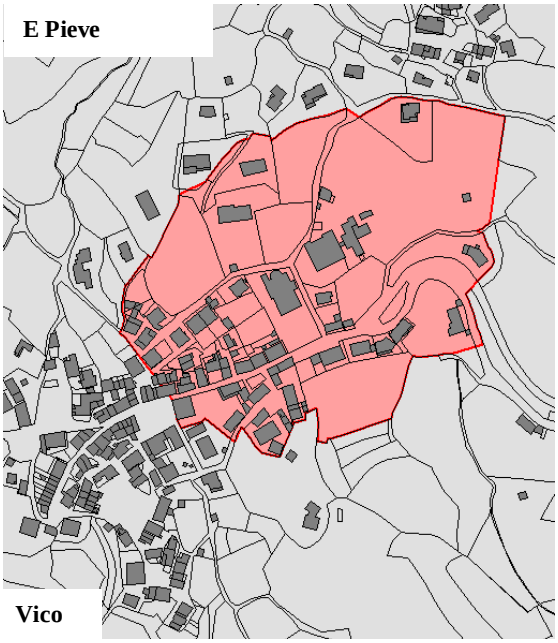
9° Les dispositions d'un projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles rendues opposables en application de l'article L. 562-2 du code de l'environnement ;

10° Les secteurs d'information sur les sols en application de l'article L. 125-6 du code de l'environnement ;

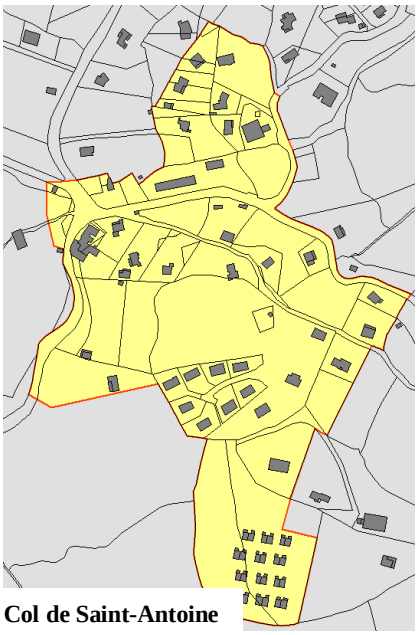
11° Le règlement local de publicité élaboré en application de l'article L. 581-14 du code de l'environnement ;

12° Les périmètres des biens inscrits au patrimoine mondial et de leur zone tampon mentionnés à l'article L. 612-1 du code du patrimoine.

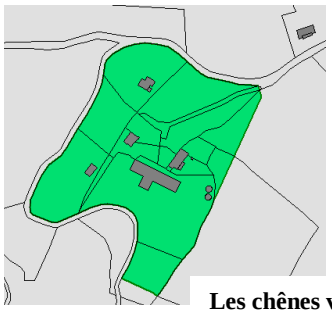
Repérage des Orientations d'Aménagement et de Programmation du PLU



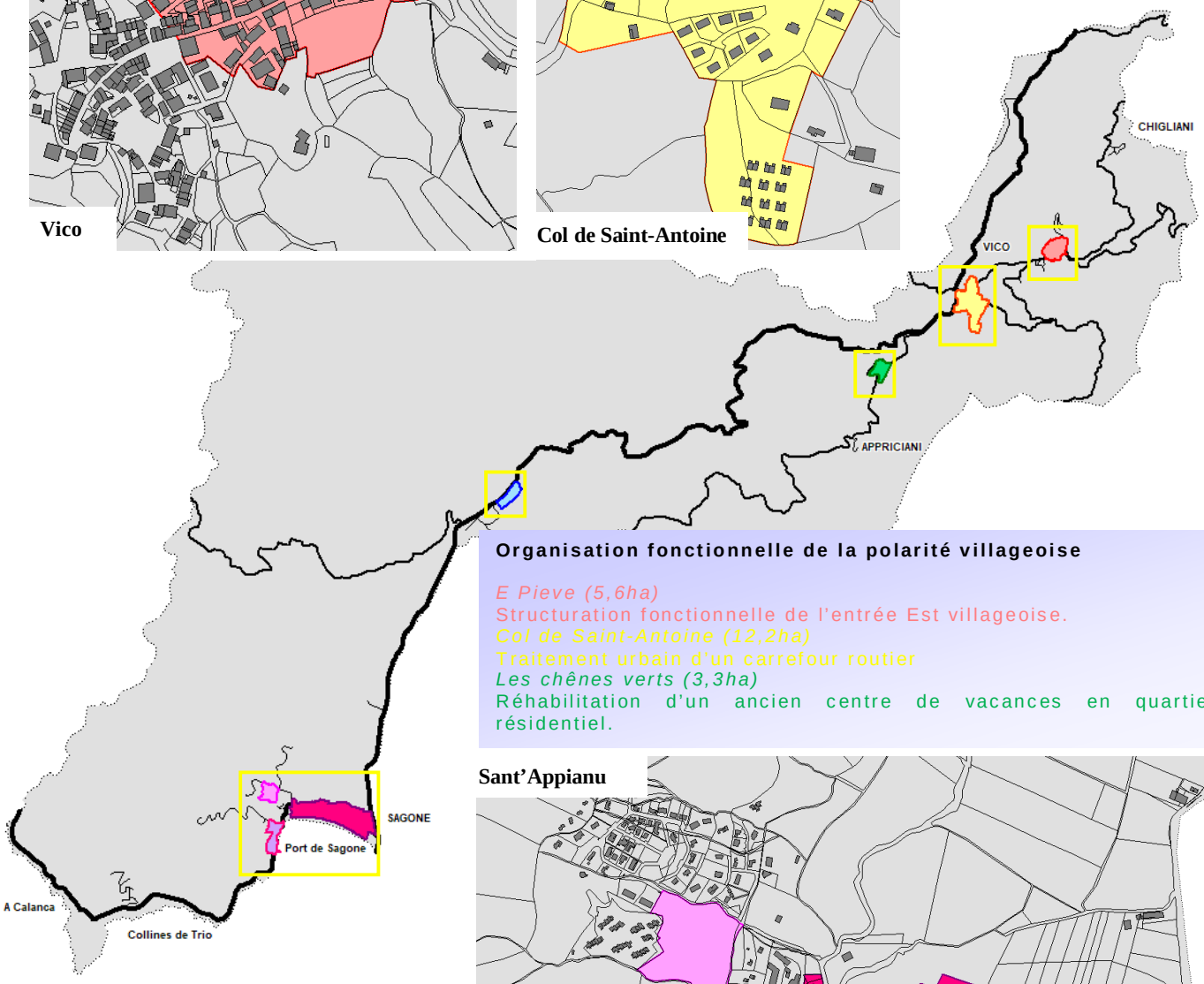
Vico



Col de Saint-Antoine



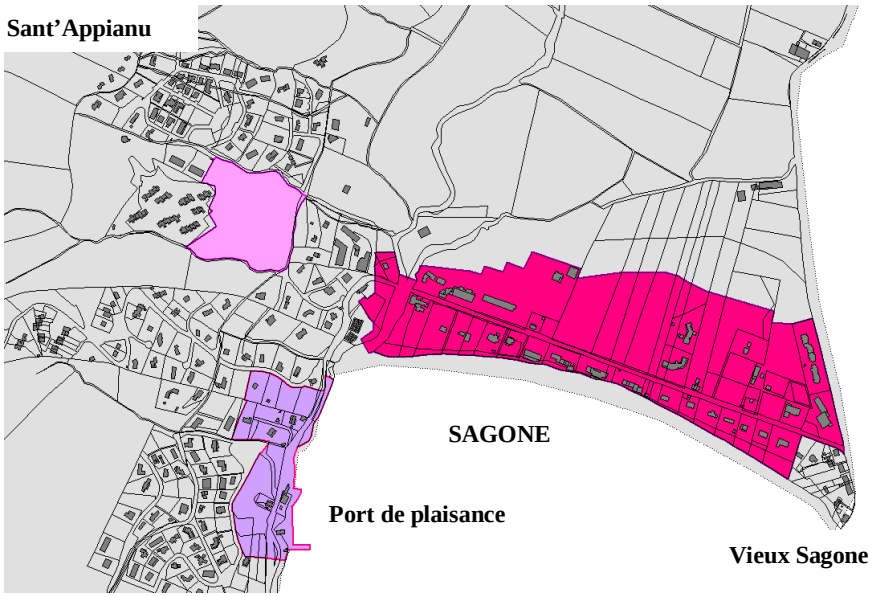
Les chênes verts



Organisation fonctionnelle de la polarité villageoise

E Pieve (5,6ha)
Structuration fonctionnelle de l'entrée Est villageoise.
Col de Saint-Antoine (12,2ha)
Traitement urbain d'un carrefour routier
Les chênes verts (3,3ha)
Réhabilitation d'un ancien centre de vacances en quartier résidentiel.

Sant'Appianu



Renforcement et structuration urbaine de la polarité littorale sagonaise

Sagone (16,0ha)
Mener une vaste opération de renouvellement urbain sous forme d'Eco-Quartier
Sant'Appianu (3,5ha)
Organiser l'armature urbaine d'une polarité secondaire
A Torra – Port de Sagone (4,5ha)
Renforcer la polarité littorale sagonaise en concomitance avec l'aménagement et la restauration d'un port de plaisance.

Annexes sanitaires
A- Assainissement

1- Filières d'assainissement et réglementation

La réglementation française et la Directive Européenne du 21 mai 1991 imposent une obligation à l'assainissement des eaux usées domestiques sur l'ensemble du territoire depuis le 31 décembre 2005. Deux modes sont envisageables en fonction du milieu (pentes, sols, concentration des zones habitées) et suivant les principes fixés par la loi sur l'eau (article 35) : assainissement collectif ou autonome.

- ⇨ L'assainissement collectif est à la charge de la collectivité.
- ⇨ L'assainissement autonome reste à la charge des particuliers et sous contrôle du SPANC (CAPA).

Objectifs :

- ⇨ Garantir aux populations des solutions durables pour le traitement et l'évacuation des eaux usées et pluviales.
- ⇨ Préserver l'environnement et la ressource en eau souterraine et superficielle.
- ⇨ Assurer le meilleur compromis économique.
- ⇨ Etre en harmonie avec la législation en vigueur.

L'assainissement collectif sur Vico

Données de cadrage

- ⇨ Taux de raccordement : Supérieur à 50%.
- ⇨ 2 réseaux : le village de Vico et la frange littorale.
- ⇨ Réseaux de type séparatif.
- ⇨ Conduites gravitaires en PVC 200mm sur le village
- ⇨ Conduites PVC 160-315mm et fonte 250mm sur la frange littorale.
- ⇨ Une station d'épuration de 1500 Eqhab. sur le village.
- ⇨ Une station d'épuration de 10 000 Eqhab. modulable à 15 000 Eqhab. sur la frange littorale.
- ⇨ 6 Postes de relevage sur la frange littorale.

Assainissement collectif station de Vico

- ✓ 1800 Eqhab. soit 108.0 kg/j de DBO5.
- ✓ Disques biologiques, mise en service en 2019.
- ✓ 470 habitants (678EH) raccordés au réseau (seuls 12 restent en ANC).
- ✓ 59m^3 de boues liquides à évacuer par jour.
- ✓ Débit pompe extraction : 22m^3/h.
- ✓ Ratio journalier : 150l/hab./j
- ✓ Lit de séchage planté de roseaux.
- ✓ Milieu récepteur, ruisseau de Mangano, affluent du Liamone. Rejets hydrauliques de 150l/j/Eqhab.
- ✓ 12130ml de conduites.

Analyses août 2022 :

- ✓ DBO5/j : 60g/j/EH.
- ✓ DCO : 120g/j/EH.
- ✓ MEST : 90g/j/EH.
- ✓ NTK : 12g/j/EH.
- ✓ Pt : 2g/j/EH.
- ✓ Débit moyen journalier total mesuré: 243,6m^3/j.
- ✓ Débit moyen journalier d'eaux usées strictes : 164,1m^3/j. (64%).
- ✓ Débit moyen journalier d'eaux claires parasitaires : 87,2m^3/j. (36%).
- ✓ Volume horaire moyen de 10,1m^3/h soit 3,6m^3/h d'ECP.
- ✓ Charge organique hydraulique reçue : 734 EH.
- ✓ Charge organique hydraulique polluante reçue : 1275 EH. Sur la base des moyennes paramètres DBO5n, DCO, MEST, Azote et Kjeldahl.

Dysfonctionnements résorbés en 2020 :

- ✓ Déconnexion des fontaines.
- ✓ Chasses déconnectées.
- ✓ 2153ml de réseaux remplacés.
- ✓ Intrusions après test à la fumée déconnectées (gouttières, grilles pluviales, casses, regards).
- ✓ Réhabilitation générale du réseau d'assainissement sur le village : vieux village, Pieve, col de Saint-Antoine, secteur du stade, balcon de Chiusa, caserne (6217ml).
- ✓ 4 antennes secondaires connectées : Nesa, couvent, place Savoyardi, groupe scolaire, HLM.
- ✓ Piste d'accès à la station nouvelle.

Assainissement collectif Frange littorale Sivom de Vico-Coggia

- 10 000 Eqhab. modulable à 15 000Eqhab.
- Débit nominal journalier : 1500m^3/j.
- Débit maximal horaire : 220m^3/h.
- 851 abonnés.
- 288 branchements.
- Taux de raccordement 73% avec 100% sur Sagone
- 22Kms de réseau (frange littorale de Vico-Coggia).
- 9 postes de relevage d'une capacité entre 900 et 10000Eqhab.
- Mise en service en 2000.
- Type de traitement physico-chimique.
- Production de boues : 15,5t. en 2008 soit 3,9t. de matières sèches.
- Evacuation des boues : décharge – absence d'une filière d'élimination.
- Milieu récepteur : talweg et affluent du Liamone.

- Volume à traiter : environ 110 180 m^3 soit une moyenne journalière annuelle de 302m^3 (13,4% du débit admissible) avec un maximum de 1819m^3 (80% du débit maximal admissible) en août et un minimum de 89m^3 en février. Le débit maximal admissible étant 2250m^3/j.

- Raccordement de la station balnéaire de Tiuccia depuis 2008.

Les charges hydrauliques et les charges polluantes ne dépassent pas les 25% de la charge nominale exprimée ce qui a rendu l'usine non conforme aux exigences minimum européennes de par les valeurs rédhibitoires sur les paramètres MES, DCOP, DBO5.

Effluents supplémentaires max. attendus

- Sagone : 500 EH.
- Coggia littoral : 300 EH.
- Total : environ 800 EH.

- Vico village : 150 EH.

Récapitulatif des équipements d'assainissement collectif, commune de Vico
D'après les informations communiquées par le SIVOM Vico-Coggia et la mairie de Coggia Sources

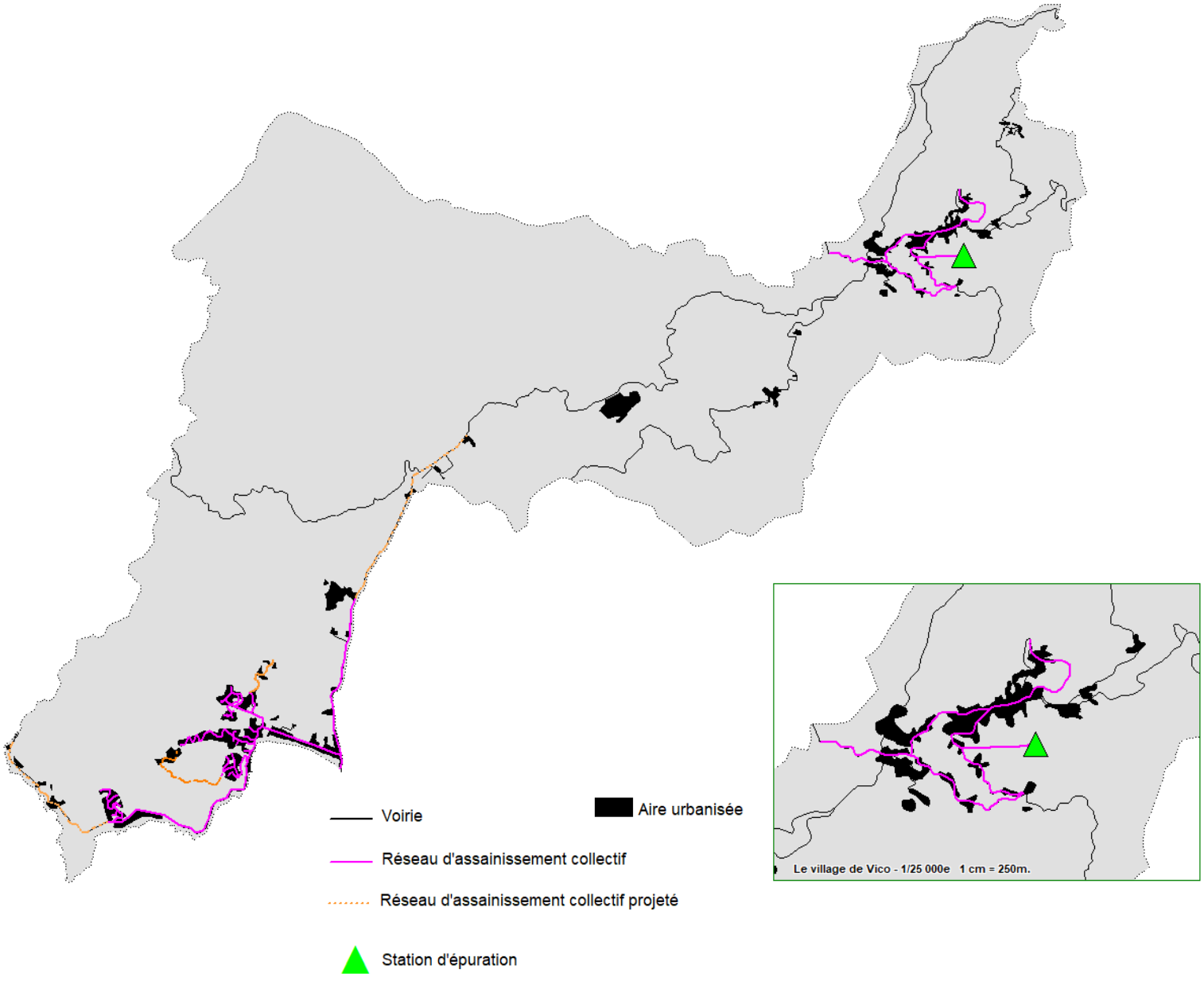
Secteur	Population maximale (été)	Diamètre des conduites	Infrastructures	Type d'assainissement
Frange littorale – Sivom de Vico-Coggia				
Sagone	660	PVC 180-200	PR 4 6500 eqh. PRE 400 eqh.	Assainissement collectif Opérationnel. Mise en réseau en 2000. Capacité 15 000 eqh. Niveau F Type Phisyco-chimique
Temuli - Dordana	320	PVC 160-200 F 200	PR 5 8500 eqh.	
Village de Penisola	260	PVC 160-200 F 250	-	
Milanche-Station ep.	-	PVC 315 F 250	PR 6 10000 eqh. Station 10000 eqh.	
Plein soleil		PVC 180-200	-	
Collines de Trio			-	
Funtanella – Calanca Stagnoli			-	Individuel
Village de Vico – commune de Vico-Coggia				
Vico village		PVC 200	Station 1500 eqh.	Assainissement collectif Capacité 1500 eqh. Boues activées
Hameau de Nesa		PVC 200	-	
Chigliani		-	-	Assainissement individuel
Appriciani		-	-	Assainissement individuel
Zones isolées		-	-	Assainissement individuel

Travaux réalisés

- Travaux de mise en conformité de la station d'épuration du Liamone.
- Extension du réseau d'assainissement collectif sur la RD70 et raccordement du camping du Sagone.
- Réhabilitation de l'assainissement autonome lieux-dits Zecchi et Alt'a Granu.
- Mise en conformité temporaire de la station de Vico.
- Déconnexion des fontaines et des gouttières du réseau de collecte.
- Construction d'une nouvelle station d'épuration sur le village de 1800 Eqhab. type biologique et dimensionnement de la STEP du village type disques biologiques prévu pour 400 Eqhab. en basse saison et 1800 Eqhab. en haute saison.
- Remplacement de 1965ml de réseau sur le village.
- Création d'un réseau de collecte aux sorties Est du village de Vico en direction du hameau de Chigliani et de la ferme piscicole.

Travaux à effectuer

- Extension de la capacité de traitement de la station d'épuration du Liamone à 15 000 Eqhab.
- Création d'un réseau de collecte et raccordement au réseau existant pour toute la plaine de Sagone et notamment les lieux-dits Grotella, Sulana et le pont de Travarce.
- Raccordement du futur réseau village Est-Chigliani à la station existante.
- Création d'un réseau de collecte et d'une nouvelle station d'épuration pour les secteurs d'Appriciani et de Chigliani.



3- Assainissement non collectif (ANC) sur Vico

450 constructions d'habitations étaient en ANC. La compétence SPANC relève la communauté de communes. D'ordre général, les sols sont constitués de granodiorites à gros grains et rendent l'assainissement non collectif difficile. Mais l'absence de sols hydromorphes et la présence d'une roche fortement arennisée permet de mettre en place l'assainissement individuel. Les zones concernées par ce type d'assainissement sont limitées aux constructions isolées et/ou distantes des concentrations bâties.

Des avantages

- ✓ Traitement de la pollution « à la source »
- ✓ Pas d'envoi direct d'eaux traitées dans le milieu hydraulique superficiel

Et des inconvénients

- ✓ Nécessite une superficie minimum de terrain (particuliers)
- ✓ Nécessite un sol apte à l'assainissement non collectif (particuliers)
- ✓ Entretien à prévoir (particuliers)
- ✓ Obligation de la mise en place du SPANC (collectivité)
- ✓ Coûts non subventionnés (collectivité)

Dysfonctionnements ANC

- ⇨ Inaccessibilité aux dispositifs.
- ⇨ Absence de ventilation.
- ⇨ Mauvais dimensionnement.
- ⇨ Absence de vidange.
- ⇨ Rejet direct en milieu naturel (ruisseau).
- ⇨ Absence d'agrémentation.

Secteurs en ANC

- ⇨ 450 personnes disposent d'un système d'assainissement autonome, soit 27% de l'ensemble de la population.
- ⇨ 43% de fosses septiques avec prétraitement.
- ⇨ 52% de fosses toutes eaux.
- ⇨ 33% des installations évacuent les eaux par infiltration dans le sol.
- ⇨ 43% des installations évacuent les eaux par des puits d'infiltration.
- ⇨ 9% des installations évacuent les eaux en surface.
- ⇨ 20% des installations en toute conformité.
- ⇨ 33% des installations mériteraient une réhabilitation prioritaire.
- ⇨ Les terrains (sols) et le relief sont les facteurs des principaux dysfonctionnements.

Les formes de l'habitat, les pentes, les surfaces des terrains, les caractéristiques des sols sont autant de facteurs qui interfèrent sur les choix d'une collectivité en termes d'assainissement. Les notions de retour en investissement et de rentabilité interviennent également dans ces décisions.

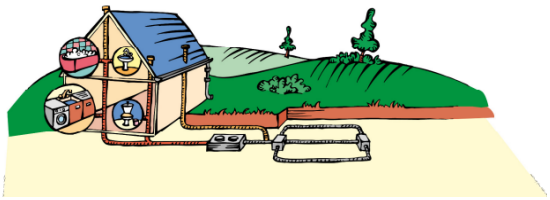
Par ailleurs, la plupart de ces habitations sont situées sur des sols pédologiquement moyennement favorables et peuvent faire l'objet d'une réhabilitation si nécessaire. Toutefois, une étude à la parcelle est fortement recommandée pour tout nouveau dispositif d'assainissement non collectif.

Le rapport du zonage d'assainissement précise que « le dimensionnement et le choix du mode d'assainissement autonome seront issus de l'étude à la parcelle préalablement réalisée ».

Tableau 28 : Synthèses des contrôles des installations d'ANC sur la commune de Vico (CAPA)

Lieu-dit	Avis favorable	Avis favorable avec réserves	Avis défavorable	TOTAL
CHIGLIANI	-	23	-	**23**
AFFACCATOJO	-	3	-	**3**
PIANELLO	1	8	3	**12**
ROUTE D'APPRICCIANI	-	4	-	**4**
APPRICCIANI	1	23	-	**24**
PIED D'ARENA	-	7	1	**8**
CARDICCE	-	1	-	**1**
SALICE	-	2	-	**2**
PONT DE SAGONE	-	-	1	**1**
FORCO	-	2	-	**2**
GROTELLO	-	5	-	**5**
HABITATIONS EPARSES	3	9	-	**12**
Total	**5**	**87**	**5**	**97**





5- Zonage d'assainissement – commune de Vico

Effluents à traiter sur Vico-Sagone, état des lieux et perspectives

Secteur	Type d'habitat	Type Ass. En 2024	Aptitude des sols à l'assainissement individuel	Type d'assainissement envisagé
Agglomération de Sagone Sant'Appianu Plein Soleil A Torra	Pavillonnaire diffus Log. collectifs Hôtellerie Commerces zone d'activités Résidences de vacances	Collectif	Inapte	Collectif
Collines de Trio A Calanca Funtanella UCPA	Pavillonnaire diffus Centre de vacances	Collectif	Médiocre	Collectif
Camping de Sagone Centre équestre	Camping Jusqu'à 3000 touristes	Individuel	Médiocre	Individuel
Pied d'Arena Cardicce Salice Forco Grotello	Pavillonnaire diffus Hangars Activités éconmiques	Individuel	Médiocre	Individuel
Appriciani	Pavillonnaire diffus à regroupé Noyaux anciens	Individuel	Médiocre **Cœur inapte**	Individuel
E Pieve Vico village Saint-Antoine Saint François Nesa	Pavillonnaire regroupé à diffus Noyaux anciens Log. collectifs Commerces Hôtellerie Camping	Collectif		Collectif
Chigliani	Pavillonnaire diffus à regroupé Noyaux anciens	Individuel	Médiocre **Cœur inapte**	Individuel
Autres	Pavillonnaire diffus à isolé	Individuel	Médiocre **à inapte**	Individuel

Toutes les tâches urbaines de la commune seront à terme raccordées à un réseau public d'assainissement collectif.

Tous les autres secteurs, trop éloignés et particulièrement diffus ne permettent pas d'envisager la réalisation d'une ou de plusieurs micro-stations d'épuration(s) pour des raisons de coûts. Si bien que la commune de Vico a dû réorienter ses perspectives d'aménagement du territoire compte tenu de la capacité médiocre voir inapte de certains secteurs à l'assainissement non collectif et revoir ses choix et sa politiqué de planification en respect de l'environnement et suivant les principes du développement durable.



Aucune ressource en eau n'est susceptible d'être contaminée.
Tous les dispositifs ANC sont implantés hors zones inondables.
Aucune habitation en ANC n'est implantée sur un espace protégé.

Favorable

- Pied d'Arena qui présente un sol supérieur à 2m. d'épaisseur.
- Moyenne et haute vallée de Sagone – Caldanella qui présente un supérieur à 1,5m. d'épaisseur.

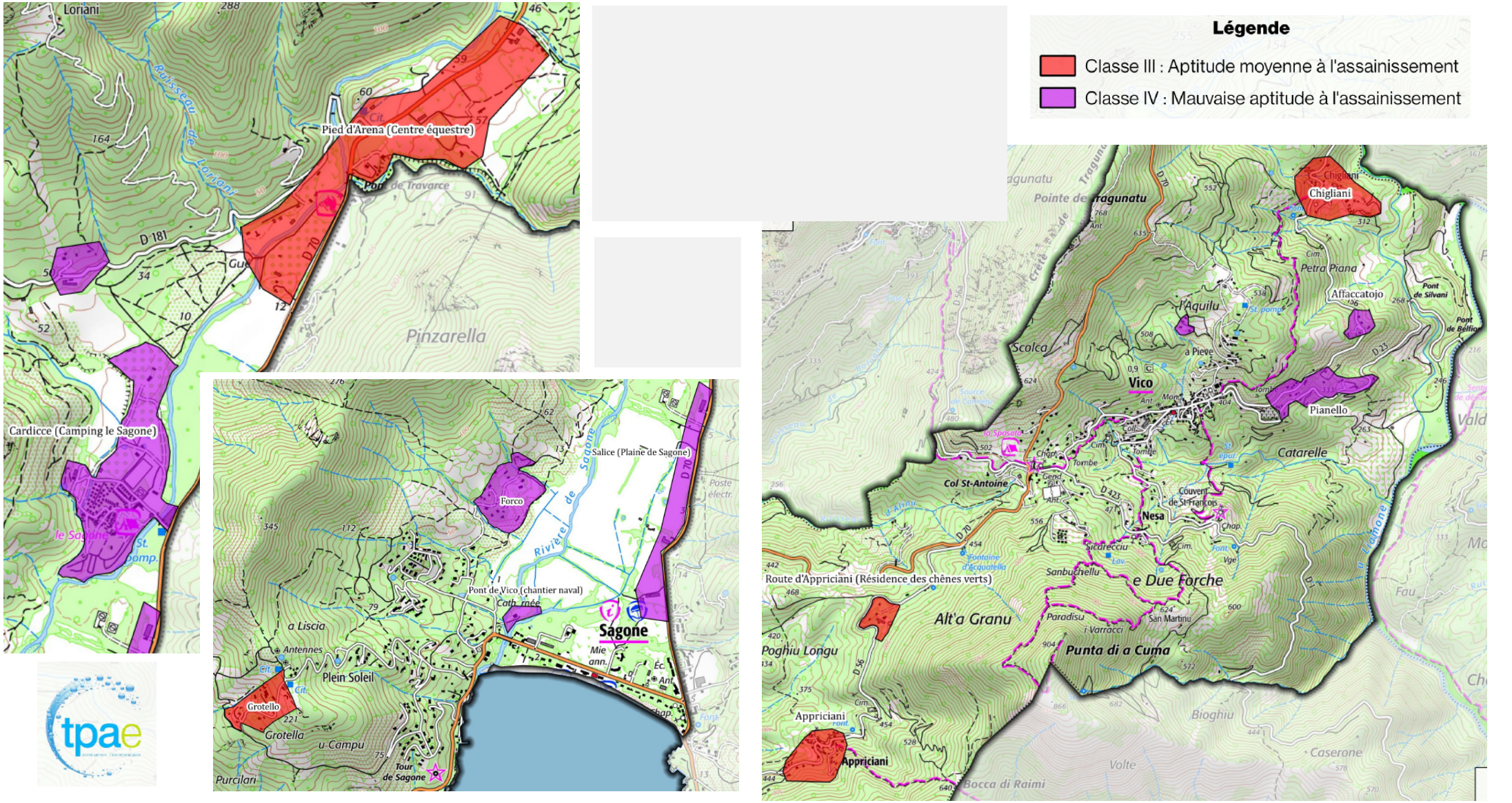
Médiocre

Perméabilité supérieure à 200mm/h : frange littorale et arrière-plage.

Inapte

Absence de sols ou sols trop peu épais, pentes : cœur du village, cœur des hameaux anciens d'Appriciani, de Pieve, de Chigliani, de Nesa et la station de Sagone, secteur de Grotello, de Sant' Appiano.

6- Zonage d'assainissement - Aptitude des sols à l'assainissement individuel – commune de Vico



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA CORSE-DU-SUD

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE CORSE
Direction de l'action territoriale de santé
Pôle « Veille et sécurité sanitaire et environnementale »
Délégation territoriale de la Corse du Sud
Unité opérationnelle de surveillance
et sécurité sanitaire et environnementale

Arrêté N° 2012143-0003 du 22 mai 2012

relatif aux conditions de mise en œuvre et de gestion applicable aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 12 kg/j de demande biochimique en oxygène (DBO_5)

Le préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2224-8, L. 2224-9, L. 2224-10 et L. 2224-12 ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1311-1, L. 1311-2 et L. 1331-1 à L. 1331-11-1 ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article R. 214-5 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment son article R. 111-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République du 10 mars 2011 portant nomination de M. Patrick STRZODA en qualité de préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 1987 concernant la lutte contre les maladies humaines transmises par des insectes ;

Vu l'arrêté interministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 août 2010 relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 83-396 du 23 septembre 1983 portant règlement sanitaire départemental ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mai 1996 modifié fixant les prescriptions techniques applicables à l'assainissement non collectif ;

Agence Régionale de Santé de Corse
Quartier St Joseph - CS 13 003 - 20700 Ajaccio cedex 9 - Tel : 04 95 51 98 98 - Fax : 04 95 51 99 00
Site INTERNET : http://www.ars.corse.sante.fr

Vu l'arrêté préfectoral du 4 avril 2011 portant délégation de signature à M. Eric MAIRE, secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud ;

Vu l'avis favorable émis par la mission inter-services de l'eau de Corse-du-Sud du 8 mars 2012 ;

Vu le rapport du directeur général de l'agence régionale de santé de Corse du 29 mars 2012 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 3 mai 2012 ;

Considérant la nécessité d'éviter la création de gîtes larvaires susceptibles de favoriser le développement de moustiques ;

Considérant la nécessité de mettre en œuvre des mesures adaptées afin de prendre en compte les phénomènes d'assèchement de certains cours d'eau ;

Considérant la moyenne élevée des températures en saison estivale ;

Considérant les risques sanitaires induits par des rejets d'effluents dans le milieu naturel et la nécessité de préserver la salubrité des zones de baignades ;

Considérant la pente moyenne importante des terrains ;

Considérant la nature du sol en majorité, soit rocailleuse, soit argileuse ;

Considérant la nécessité d'éviter les nuisances sanitaires ou olfactives ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er - Champs de compétence.

Le présent arrêté concerne les installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 12 kg/j de demande biochimique en oxygène (DBO5), soit inférieures ou égales à 200 équivalents habitants.

Sont exclues du champ de compétence du présent arrêté les installations d'assainissement non collectif (ANC) soumises à déclaration ou autorisation au titre du code de l'environnement.

Article 2 - Gestion des rejets d'effluents.

Le rejet des eaux usées brutes ou traitées à l'air libre ou conduisant au ruissellement en surface de la parcelle ou dans un milieu hydraulique superficiel ou dans un réseau d'évacuation d'eaux pluviales est interdit.

En cas de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, une dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent concernant les eaux usées traitées, peut être accordée par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) pour l'évacuation vers un milieu hydraulique superficiel dans les cas d'impossibilités suivants :

- élimination des effluents par le sol pour l'ensemble des filières d'assainissement non collectif ;
- élimination par l'irrigation souterraine de végétaux pour les filières d'assainissement non collectif présentant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- élimination par l'irrigation de cultures ou d'espaces verts pour les filières d'assainissement non collectif présentant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.

Les propriétaires des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 devant faire l'objet d'une élimination des

effluents par l'irrigation souterraine de végétaux, présentent au SPANC un dossier technique circonstancié.

Article 3 - Distance par rapport aux limites séparatives des terrains.

L'implantation des dispositifs d'évacuation des eaux usées après traitement doit être conforme aux prescriptions suivantes :

- pour les terrains présentant une pente supérieure à 5 %, le dispositif d'évacuation des eaux usées après traitement doit être distant en tout point d'au moins six mètres des limites séparatives du terrain ;
- pour les terrains présentant une pente inférieure ou égale à 5 %, la distance du dispositif d'évacuation des eaux usées après traitement peut être ramenée à trois mètres des limites séparatives du terrain après avis du SPANC.

Article 4 - Etude géologique.

Pour un terrain présentant une pente supérieure à 15 %, l'implantation d'un dispositif d'évacuation des eaux usées après traitement peut être autorisée sur présentation au SPANC d'une étude géologique permettant de justifier de la possibilité, par des aménagements de terrains, la mise en œuvre d'une filière conforme à la réglementation en vigueur et qui respecte les dispositions prévues à l'article 3 du présent arrêté.

Article 5 - Distance minimale.

L'implantation des dispositifs d'évacuation des eaux usées après traitement est interdite à moins de 35 mètres :

- d'un captage déclaré ou autorisé de type collectif privé, concernant un usage de l'eau destinée à la consommation humaine ;
- d'un cours d'eau qui présente un lit permanent naturel et un débit suffisant une majeure partie de l'année.

Pour qualifier le cours d'eau :

- sont inclus les cours d'eau même très artificialisés ou canalisés et pouvant présenter des écoulements intermittents, pourvu qu'ils soient alimentés par une nappe ou une source sans correspondre aux seuls évènements pluvieux ;
- sont exclus les canaux ou un fossés creusés par la main de l'homme ainsi que les fonds de talwegs n'assurant que l'écoulement des eaux de pluie.

En cas de difficulté concernant l'appréciation des conditions permettant de qualifier un cours d'eau, le SPANC fera appel à l'avis de l'Etat (Direction départementale des territoires et de la mer).

En cas de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif, lorsque la distance minimale visée à l'alinéa précédant ne peut être respectée, le pétitionnaire présente une étude hydrogéologique démontrant l'absence d'impact sur la qualité de l'eau. Cette étude est soumise pour validation, aux frais du propriétaire de la filière d'assainissement non collectif, à l'avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

Article 6 - Agrément de nouveaux dispositifs.

Les dispositifs d'assainissement non collectif non décrit dans l'annexe I de l'arrêté interministériel susvisé du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques ne pourront être installés que suite à un agrément délivré par les ministères en charge de l'écologie et de la santé.

Le pétitionnaire présente au SPANC l'avis du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé de la santé publié au Journal Officiel de la République Française.

Article 7 - Fonctionnement des installations.

Les différents éléments et ouvrages des d'assainissement non collectif sont conçus et entretenus de manière à ne pas favoriser le développement des gîtes à moustiques, ni engendrer de nuisance olfactive.

Le propriétaire d'une installation équipée d'un dispositif électromécanique est en mesure de justifier de son bon entretien.

En cas de dysfonctionnement, les réparations sont réalisées dans les 72 heures à partir du constat de la panne.

Article 8 - Mise hors service des installations.

Les dispositifs de pré traitement ou d'accumulation mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit, sont vidangés et curés. Ils sont ensuite comblés ou désinfectés s'ils sont destinés à un autre usage.

Article 9 – Abrogation.

Sont abrogés :

- les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 01-0750 du 22 mai 2001 complétant l'arrêté du 6 mai 1996 modifié fixant les prescriptions techniques applicables à l'assainissement non collectif ;
- les articles 30, 48,49 et 50 du règlement sanitaire départemental.

Article 10 – Exécution.

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Sartène, le directeur général de l'agence régionale de santé de Corse, le directeur départemental des territoires et de la mer, les maires du département de la Corse-du-Sud et le chef du groupement départemental de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Ajaccio, le 22 mai 2012

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

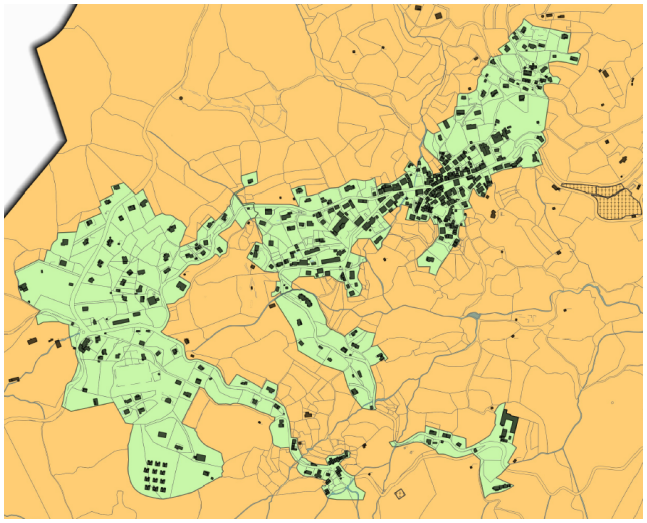


Eric MAIRE

<u>Délais et voies de recours</u> - Toute personne ayant intérêt pour agir peut saisir le tribunal administratif de Bastia (Villa Monte Piano - 20 407 Bastia Cedex) d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

Ils peuvent également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

7- Zonage d'assainissement – commune de Vico



Secteurs non raccordés à l'assainissement collectif

Frange littorale

- ⇨ Grotella.
- ⇨ A Sulana.
- ⇨ Pont de Travarce.
- ⇨ Habitat isolé.

Arrière-pays montagnard

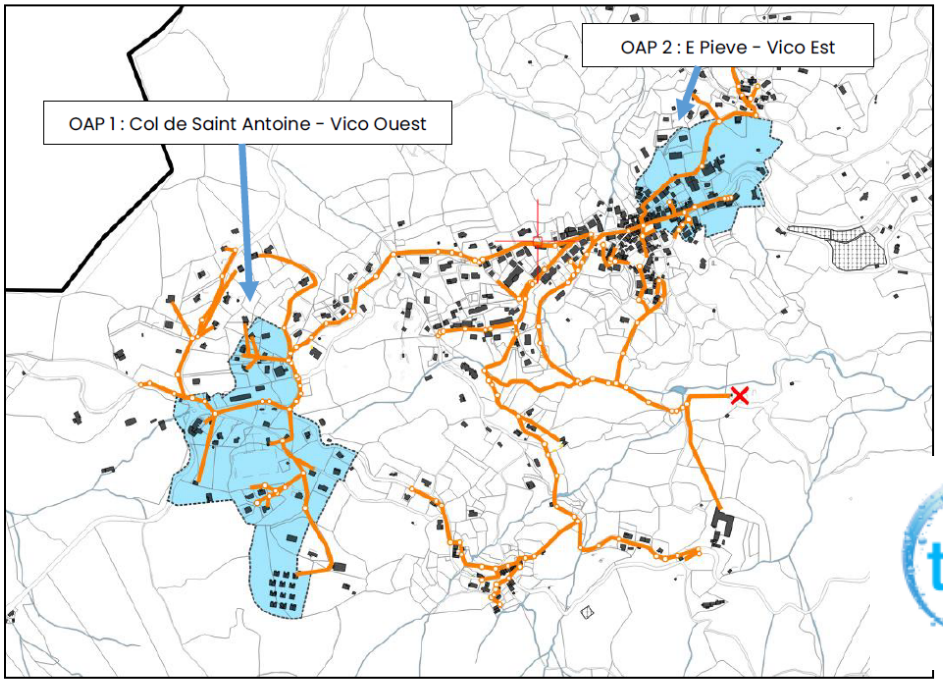
- ⇨ Hameau d'Appriciani.
- ⇨ Hameau de Chigliani.
- ⇨ Habitat isolé.
- ⇨ Vico village sur RD 70 (route d'Evisa) entre le camping de la Sposata et le pont de Culinca.
- ⇨ Sortie de Vico vers l'ancienne ferme piscicole.
- ⇨ Sortie de Vico vers le pont de Silvani.

Tous les autres secteurs, trop éloignés et particulièrement diffus ne permettent pas d'envisager la réalisation d'une ou de plusieurs stations d'épuration(s) pour des raisons de coûts.

Si bien que la commune de Vico a dû réorienter ses perspectives d'aménagement du territoire compte tenu de la capacité médiocre voir inapte de certains secteurs à l'assainissement non collectif et revoir ses choix et sa politiqué de planification en respect de l'environnement et suivant les principes du développement durable.

8- Zonage d'assainissement & OAP – commune de Vico

Au niveau de l'assainissement, les OAP « E Pieve - Vico Est » et « Col de Saint Antoine - Vico Ouest » seront raccordées à la STEP du Village sans extension majeure du réseau à prévoir.



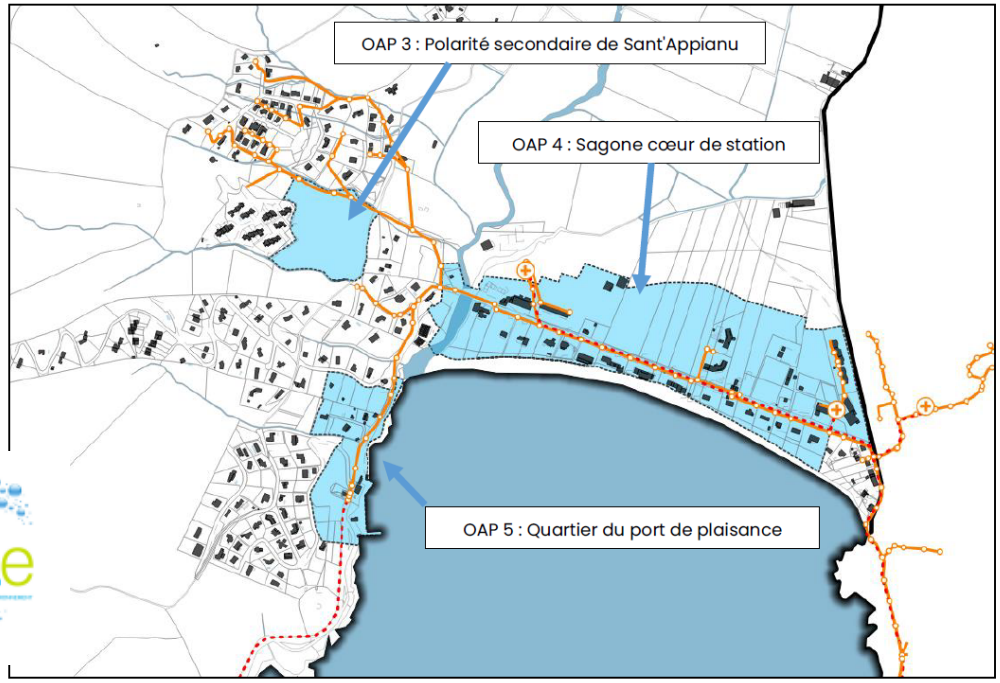
Localisation des OAP « E Pieve - Vico Est » et « Col de Saint Antoine - Vico Ouest »

Charges organiques associées au OAP du village de Vico

Nom	Logements supplémentaires	Charge supplémentaire (EH)
E Pieve - Vico Est	50	150
Col de Saint Antoine - Vico Ouest	40	120

Avec la création de 90 logements, la charge supplémentaire à prévoir au niveau de la STEP du Village de Vico sera donc de **270 EH** en se basant sur un ratio de 3 EH/logement.

Les OAP « Polarité secondaire de Sant'Appianu », « Sagone cœur de station » et « Quartier du port de plaisance » seront raccordées à la STEP du Vico/Coggia sans extension majeure du réseau à prévoir.



Localisation des OAP « Polarité secondaire de Sant'Appianu », « Sagone cœur de station » et « Quartier du port de plaisance »

Charges organiques associées au OAP de la marine de Sagone

Nom	Logements supplémentaires	Charge supplémentaire (EH)
Polarité secondaire de Sant'Appianu	10	30
Sagone cœur de station	48	145
Quartier du port de plaisance	50	150

Avec la création de 108 logements, la charge supplémentaire à prévoir au niveau de la STEP de Vico/Coggia sera donc de **325 EH** en se basant sur un ratio de 3 EH/logement.

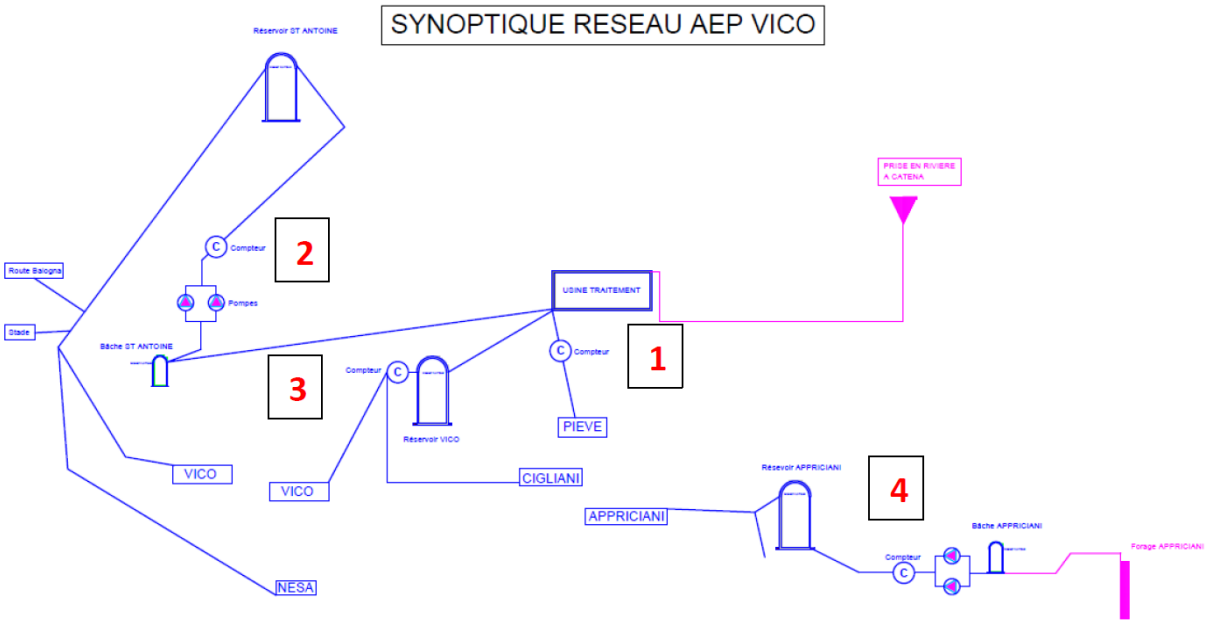
Un système d'assainissement non collectif groupé sera mis en place pour l'OAP des Chênes verts. Concernant le cimetière, aucune eau usée ne sera rejetée.

Annexes sanitaires
B- Eau Potable

1- Données de cadrage

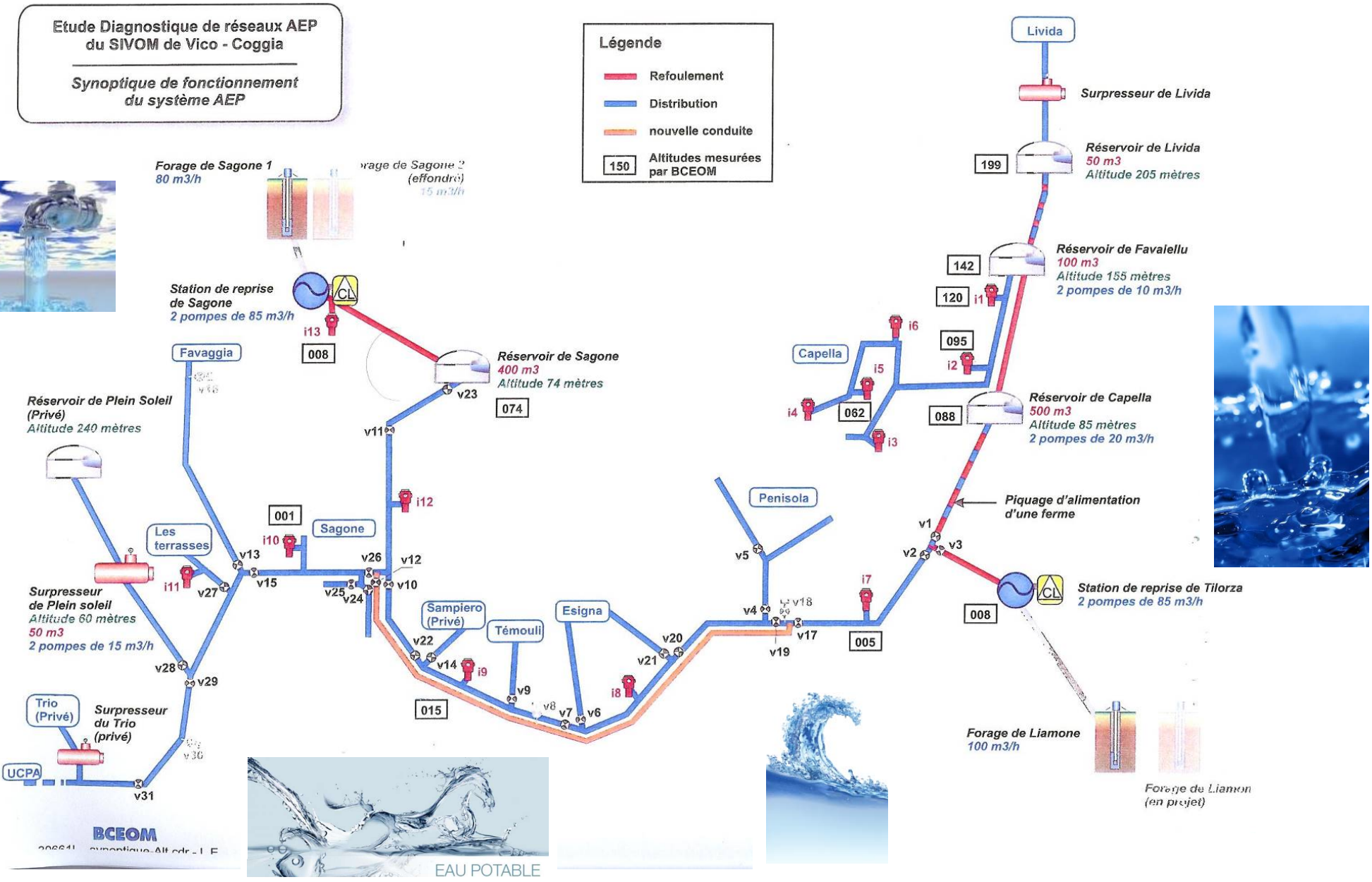
La frange littorale du réseau AEP est gérée par le Sivom de Vico-Coggia et le village par la commune de Vico.

- Compteurs individuels : 596
- Nombre de branchements : 553.
- Compteurs généraux : Trio (29 log.), Jardins du Soleil (23log.), UCPA (28log.).
- Population desservie par le réseau en hiver : 968 hab.
- Population desservie par le réseau en période estivale : 7 500hab.
- 585 abonnés.
- 2 réseaux : littoral et village.
- Linéaire réseaux : 31Kms, dont 19,7kms sur le village.
- Conduites en PVC 160-315mm, en fonte 250mm.
- 4 réservoirs et une bâche d'une capacité totale de 1350m^3 (littoral).
- 4 réservoirs et une bâche d'une capacité totale de 340m^3 (intérieur).
- 5 surpresseurs : Tilorza (Coggia), Capella (Coggia), Favalellu (Coggia), Livida (Coggia), forages de Sagone et Plein Soleil.
- 1 station de traitement par le chlore de Sagone.
- 1 station de traitement par le chlore de Tilorza (Coggia).
- Station de traitement sur Pieve d'une capacité de 960m^3/j.
- Traitement sur Appriciani.
- 3 forages : Coscia u Ponte (Coggia) et 2 sur Sagone.
- 1 prise d'eau en rivière sur la Catena pour l'alimentation du village et des hameaux de l'arrière-pays.
- 1 forage sur Appriciani.
- Pertes : environ 0,25l/s. (Tilorza – commune de Coggia).
- Rendement global : 51% (fuites essentiellement concentrées sur Vico – UCPA – Favalellu – Livida).
- Indice linéaire de pertes en réseau : 7,23m^3/j/km. (2019)
- Pression des réseaux entre 2,5 et 5 bars.
- Conformité microbiologique 100% (2023).
- Consommation moyenne : 115 l/hab./j.
- Hydrants répartis sur tous les espaces bâtis de la commune.



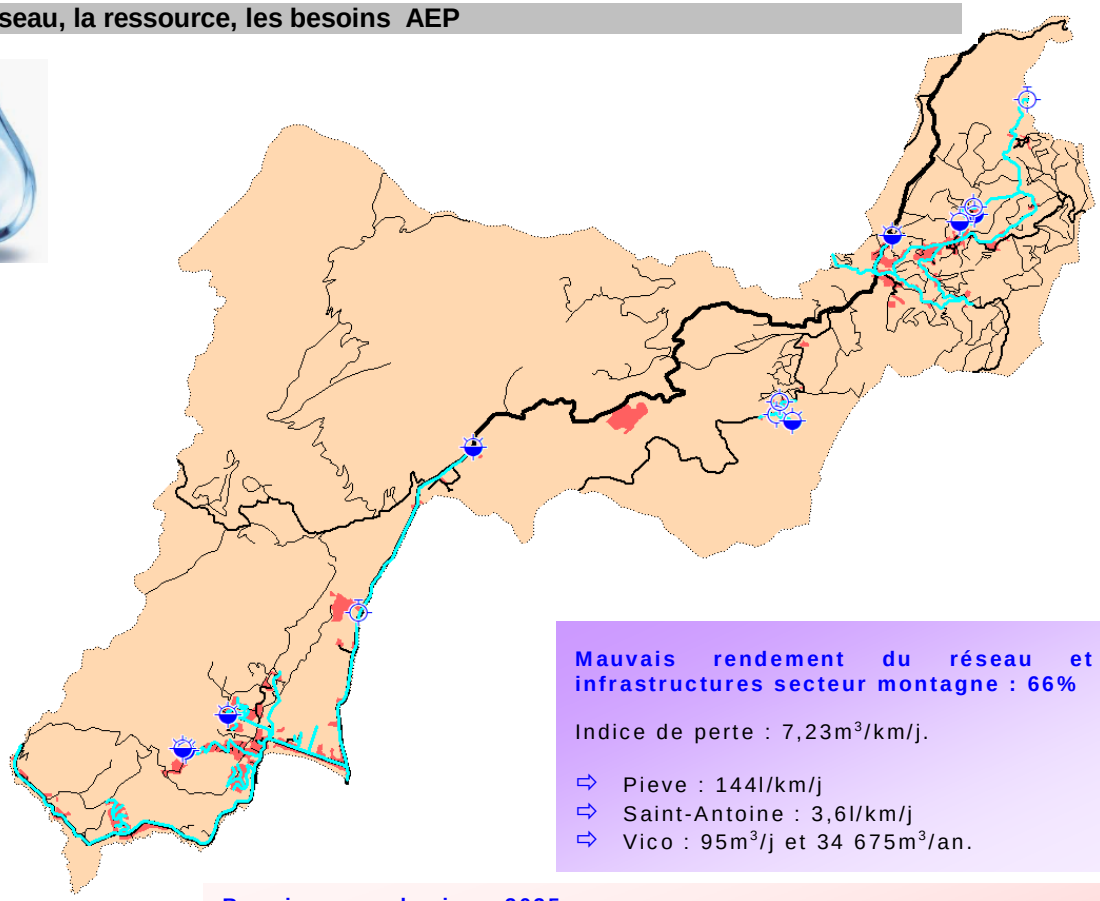
2- Le réseau AEP





3- Le réseau, la ressource, les besoins AEP





Ressources en eau potable - production

Secteur littoral :

- Forage du Liamone – nappe aquifère de 47ha : Le débit du forage est de 148 m³/h (3360 m³/jour) pour un pompage effectif de 8 à 10 heures par jour soit 1120 à **1400 m³/j** pour alimenter entre 750 et 4500 personnes (hiver / été). Débit de production moyen journalier en pointe : 1283m³/j. *Un débit maximum de 100m³/h. autorisé* par l'arrêté préfectoral n° 04-0357 du 8 mars 2004).

- Forage d'appoint de Sumeraghia sur Sagone pour répondre aux besoins de surconsommation estivale – nappe aquifère de 23ha : **600m³/j. et 50m³/h.** (maximum autorisé par arrêté préfectoral n° 04-0357 du 8 mars 2004).

(ressources à partager avec la frange littorale de Coggia.

Secteur montagne :

- Forage de Catena : 605m³/j. (maximum autorisé). Dessert Vico, Chigliani, E Pieve et Saint-Antoine.

- Forage d'Appriciani (dessert Appriciani uniquement).

Mauvais rendement du réseau et infrastructures secteur montagne : 66%

Indice de perte : 7,23m³/km/j.

- Pieve : 144l/km/j
- Saint-Antoine : 3,6l/km/j
- Vico : 95m³/j et 34 675m³/an.

Volumes prélevés

- Appriciani : 5616m³/an.
- Vico : 86 001m³/an.
- Vico-Sagone : 233 998m³/an.

Fuites détectées secteur Vico village

- Réseau : 9u.
- Branchements : 22u.
- Compteurs : 3u.
- Réservoirs : 2u.
- Fuites réparées : 35u

Besoins max. horizon 2035

Estimation d'une croissance de 20% de la population permanente et de l'économie.
+200 habitants permanents
+ 1400 habitants en période estivale
Consommation moyenne estimée : 200l/hab./j.

- Secteur montagne : 373,6m³/j.
  Soit un besoin équivalent à environ 1865hab./j.
- Secteur littoral : 1450,0m³/j.
  Soit un besoin max. équivalent à 7250hab./j.

Consommation de pointe

Consommation actuelle : 115l./hab./j.(ratio par habitant).
Pic estival 200l/hab./j (effet du tourisme et de l'arrosage des jardins – en baisse avec prise de conscience).

- Pieve : 25,2m³/j.
- Saint-Antoine : 97,1m³/j.
- Vico village + Chigliani : 275,2m³/j.
- Appricciani : 37m³/j.
- Sagone : 1125m³/j.

Le réseau AEP, réseau et infrastructures, commune de Vico

Secteur	Population maximale	Population minimale	Diamètre des conduites	Infrastructures
Trio - Funtanella	6036hab.	530hab.	PVC 50-250mm	-
A Calanca				-
Collines de Trio			Fonte 50 -350mm	Surpresseur de Trio (privé)
Sagone Plein Soleil			Fonte 50-350	Surpresseur de Plein soleil (60m. NGF) avec 2 pompes de 15m^3/h Réservoir (privé) plein Soleil 50m^3
Sagone Pont de Loriani Pian d'Arena			Fonte 50-350 PVC 100mm.	Forage Sagone 1 de 80m^3/h Forage de Sagone 2 de 15m^3/h Station de reprise de Sagone avec 2 pompes de 85m^3/h Réservoir de Sagone (74m. NGF) de 400 m^3
Village de Vico	1200hab.	391hab.	Fonte 150mm. PVC 50-140mm. DN 25-150mm.	Trois réservoirs - 2 sur le secteur de Pieve et un sur la RD 70 en direction Col de Salvi (300m^3 en tout) – 150m^3 sur Vico, 50m^3 sur Pieve, 100m^3 sur Saint-Antoine Station de pompage de Saint-Antoine (10m^3/h) Une station de traitement sur Vico (40m^3/h – 960m^3/j) Un répartiteur en amont du hameau de Pieve Un forage sur la Catena – prélèvement autorisé de 7l/s soit 600m^3/j. Un captage sur Appriciani avec station de pompage et de désinfection et un réservoir (35m^3). Réseau de 19,7kms, dont 2,3kms d'adduction et de refoulement.
Nesa	100hab.	15hab.		
Chigliani	108hab.	12hab.		
Appriciani	146hab.	20hab.		
TOTAL	7500hab.	968hab.		








4- Qualité de l'eau potable - travaux

Qualité des eaux potables (ARS)

Forage du Liamone : L'eau issue de ce captage présente une teneur élevée en fer et en manganèse et nécessite une dilution au niveau des ouvrages de stockage (réservoirs).
Eau brute conforme aux normes en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés, pouvant après traitement être destinée à la production d'eau d'alimentation.
Le traitement de l'eau consiste en une chloration automatique asservie au débit, qui se fait à la station de reprise de Tilorza (prélèvements dans le Liamone) ainsi qu'au niveau du forage de Sagone.

Forage du Sagone : D'après l'étude Antea, l'eau du forage de Sagone présentait des valeurs élevées en fer et en manganèse. Toutefois, ces valeurs ne dépassent pas les limites fixées par le décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001.
Pas d'escherichia coli
Pas de streptocoques fécaux.
Pas d'entérocoques.

Forages de la Catena + Appricciani : conforme à 100% et de bonne qualité d'après l'ARS.
Teneur en aluminium à surveiller et forte turbidité occasionnelle.

Vico-Sagone – eau potable de BONNE QUALITE

Travaux réalisés

- Construction d'un nouveau réservoir de 600m^3 pour alimenter la zone nord au-delà de la plage de Sagone. Rôle tampon pour la distribution éventuelle et le transfert de 500m^3 vers Cargèse en heures creuses. Avec un réseau de canalisations de 2 fois 750ml.
- La construction d'un réservoir d'au moins 500m^3 situé entre la côte 60 et 700m. NGF permettrait d'obtenir des pressions globalement satisfaisantes sur l'ensemble du réseau et plus particulièrement sur la frange littorale comprise entre Sagone et le pont de Stagnoli (réalisé – Sant'Appiano).
- Connexion entre le nouveau réservoir de Sant'Appiano et le réseau de Plein soleil (F 125mm).
- Connexion entre le lotissement Plein soleil et le lotissement A Torra (F 150mm).
- La construction d'un réservoir de 200m^3 à une altitude d'environ 245m. NGF permettra l'alimentation de tous les points hauts des nouveaux lotissements et autres extensions des nappes urbanisées du littoral envisagées dans le PLU. Avec remplacement de la station de pompage actuelle par une station plus performante (2 pompes d'une capacité de 30m^3/h) compte tenu du volume d'eau qui transiterait par ce secteur (réalisé - Plein Soleil – Grotello).
- Extension des canalisations pour le renforcement de l'adduction sur les zones situées au nord de la plage de Sagone. Remplacement des conduites de diamètre insuffisant (soit respectivement 500ml et 2120ml) par ces canalisations en PVC 160mm.
- Extension du réseau d'adduction afin d'alimenter la zone située entre la station de pompage du Sagone et le centre équestre situé sur la RD 70 (1700ml en PVC 100mm.).
- Résorption des fuites réservoir de Vico.
- Installer une vanne de régulation sur le réservoir de Vico afin d'assurer un équilibre répartitaire dans le réseau et la pression hydraulique distribuée.
- Mise en place d'un système de désinfection sur le réservoir d'Appriciani.

Travaux (BI Ingénierie)

- Campagne de recherche de ressources supplémentaires sur le village de Vico en cours en vue de réaliser un forage sur le secteur des HLM (ressource supplémentaire estimée à environ 400m^3/j.).
- Construction d'un réservoir en lieu et place de celui de Vico d'une capacité de 900m3 OU réhabilitation du réservoir existant de 150m3 et construction un réservoir supplémentaire de 750m3.
- Etanchéité du réservoir de Saint-Antoine.
- Déplacement de la station de chloration d'Appriciani à côté du réservoir.
- Reprise du réseau de distribution au niveau du cimetière de Vico.
- Remplacement des conduites au niveau du réservoir de Vico (370ml).
- Renouvellement des conduites à l'entrée ouest du village (525ml).
- Sécurisation générale du réseau du village de Vico.
- Remplacement des compteurs des abonnés.

C- Déchets

1- La gestion des déchets en Corse

" Toute personne qui produit ou détient les déchets dans des conditions de nature à porter atteinte à a santé de l'homme et à l'environnement est tenue d'en assurer ou d'en faire assumer l'élimination".

Extrait de l'article L.541-2 du code de l'environnement

En France, chaque année, selon le ministère de la sante, plus de 45 000 personnes meurent des conséquences indirectes de la mauvaise gestion des déchets.

Données de cadrage Syvadec :

Déchets générés par les entreprises en Corse :

Déchets relevant du bâtiment : 70% de la production des déchets générés par les entreprises.

Déchets générés par les entreprises en Corse :

- 200 000t. produits par an.
- 686Kg/hab./an.
- 170 000t. enfouies/an soit 80% de la production, soit 529Kg/hab./an.
- Chaque touriste produit l'équivalent pondéré moyen de 377Kg/an.
- Le tri sélectif représente en corse 42 000t. soit 20% de la production.
- La collecte sélective environ 15 000t./an soit 7% de la production globale soit moins de 129Kg/hab./an.
- Le potentiel de détournement dit d'évitement serait de 60%.
- Le coût de la gestion des déchets en Corse en 2016 s'élevait à 68 millions d'€uros soit une moyenne de 213€/hab./an.
- Financement publics : 81% du coût global.
- Financement par la collecte sélective en 216 : 4% du coût global.
- Gestion des ordures ménagères : 75% des coûts, soit 150€/hab./an contre 90€/hab./an pour la France en général.
- Recyclage : 13% des coûts.

Quelles problématiques pour la Corse ?

- Manque d'organisation territoriale satisfaisante et de mutualisation des moyens.
- Où entreposer et comment gérer ces quantités ?
- Comment valoriser les déchets ?
- Comment réduire la quantité et la nocivité des déchets ?
- Quelle politique retenir en vue de la réduction de la production de déchets et le développement du recyclage ?
- Quid des opportunités dans l'économie circulaire en Corse ?
- Quid d'une économie sociale et solidaire ?
- Quel affichage environnemental pour la Corse ?
- Quelles actions préventives ?

Que deviennent les déchets issus du tri sélectif en Corse ?

Acier : fonderie à Fos/mer en vue de faire des bobines et des tubes en acier.

Aluminium : Fonderie à Narbonne et Gignac-la-Nerthe transformés en matière première.

Tetrapack : En Italie pour en faire du papier essuie-tout et de l'aluminium.

Cartons : Avignon en vue de la fabrication de papiers et de cartons.

Plastiques des bouteilles et flacons : En Bourgogne en vue de la fabrication de nouvelles bouteilles en plastique et de matières premières pour le BTP.

Les nouveaux plastiques (pots, films, barquettes…) : Espagne en vue de faire des granulés pour fabriquer des nouveaux emballages et des canalisations en PVC.

Petits aluminiums : Allemagne, fabrication de produits en alu.

Modalités retenues pour parvenir à la réduction de déchets

- ⇨ Développer le compostage individuel et collectif.
- ⇨ Ramassage du tri sélectif au porte à porte.
- ⇨ Cartonnage chez les professionnels.
- ⇨ Réduire les biodéchets à la source par le renforcement du plan de compostage.

- ⇨ Interventions en milieu scolaire avec le SYVADEC afin de sensibiliser les plus jeunes aux gestes citoyens (Eco Scola).
- ⇨ Lier des partenariats pour une économie durable.

- ⇨ Soutenir le réemploi par le développement de ressourceries.
- ⇨ Concassage et recyclage des gravats (un gisement d'au moins 1 000t/an).
- ⇨ Développement de plateformes de compostage.

2. Caractéristiques de la commune de Vico

Evolution du volume de déchets produits par la commune de Vico

Type	2024
Ordures ménagères	867t
Plastiques	60,6t
Papiers	33,0t
Verre	58,0t
Site apports volontaires	-
Encombrants	-
Déchets verts	-

Estimation de l'évolution production de déchets horizon 2033 - Commune de Vico

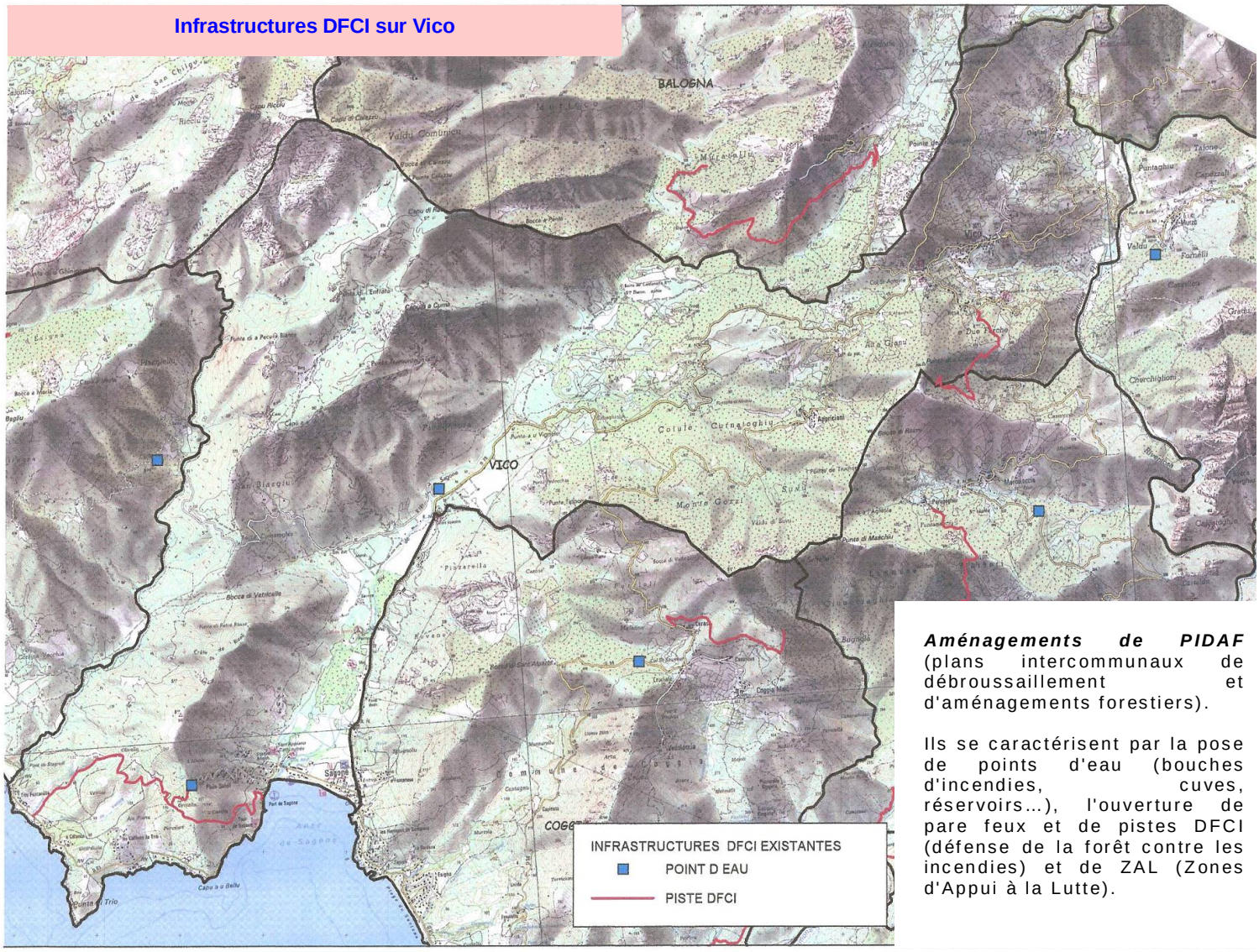
Références	*2025*	*2035*
Population	950hab.	1100hab.
Ordures ménagères et assimilés	867t	192t.
Volumes issus du tri sélectif	151,6t	710t.
Proportion du tri sélectif	15%	60%
Déchets du BTP	513t	594t*
Compostage	2%	25%
Boues de la station d'épuration (volumes liquides)	4,7t. MS	5,2t. MS

** Avec la mise en place de composteurs individuels et par la suite de composteurs collectifs cela permettra de réduire le volume de déchets ménagers et concomitamment aux efforts générés par une politique de sensibilisation et la généralisation du tri sélectif qui va engendrer un accroissement conséquent du tri à la source au profit d'une réduction généralisée du volume des OM d'environ 80kg/hab./an, malgré une augmentation de la population d'environ 150 habitants attendue entre 2025 et 2035 (1150hab. permanents).*



Risque incendie

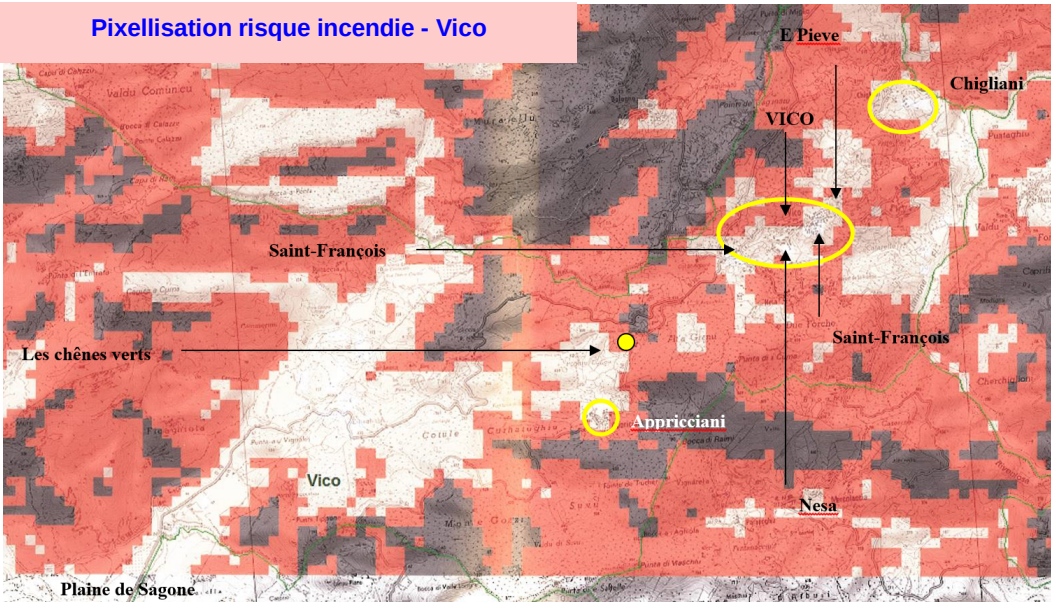
Infrastructures DFCI sur Vico



Aménagements de PIDAF (plans intercommunaux de débroussaillement et d'aménagements forestiers).

Ils se caractérisent par la pose de points d'eau (bouches d'incendies, cuves, réservoirs…), l'ouverture de pare feux et de pistes DFCI (défense de la forêt contre les incendies) et de ZAL (Zones d'Appui à la Lutte).

Pixellisation risque incendie - Vico









Risques naturels prévisibles (art. L562-2 du code de l'environnement)

Risque incendie

Des moyens de prévention sur Vico, état des lieux

- ⇨ Des bornes incendie aux alentours des espaces urbanisés.
- ⇨ L'aménagement de points d'eau (bouches d'incendies, cuves DFCI, réservoirs…),
- ⇨ L'obligation de débroussaillement légal sur une distance de 50 mètres autour des constructions (arrêté préfectoral – Cf. illustrations supra).
- ⇨ L'interdiction de réaliser des feux du 30 juin au 30 septembre inclus (arrêté préfectoral modifiable en fonction des conditions climatiques).

Autres moyens de prévention :

Le brûlage dirigé.
L'ouverture du milieu au pastoralisme (baux, AFP, OGAF…).
Le sursemis.
Le renforcement des mesures de pénalisation.
Le renforcement des dispositifs de surveillance terrestre et aérien (tournées, guets, observatoires…).
Le contrôle de l'application des débroussaillages (en zone U de la carte communale notamment).

Moyens de prévention préconisés par le SIS

Eviter l'implantation de constructions isolées ou trop espacées dans les massifs de végétation.

Eviter les constructions ou aménagements particulièrement vulnérables sur zones sensibles aux risques d'incendie (camping caravaning, habitat en bois, habitations légères…).

Mise en place de pare-feux pour préserver les zones bâties de tout risque d'incendie.

Aménagement de points d'eau (cuves, bassins, réservoirs…) à moins de 200 mètres du bâtiment le plus éloigné.

Installation de bornes à incendie d'un débit minimum de 60 m^3/h à moins de 200 mètres du bâtiment le plus éloigné.

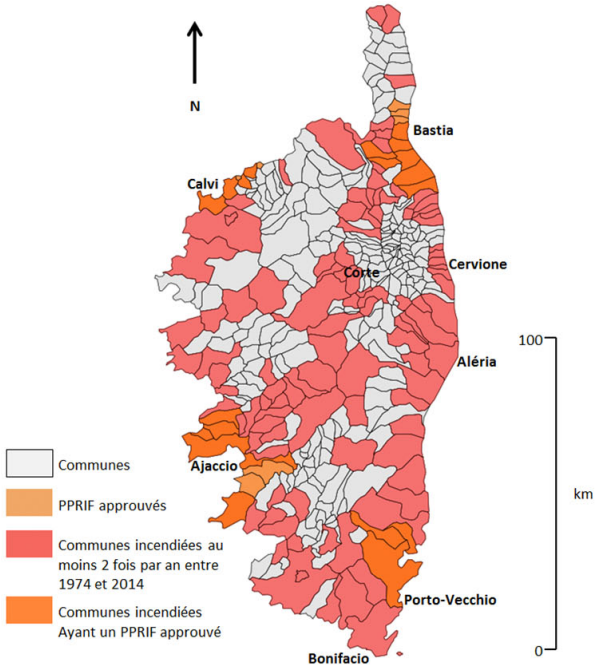
Réalisation d'un PPRIF (plan de prévention des

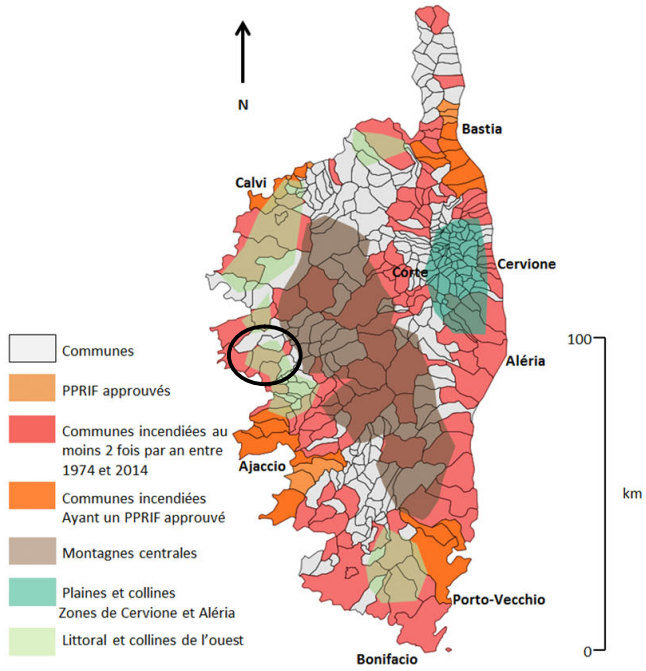
Recommandations pour l'accessibilité des zones urbanisables.

Toute zone urbanisable doit être desservies par :

Une voie suffisamment dimensionnée pour permettre le croisement entre un véhicule léger et un camion incendie (4,5m.).

Des poteaux incendie normalisés (débit minimum de 60m^3/h pendant 2 heures).





Effets probables du réchauffement climatique sur le risque incendie

Risques naturels prévisibles (art. L562-2 du code de l'environnement)

Risque inondation



Classes d'aléa			
Vitesse	**moins de 0,5 m**	**de 0,5 m à 1 m**	**plus de 1 m**
< 0,5 m/s	modéré	fort	très fort
de 0,5 m/s à 1 m/s	fort	fort	très fort
plus de 1 m/s	très fort	très fort	très fort

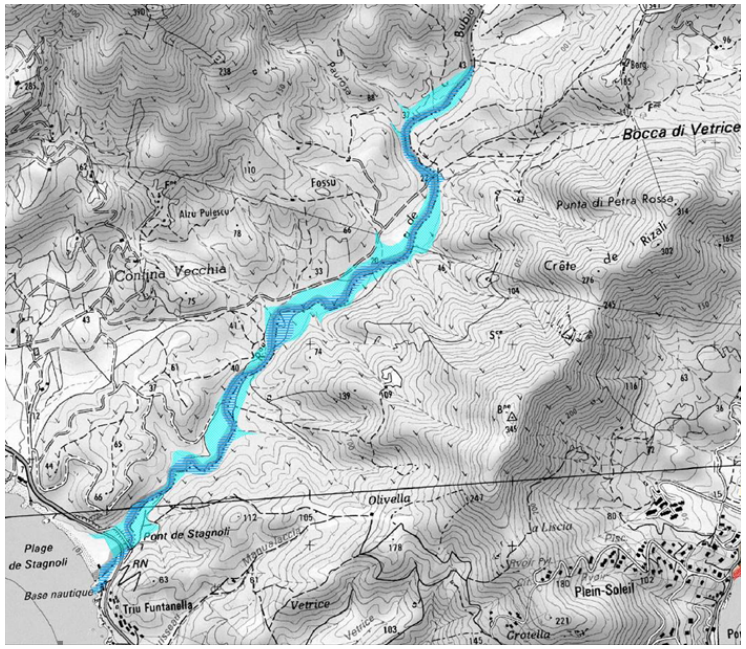


PPRi du Sagone
Arrêté préfectoral
n° 98/0046 du 13 janvier 1998.
Bassin versant 20km².
Profil en long 23kms.
Pente moyenne 1,98%.
Dénivelé : 1273m.

Les périmètres d'inondation sont très localisés sur le territoire. Le PPRI du Sagone couvre les 4 kilomètres de la plaine de Sagone et touche essentiellement la commune de Vico-Sagone, débordant légèrement sur la commune de Coggia (entrée de Sagone au niveau de l'ancienne fontaine et du carrefour, et à l'extrême nord-ouest de la commune, sur la RD 70, au niveau du centre équestre). Autrement, les zones bâties, situées plus en retrait sur les piedmonts comme le lotissement Plein soleil ou le lotissement communal de Sant'Appianu ne sont pas menacées par de tels aléas. Des **opérations d'entretien sont préconisées sur la plaine et en sous-bois** dans l'objectif de réduire

De par son climat méditerranéen et ses caractéristiques géomorphologiques, la Corse est soumise, notamment à l'occasion des fortes pluviométries du printemps et de l'automne, à des risques d'inondation notables. Ces inondations sont souvent localisées mais parfois très intenses (jusqu'à plusieurs dizaines de $m^3/s/km^2$ en crue centennale). Elles sont dues soit à des débordements de cours d'eau (crues torrentielles ou lentes de plaines), soit à un ruissellement important. Le risque d'inondation est souvent amplifié par la hausse du niveau de la mer due à une dépression, à des vents violents et à une forte mer qui empêche ou ralentit au droit des embouchures le rejet des eaux pluviales par les cours d'eaux littoraux.

Zones inondables du Bubia
Atlas des zones inondables de l'Etat de 2003, diffusé en 2006.
Expertise CETE Méditerranéen du 5 mai 2011.
Bassin versant réduit.
Profil en long - pente moyenne >2%.
Profil en travers encaissé.



RISQUE INONDATION DANS LA BASSE VALLEE DU SAGONE

COMMUNES DE COGGIA ET VICO

P.P.R.
Plan de Prévention des Risques

3 - REGLEMENT

VU POUR ETRE ANNEXE A L'ARRETE
PREFECTORAL N° 980046 DU 13-1-98

PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD N° 29

PRESCRIPTION	ENQUETE PUBLIQUE	ARRETE D'APPROBATION

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION
DE LA BASSE VALLEE DU DE.SAGONE

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Les dispositions réglementaires du PPR énumérées ci-aprés précisent les mesures d'interdiction,de prévention,de protection et de sauvegarde ainsi que les prescriptions particuliéres des zones directement ou indirectement exposées au risque inondation.

Ces mesures consistent à limiter les dommages causés par l'inondation sur les biens et les activités existants, d'éviter l'aggravation et l'accroissement des dommages dans le futur .
Le principe de ces dispositions est d'interdire toute nouvelle construction en zone inondable et de préserver les champs d'expansion des crues.

Les conditions d'occupation du sol sont précisées pour les trois zones du périmétre de risque inondation définies dans la note de présentation et reportées sur les documents graphiques avec un certain nombre de mesures et de prescriptions communes :

1 ◆ PRESCRIPTIONS COMMUNES

2 ◆ ZONE D'ALEA MODERE.

3 ◆ ZONE D'ALEA FORT

4 ◆ ZONE D'ALEA TRES FORT,

5.◆ GRILLES D'ALEA , RISQUES et VULNERABILITE



I) PRESCRIPTIONS COMMUNES

1-1- La ***cote de référence*** (ligne de hauteur d'eau à prendre en compte) est la valeur maximale atteinte :

- soit par la crue la plus forte connue
- soit par la crue calculée avec période de retour 100 ans

⇨ *la plus forte des deux dans tous les cas* (cf cartes).

1-2- Toute demande d'autorisation d'occupation du sol doit être accompagnée d'un document topographique à grande échelle détaillé rattaché au nivellement général de la France (NGF) adapté au projet concerné.

1-3- Tous travaux et installations, destinés à réduire les conséquences du risque existant ne pourront être envisagés qu'aprés études préalables.

1-4- Les sous-sols sont interdits à l'exception des vides sanitaires dont la hauteur ne devra pas excéder 0.80m. Les ouvertures d'accés et de drainage des vides sanitaires ne devront pas être situés sur les façades exposées au courant.

1-5- Les clôtures seront admises sous réserves qu'elles soient constituées d'un maximum de 5 fils superposés , avec poteaux distants d'au moins 2 m, de maniére à permettre un libre écoulement des eaux : tout grillage et toute clôture végétale sont interdits.
Les plantations de haies sont interdites

1-6- Les décharges de quelque sorte que ce soit sont interdites



1-7- Le stockage de produits polluants est interdit sauf pour les installations existantes. Pour ces derniéres le stockage devra être réalisé dans un bac de rétention étanche et lesté, situé 20 cm au-dessus de la cote de référence

1-8- Tous les canaux, ossés d'irrigation ou de drainage et leurs équipements doivent être réguliérement surveillés, curés et entretenus de façon à faciliter l'écoulement des eaux, notamment les systémes de vannes.

1-9- Les stations d'épuration par lagunage sont interdites.

1-10- Les lotissements sont interdits.

1-11- Dispositions applicables aux constructions existantes(article 5 du décret du 5/10/95 relatif aux PPR) :

- les constructions existantes à usage d'habitation ou d'hébergement ne comportant pas de plancher à au moins 0.20 m au-dessus de la cote de référence, doivent comporter un point d'attente des secours à au moins 0.20m au-dessus de cette cote, de capacité correspondant à l'occupation des locaux (accessible de l'intérieur et de l'extérieur).

- les parties de bâtiments situées au-dessous de la cote de référence doivent être protégées d'une entrée d'eau en cas de crue .Les ouvertures (portes,fenêtres,ventaux..) doivent pouvoir résister aux pressions de la crue de référence.

- Sont admises dans un souci de mise en sécurité, les surélévations mesurées des constructions existantes sans augmentation de l'emprise au sol destinées exclusivement à permettre l'attente des secours.



II) ZONE D'ALEA MODERE :

Hauteur de submersion inférieure à 0.50 m et/ou
Vitesse d'écoulement inférieure à 0.50 m/s de la crue de référence.

Principe :

Améliorer la sécurité des personnes et biens et prescrire des mesures pour rendre rendre « acceptable » le risque encouru par les nouvelles constructions.

La zone classée en aléa modéré est une zone pour laquelle l'aléa peut être considéré comme acceptable pour admettre des constructions,des travaux,des installations, en respectant toutefois un certain nombre de prescriptions spéciales.

Article 1 :Occupations et utilisations du sol admises sous conditions :

- Les constructions de toute nature ou leur extension à condition que le niveau du premier plancher utilisable pour l'habitation ou pour d'autres activités (bureaux,services,commerces,..)soit situé au-dessus de la cote de la crue de référence *majorée de 0,20 m.*
Les bâtiments agricoles(non destinés à l'habitation)pourront toutefois être édifiés avec un niveau du premier plancher *sans majoration* par rapport à la cote de la crue de référence.

- Les aménagements de terrains de plein air, de sports et de loisirs, à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux.



- L'aménagement ou l'extension limitée de terrains de camping et de caravanage sous réserve de disposer d'une zone de refuge située à au moins 0.20m au dessus de la côte de référence de capacité suffisante pour l'accueil des occupants.

- Les stations d'épuration (autre que par lagunage). Tous les matériels techniques devront être installés au-dessus de la côte de la crue de référence majorée de 0.20 m.

- Les ouvrages et aménagements hydrauliques ou de protection, à condition de ne pas aggraver le risque inondation.

- Les extractions de matériaux, à condition qu'elles ne modifient pas l'écoulement des eaux.

- Les réseaux hydro-agricoles et de drainage et leurs équipements,à condition qu'ils ne fassent pas obstacle à l'écoulement des eaux et n'aggravent pas les risques et leurs effets.

- Les aménagements de terrains de plein air, de sports et de loisirs, à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux.

-Les stations d'épuration (autre que par lagunage). Tous les matériels techniques devront être installés au-dessus de la côte de la crue de référence majorée de 0.20 m

- Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation préalable en application des articles L 311-1 et L 311-2 du C.F. Cette clause s'applique également pour les arbres isolés,les haies ou réseaux de haies,les plantations d'alignement.

- Toute reconstruction pourra être exceptionnellement admise dans les espaces déjà urbanisés sans augmentation de l'emprise au sol sous réserve qu'il s'agisse :

. de constructions édifiées en remplacement d'une ou plusieurs constructions existantes ,
. de constructions édifiées dans le cadre de la restructuration d'un ou plusieurs ilôts bâtis :

Le niveau du premier plancher devant être dans ce cas situé à vingt (20) centimétres au-dessus de la cote de référence.

Les parties de bâtiment situées sous la cote ainsi définie devront être protégées d'une entrée d'eau ,à défaut ,elles ne pourront pas être aménagées; dans tous les cas elles ne pourront pas

Article2 : Occupations et utilisations du sol interdites:

- Toute nouvelle construction à l'exception des possibilités mentionnées à l'article 1



- Les terrains de camping et de caravanage,

- Les aires de stationnement ou leur extension

- Tous travaux, remblais et installations de quelque nature qu'ils soient sont interdits, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 1,

-L'autorisation de défrichement peut être refusée lorsque la conservation des bois ou le maintien de la destination forestiére sont reconnus nécessaires (art.L.311-3 alinéas 1-2-3 du C.F)

III) ZONE D'ALEA FORT :

Hauteur de submersion comprise entre 0.50 m et 1 m et/ou
Vitesse d'écoulement comprise entre 0.50 m/s et 1 m/s de la crue de référence

Principe :

La zone classée en aléa fort est une zone où le risque est important et pour laquelle il est prévu un ensemble d'interdictions, réglementations à caractére administratif et technique, dont la mise en oeuvre est de nature à prévenir le risque, réduire ses conséquences ou le rendre acceptable

Les dispositions applicables dans cette zone permettent notamment :

- *d'admettre exceptionnellement et sous certaines conditions une constructibilité d' espaces déjà urbanisés .*
- *d'interdire toute nouvelle construction pour les autres secteurs.*

Article 1 : Occupations et utilisations du sol admises sous conditions:

- Les bâtiments liés et nécessaires à l'exploitation agricole s'il n'y a pas sur le territoire de l'exploitation de terrain moins exposé au risque que celui faisant l'objet de la demande. Le plancher devra être situé à 0.20 m au dessus de la côte de référence.

- Les travaux usuels d'entretien et de gestion courante des constructions et installations existantes à condition de ne pas augmenter l'emprise au sol des bâtiments, et de ne pas aggraver les risques et leurs effets, il s'agira notamment:
  -d'aménagements internes sans changement de destination
  -du traitement des façades,
  -de la réfection des toitures

- Les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics, par exemple la pose de lignes et de câbles, les prises d'eau ..., les voies de communication.etc, à condition de ne pas rehausser les lignes d'eau et de ne pas entraver l'écoulement des crues, ou modifier les périmétres exposés..

- Les ouvrages et aménagements hydrauliques ou de protection, à condition de ne pas aggraver le risque inondation.

- Les extractions de matériaux, à condition qu'elles ne modifient pas l'écoulement des eaux.

- Les cultures annuelles et pacages.

- Les réseaux hydro-agricoles et de drainage et leurs équipements,à condition qu'ils ne fassent pas obstacle à l'écoulement des eaux et n'aggravent pas les risques et leurs effets.

- Les aménagements de terrains de plein air, de sports et de loisirs, à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux.

- Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation préalable de défrichement en application des articles L 311-1 et L 311-2 du C.F. Cette clause s'applique également pour les arbres isolés,les haies ou réseaux de haies,les plantations d'alignement.

- Toute reconstruction pourra être exceptionnellement admise dans les espaces déjà urbanisés sans augmentation de l'emprise au sol sous réserve qu'il s'agisse :

. de constructions édifiées en remplacement d'une ou plusieurs constructions existantes ,
. de constructions édifiées dans le cadre de la restructuration d'un ou plusieurs ilôts bâtis :

Le niveau du premier plancher devant être dans ce cas situé à vingt (20) centimétres au-dessus de la cote de référence.
Les parties de bâtiment situées sous la cote ainsi définie devront être protégées d'une entrée d'eau ,à défaut ,elles ne pourront pas être aménagées; dans tous les cas elles ne pourront pas être habitées.

-Les stations d'épuration (autre que par lagunage). Tous les matériels techniques devront être installés au-dessus de la côte de la crue de référence majorée de 0.20 m

Article2 :Occupations et utilisations du sol interdites:

- Toute nouvelle construction à l'exception des possibilités mentionnées à l'article 1



- Les terrains de camping et de caravanage,

- Les aires de stationnement ou leur extension

- Tous travaux, remblais et installations de quelque nature qu'ils soient sont interdits, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 1,

- Le défrichement est interdit lorsque la conservation des bois ou le maintien de la destination forestiére sont reconnus nécessaires (art.L.311-3 alinéas1-2-3 du C.F).

IV) ZONE D'ALEA TRES FORT:

Hauteur de submersion supérieure à 1 m. et/ou
Vitesse d'écoulement supérieure à 1 m/s de la crue de référence

le principe du réglement de cette zone est ***d'améliorer la sécurité des personnes et des biens existants et d'interdire toute nouvelle construction***

La zone classée en aléa trés fort est une zone particuliérement exposée,où les inondations exceptionnelles peuvent être redoutables , notamment en raison des hauteurs d'eau et/ou des vitesses d'écoulement.

Il n'existe pas de mesure de protection économiquement opportune pour y autoriser la création et l'implantation de nouveaux biens ou de nouvelles activités.

Article 1 : Occupations et utilisations du sol admises sous conditions:

- Les travaux usuels d'entretien et de gestion courante des constructions et installations existantes à condition de ne pas augmenter l'emprise au sol des bâtiments,et de ne pas aggraver les risques et leurs effets, il s'agira notamment:
  -d'aménagements internes sans changement de destination
  -du traitement des façades,
  -de la réfection des toitures

- Les travaux d'infrastructure nécessaires au fonctionnement des services publics, par exemple la pose de lignes et de câbles, les prises d'eau...,les vcies de communication.etc,à condition de ne pas rehausser les lignes d'eau et de ne pas entraver l'écoulement des crues, ou modifier les périmétres exposés..

- Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation préalable de défrichement en application des articles L 311-1 et L 311-2 du C.F. Cette clause s'applique également pour les arbres isolés,les haies ou réseaux de haies,les plantations d'alignement.

- Les ouvrages et aménagements hydrauliques ou de protection, à condition de ne pas aggraver le risque inondation.

- Les extractions de matériaux, à condition qu'elles ne modifient pas l'écoulement des eaux.

- Les cultures annuelles et pacages.

- Les réseaux hydro-agricoles et de drainage et leurs équipements,à condition qu'ils ne fassent pas obstacle à l'écoulement des eaux et n'aggravent pas les risques et leurs effets.

- Les aménagements de terrains de plein air, de sports et de loisirs, à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux.

Article 2: Occupations et utilisations du sol interdites :

-Toute nouvelle construction,

-Les stations d'épuration

-Les terrains de camping et de caravanage ou leur extension.

-Tous travaux,remblais et installations de quelque nature qu'ils soient sont interdits,à l'exception de ceux mentionnés à l'article 1 ,

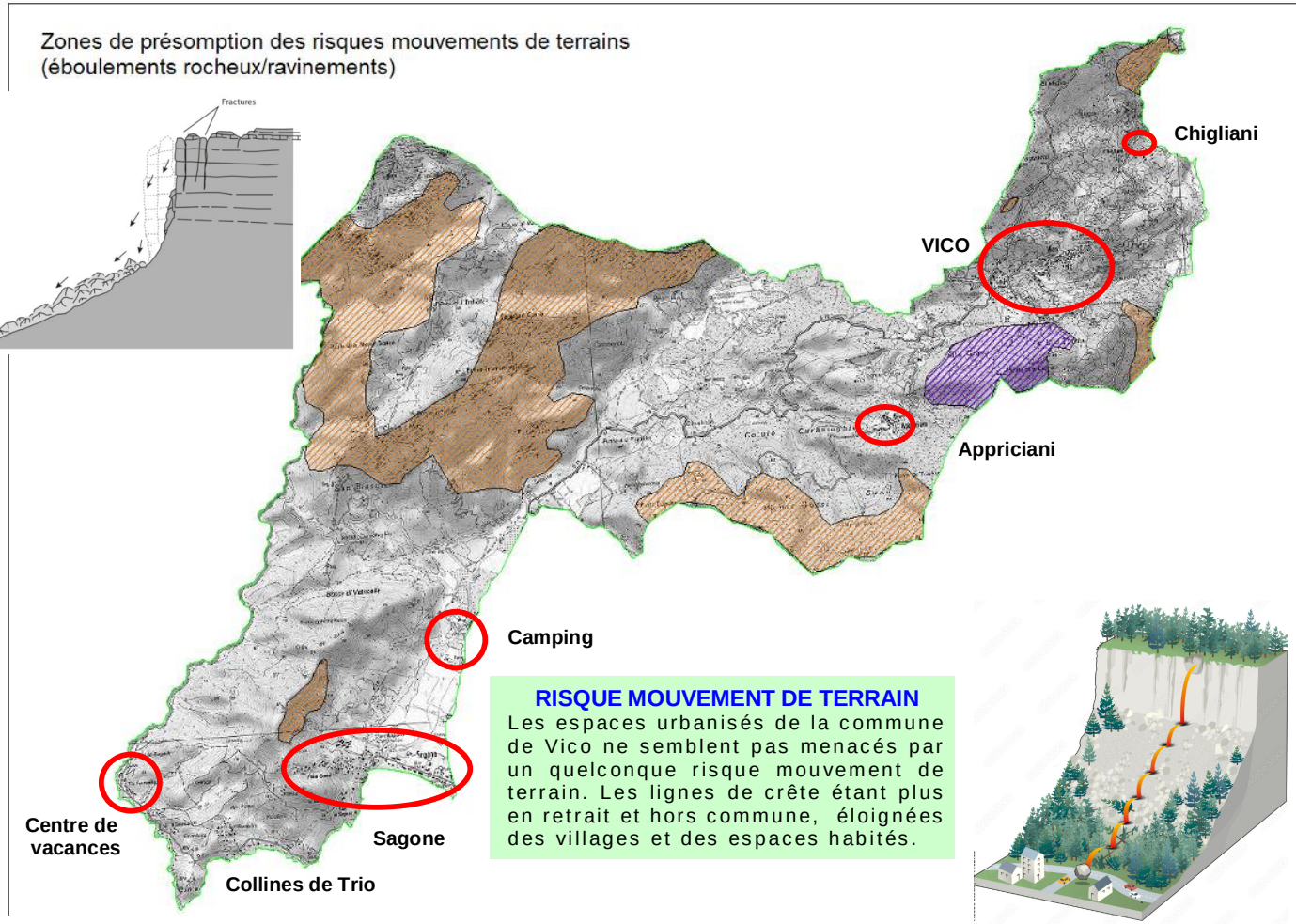
-L'autorisation de défrichement peut être refusée lorsque la conservation des bois ou le maintien de la destination forestiére sont reconnus nécessaires (art.L.311-3 alinéas 1-2-3 du C.F)

-Les aires de stationnement ou leur extension.



VU POUR ETRE ANNEXE À L'ARRETE
PREFECTORAL N° 990046 DU 13-1-99

Risque mouvements de terrain – chute de blocs



Zones de présomption de risques de mouvements de terrain
(éboulements rocheux, ravinements)

Source : DDTM2A/SEEF-UR/CETE

Zone de présomption de mouvement de terrain élevée

Zone de présomption de mouvement de terrain modérée

Ces phénomènes sont limités sur le territoire de la commune étant donné que la majeure partie des terrains est recouverte par des formations végétales herbacées, buissonnantes, arbustives ou arborescentes. Si bien que l'impact de l'eau sur les sols est réduit par la végétation qui absorbe les volumes d'eau précipités avec un réseau racinaire qui les draine en profondeur vers les anfractuosités de la roche.

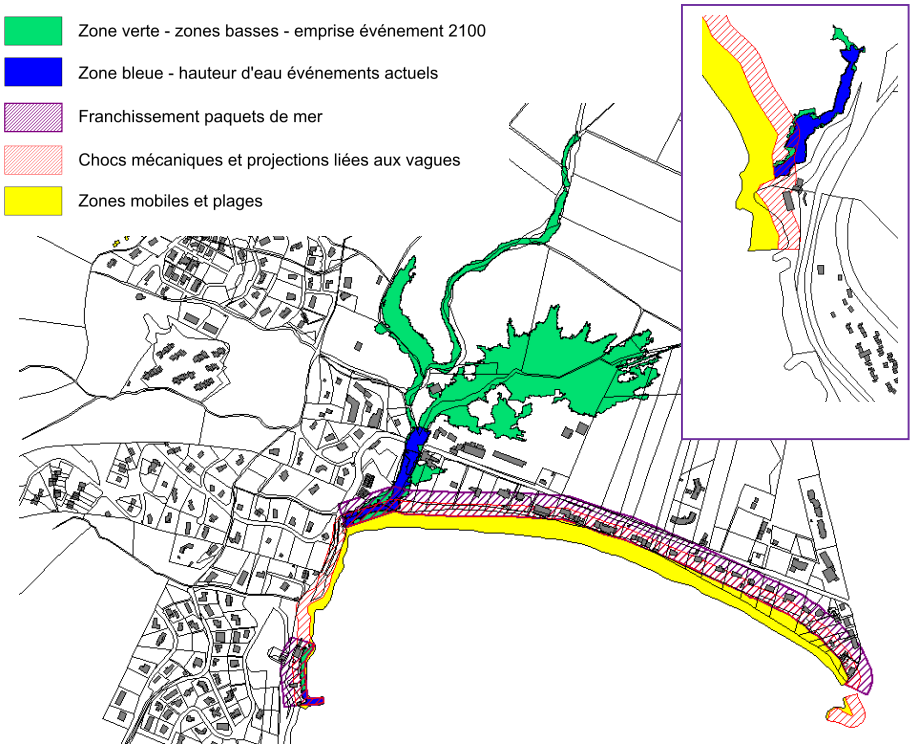
Sont exposés les bas-côtés des routes et chemins, les murs de soutènement en pierres sèches des anciennes terrasses de jardins, les mouvements de terres – excavations et enrochements. L'absorption peut être rendue difficile par l'abondance et la soudaineté des pluies d'automne. Dans ce cas, les aléas sont limités à la voirie mais peuvent engendrer des accidents de la circulation si celle-ci n'est pas régulièrement entretenue.

Par contre le risque est plus prononcé sur les piedmonts et les lignes de crêtes commandés par les massifs de Capu di Calazzu, de Capu di Radi et de la Punta Tipone. Ces zones ont été parcourues par les incendies dans les années 1970 & 1990, la maigre végétation en taches éparses ne suffit pas à retenir les sols fragilisés, exposés aux intempéries (ruissellement de surface, sécheresse, ravinement…).

Le surpastoralisme constitue un autre facteur de ravinement et de laves torrentielles. Si bien que ces sites sont particulièrement exposés à des risques de coulées de boues, glissements de terrains et laves torrentielles (franes).
Aussi, suite à des opérations de terrassement, les sols sont ameublis, décapés de leur couverture végétale et soutenus par des enrochements. Ceux-ci peuvent constituer de véritables poches d'eau lors d'intempéries longues et brutales et peuvent céder lorsqu'ils atteignent le seuil de saturation. Les terrains qui ont connu un terrassement récent sont particulièrement exposés au ravinement et au ruissellement de surface. Ceci pouvant, dans ce cas d'espèce, engendrer des coulées de boues si aucun aménagement n'a été réalisé en contrepartie.

Risques naturels prévisibles (art. L562-2 du code de l'environnement)

Risque de submersion marine

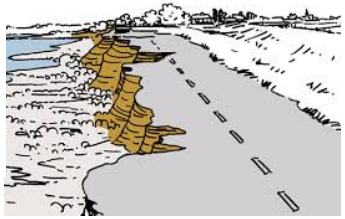


Depuis la tempête Xynthia, la prévention du risque de submersion marine est devenue l'une des priorités de l'État. Des plans de prévention des risques littoraux (PPRL) ont été prescrits sur les façades maritimes. Toutefois, en Corse, la prise en compte de ce risque est assez récente et les données disponibles, que ce soit pour l'aléa (houlographes, marégraphe, etc.) ou les enjeux (MNT littoraux) sont encore imprécises. Le risque de submersion marine définit, à l'échelle régionale, les phénomènes associés aux surcotes de tempêtes marines, et les secteurs les plus exposés à la submersion.

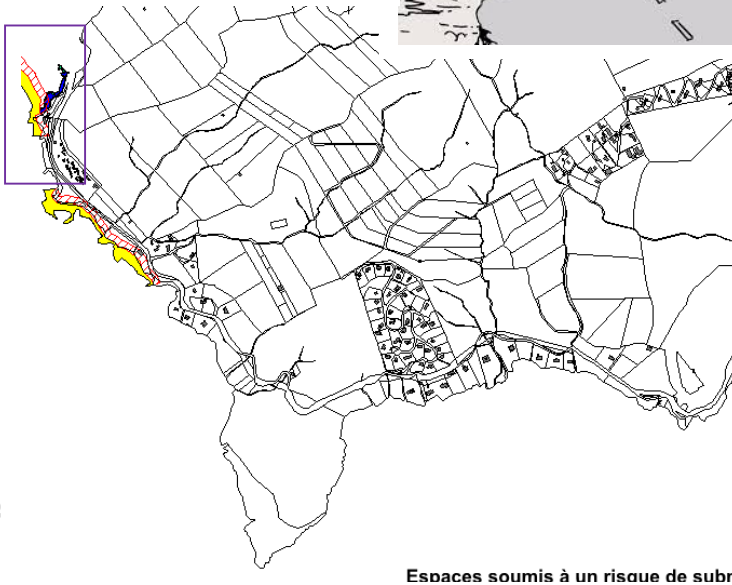
Un point en lien direct avec la submersion marine qu'il semble important de prendre en compte est celui de la montée du niveau des eaux suite au réchauffement climatique. La Corse, comme toutes les régions côtières, est directement impactée par ce phénomène qu'il ne faut donc pas négliger. Les hypothèses sur l'augmentation du niveau de la mer faites par l'ONERC sont de 0,4 m, pour les plus optimistes, à 1 m dans le cas extrême à l'horizon 2100.

Une marge supplémentaire liée aux inondations par submersion marine est à considérer. Cette marge, qui a déjà pu être prise en compte dans les études liées aux suites de la tempête Xynthia en rehaussant d'un mètre toutes les valeurs de niveaux marins, doit être prise en considération.









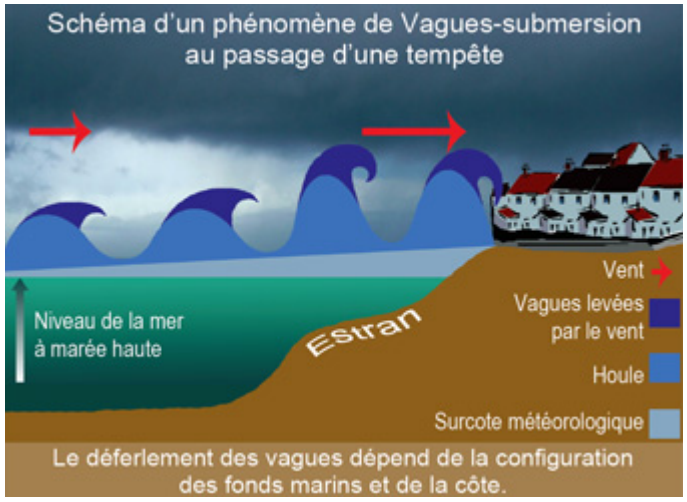
Sites menacés

Sagone et pont de Sagone.
Frange littorale.
Plages et arrière-plages.

Espaces soumis à un risque de submersion marine - Echelle : 1/15 000ème 1cm = 150m.



RISQUE DE SUBMERSION MARINE



Servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols
(Art. R 151-51 du code de l'urbanisme)

Définition

Les servitudes d'utilité publique sont des dispositions issues de législations particulières ayant une incidence restrictive sur les possibilités d'utilisation des sols. Ces servitudes figurent sur une liste fixée par le code de l'urbanisme et concernent les catégories suivantes : servitudes relatives à la conservation du patrimoine, à l'utilisation de certaines ressources et de certains équipements, à la défense nationale, à la salubrité publique et à la sécurité publique.

INTRODUCTION
La notion de Servitude d'Utilité Publique

Par oppositions aux servitudes de droit privé qui constituent des charges imposées ou consenties au profit ou pour utilité d'un fond voisin, les limitations administratives au droit de propriété sont instituées par l'autorité publique dans un but d'utilité publique. Elles constituent des charges qui existent de plein droit sur tous les immeubles concernés et qui peuvent aboutir :

>> Soit à certaines interdictions ou limitations à l'exercice par les propriétaires de leur droit de construire et plus généralement le droit d'occuper ou d'utiliser le sol.

>> Soit à supporter l'exécution de travaux ou l'installation de certains ouvrages par exemples des diverses servitudes créées pour l'établissement des lignes de télécommunications, de transports d'énergie électrique, etc...

>>Soit plus rarement, à imposer certaines obligations de faire à la charge du propriétaire (travaux...).

Ces limitations administratives au droit de propriétaire peuvent être instituées au bénéfice de personnes publiques (Etat, collectivités locales, établissements publics), des concessionnaires de services ou de travaux publics (E.D.F, ...) de personnes privées exerçant une activité d'intérêt général (concessionnaires d'énergie hydraulique, de canalisations ....)

Les limitations administratives au droit de propriété regroupent deux grandes catégories de servitudes : les servitudes d'urbanisme et les servitudes d'utilité publique.

Il convient de distinguer des servitudes d'urbanisme, qui ont leur fondement juridique dans le code de l'urbanisme, les servitudes d'utilité publique qui n'ont, au contraire, pas leur fondement dans le code de l'urbanisme, à l'exception des servitudes de passages sur le littoral longitudinales et transversales.

Les P.L.U doivent d'un part "respecter" les servitudes d'utilité publique, d'autre part en assurer la publicité dans les annexes.



SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DES SOLS (Art. L. 126-1)

Les Plans Locaux d'Urbanisme doivent comporter en annexes les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et qui figurent sur une liste dressée par décret du Conseil d'Etat.

1- Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

A- PATRIMOINE NATUREL	*code alphanumérique*
FORET	
Sans objet	
LITTORAL MARITIME	
Servitude de passage sur le littoral	**EL9**
EAUX	
Servitude de protection des eaux potables	**AS1**
RESERVES NATURELLES ET PARCS NATIONAUX	
Sans objet	
B- PATRIMOINE CULTUREL	
MONUMENTS INSCRITS	
• Tour génoise de Sagone • Cathédrale Sant'Appiano de Sagone	**AC1**
MONUMENTS NATURELS ET SITES	
Sans objet	
PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET URBAIN	
Sans objet	

2- Servitudes relative à l'utilisation de certaines ressources et certains équipements

A-ENERGIE	
ELECTRICITE ET GAZ	
• Lignes à haute tension	**I4**
ENERGIE HYDRAULIQUE	
Sans objet	
HYDROCARBURES	
Sans objet	
CHALEUR	
Sans objet	
B- MINES ET CARRIERES	
Sans objet	
C- CANALISATION	
PRODUITS CHIMIQUES	
Sans objet	
EAUX ET ASSAINISSEMENT	
Sans objet	

D- COMMUNICATIONS	
COURS D'EAU	
Sans objet	
NAVIGATION MARITIME	
Sans objet	
VOIES FERREES ET AEROTRAINS	
Sans objet	
RESEAU ROUTIER	
Sans objet	
REMONTEES MECANIQUES	
Sans objet	
CIRCULATION AERIENNE	
Sans objet	
E- TELECOMMUNICATION	
Servitude de protection des centres de réception radio-électriques	
• Vico-autocommutateur • Vico passif	**PT1**
Servitude radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques	
Sans objet	

3- Servitudes relatives à la défense nationale

Gendarmerie de Vico	**Ar5**

4- Servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publique

A- SALUBRITE PUBLIQUE	
CIMETIERE	
• Cimetière de Vico • Cimetière d'Appriciani • Futur cimetière de Pied d'Arena (SAGONE)	**Int 1**
ETABLISSEMENT CONCHYCOLES	
Sans objet	
B- SECURITE PUBLIQUE	
Sans objet	

5- Risques naturels

A- INONDATION	
Plan de Prévention des Risques Inondation	
• PPRi du Sagone approuvé par arrêté préfectoral en date du 15 mai 2001*	**PM1**

**Cf. § annexes*

Servitudes d'Utilité Publique affectant l'utilisation des sols
Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

A- Patrimoine naturel

Littoral maritime : Servitude de passage sur le littoral (EL9)

Une servitude de passage pour l'accès à la plage de San Giuseppe est inscrite, conformément aux prescriptions des articles L.160-6 et L.160-6-1 du code de l'urbanisme.

Accès criques de la tour de Sagone :

Ces accès permettent le libre accès au littoral à partir de la RD 81 :

- Multiples accès piétons avec parfois de petites aires de stationnement spontanées sur les abords de la RD81.

Accès Capu Bellu :

- Accès piéton à partir de la RD81.

Accès au littoral – collines de Trio :

- Accès piéton à partir de la RD81, face à la zone urbanisée.
- Accès piéton de part et d'autre de la Punta di trio aménagé par le Conservatoire du littoral avec une petite aire de stationnement sur les abords de la RD81.

Accès littoral Trio-Funtanella :

- Accès piéton à partir de la RD81 qui débouche face à l'hôtel *Funtanella* sur la côte rocheuse et à partir de l'*UCPA* sur l'anse de Stagnoli (commune de Cargèse).



Servitudes d'Utilité Publique affectant l'utilisation des sols
Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

A- Patrimoine naturel

Protection des eaux potables (sources & captages) - AS1

Servitudes attachées à la protection des eaux potables instituées en vertu de l'article L.20 du code de la santé publique et du décret n° 61-859 du 1er août 1961, modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967, pris pour son application.

L'eau est la richesse prioritaire à préserver.

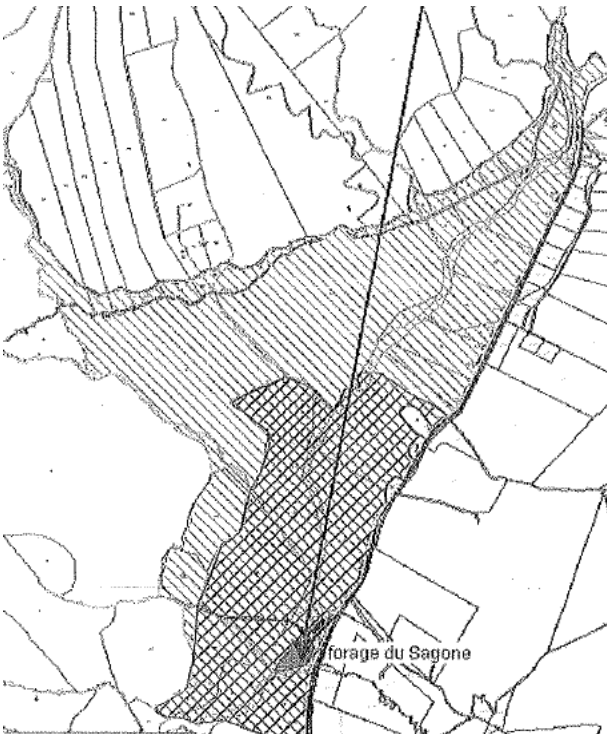
Il s'agit des champs captants du Sagone.

Périmètre de protection de Sagone
Arrêté préfectoral n° 07-1161 en date du 8 août 2007.

Périmètre immédiat : parcelle n°23 section B1 (commune de Vico).

Périmètre rapproché : Parcelles n° 910, 265, 264, 263, 242, 28, 24, 25, 23, 22, 21, 17, 18, 19, 8, 9, 7. (commune de Vico) et parcelles 232 et 233 section C (commune d'Arbori).

Périmètre éloigné : Basse vallée du Sagone jusqu'au pont de Travarce délimité à l'est par la RD 70 et à l'ouest par la RD1841.



Périmètre de protection du forage de Catena
Arrêté préfectoral n° D2.B3/AL en date du 17 octobre 1978.

Périmètre immédiat : Parcelle n° 626 (Commune de Vico).

Périmètre rapproché : aire de 25m. de rayon autour du forage (commune de Vico).

PLAN LOCAL D'URBANISME DE VICO

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DES SOLS (L.126-1 CU)

I. Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

A. Patrimoine naturel

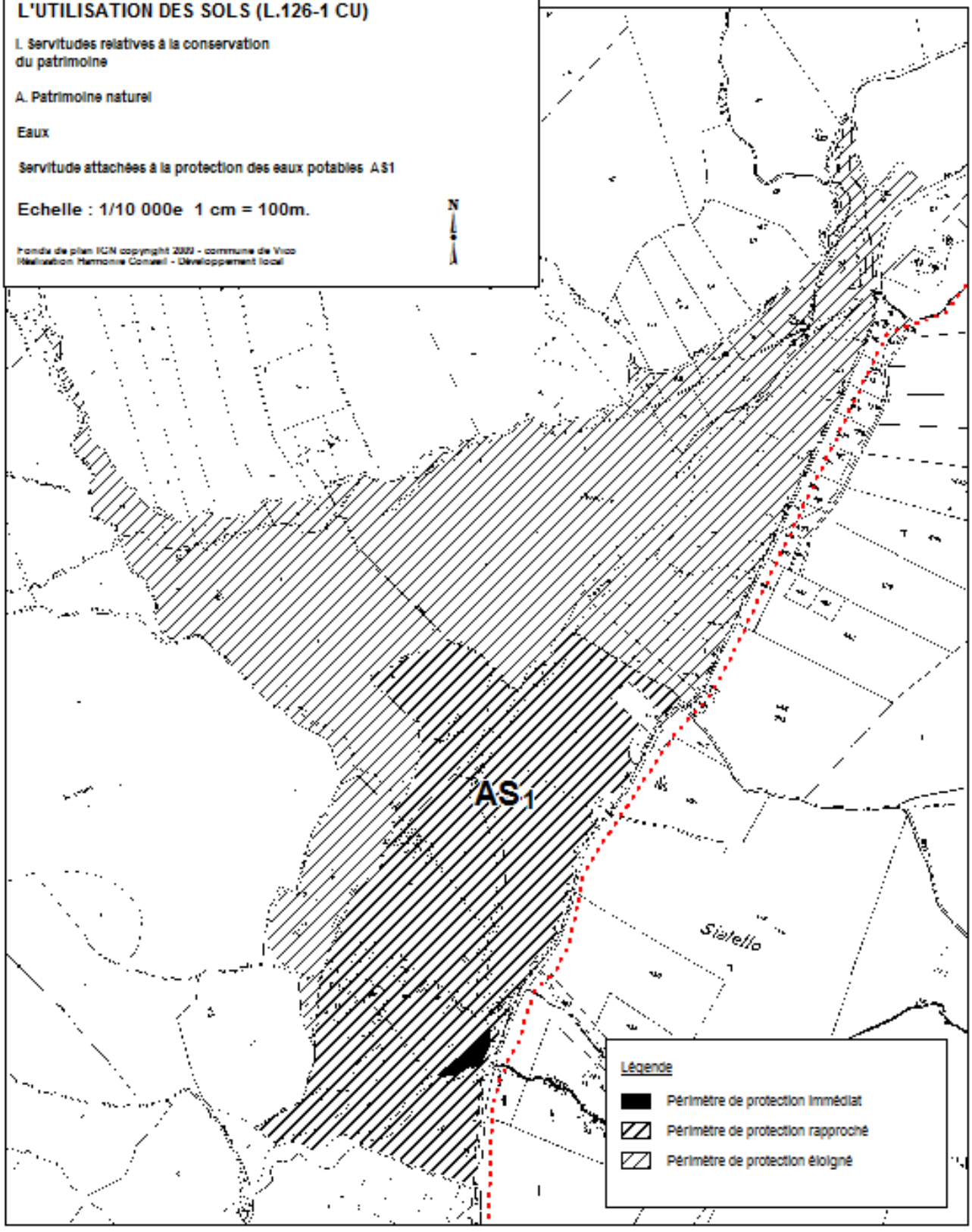
Eaux

Servitude attachées à la protection des eaux potables AS1

Echelle : 1/10 000e 1 cm = 100m.

N

Fonds de plan IGN copyright 2000 - commune de Vico
Réalisation Harmonie Conseil - Développement local



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DE LA CORSE DU SUD

Direction Départementale de
l'Agriculture et de la Forêt

ARRETE PREFECTORAL N°07.1164 en date du 08 AOUT 2007

Déclarant d'utilité publique les travaux de prélèvement d'eau au forage du Sagone destinée à l'alimentation du SIVOM de VICO-COGGIA, instaurant les périmètres de protection et autorisant l'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine.

LE PREFET DE CORSE, PREFET DE LA CORSE DU SUD,
Officier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite

VU le Code de l'Environnement, pris notamment dans ses articles L.211-1, L.214-2 à L.214-6, L.215-13 ainsi que les articles R.214-1 et suivants ;

VU le Code de la Santé Publique, pris notamment dans son article L. 1321-1 et suivants ainsi que R. 1321 et suivants ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 modifiée relative à la protection de la nature ;

VU le décret n°67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L 20 du Code de la Santé publique ;

VU le décret modifié n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 21 juin 2007 nommant M. Christian LEYRIT en qualité de Préfet de Corse, Préfet de la Corse du Sud ;

VU l'arrêté ministériel du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n°2002-1220 du 20 décembre 2002 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexé à l'article R.214-1du code de l'environnement;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin par arrêté n°96-652 du 20 décembre 1996 ;

VU la décision du Tribunal Administratif de Bastia, en date du 9 septembre 2005, annulant l'arrêté préfectoral n°04-0357 du 8 mars 2004 déclarant d'utilité publique les travaux de prélèvement d'eau au forage du Liamone et au forage du Sagone, destinée à l'alimentation du SIVOM de Vico-Coggia, instaurant les périmètres de protection et autorisant l'utilisation de l'eau en vue de la consommation humaine ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-0590 du 9 mai 2007 portant prorogation du délai d'instruction ;

VU la délibération du Conseil syndical du SIVOM de Vico-Coggia, en date du 18 juin 2002, relative à la procédure de Déclaration d'Utilité Publique des prélèvements et des périmètres de protection des forages (ancien et nouveau) du Liamone et du forage de Sagone ;

TITRE II : INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 4 : Périmètres de protection

Conformément à l'article L.1321-2 du Code de la santé publique, sont établis autour du forage les périmètres de protection suivants, reportés sur les cartes figurant aux annexes n°2 et n°3 du présent arrêté :

ARTICLE 4.1 : périmètre de protection immédiate

Il concerne la parcelle n°23, section B1 du plan cadastral de la commune de Vico qui sera acquise en pleine propriété par le SIVOM de Vico-Coggia (cf. article 17). Elle devra être clôturée sur trois de ses côtés ; le quatrième côté sera protégé de la submersion lors des crues par un bourrelet de terre.

Dans cette zone, sont interdits les dépôts, installations et activités autres que ceux strictement nécessaires à l'entretien des ouvrages.

ARTICLE 4.2 : périmètres de protection rapprochée

Il est composé des parcelles suivantes (voir plan ci-joint) :
- en rive gauche : 910, 265, 264, 263 et 242 ;
- en rive droite : 28, 24, 25, 23 (pro parte), 22, 21, 17, 18, 19, 8, 9 et 7 en partie.

Les activités suivantes sont interdites :
- le dépôt ou enfouissement d'ordures ménagères, produits chimiques ou lisiers,
- la pratique de l'élevage intensif et la création d'étable,
- les carrières,
- les cimetières et les sépultures privées,
- l'utilisation de traitements phytosanitaires lors de la période de pompage.

ARTICLE 4.3 : périmètre de protection éloignée

Il concerne toute la basse vallée en amont du périmètre rapproché et ce jusqu'au pont de Travarce. Il est délimité à l'est par la D 70 et à l'ouest par la D 1841.

Tout rejet de substance polluante pouvant entraîner une dégradation des eaux du fleuve ou de l'un de ses affluents devra faire l'objet d'un accord du service de Police de l'Eau.

TITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 5 : Arrêt du pompage

En vue d'éviter toute contamination des eaux destinées à la consommation humaine, entraîneront l'arrêt du pompage dans le forage du Sagone :

- Toute fuite dans les canalisations d'eaux usées ou tout arrêt de fonctionnement de la station de relevage du campnig U Mintrastetu avec débordement des deux cuves. Le pompage ne pourra être repris qu'après accord de la Direction de la Santé et de la Solidarité et analyses conformes de l'eau issue du forage. Le gérant du camping U Mintrastetu est chargé de prévenir les services publics chargés de la police de l'eau et de la santé publique des incidents cités précédemment ;

- Tout déversement accidentel de produits toxiques dans le Sagone en amont du pompage.

TITRE II : INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 4 : Périmètres de protection

Conformément à l'article L.1321-2 du Code de la santé publique, sont établis autour du forage les périmètres de protection suivants, reportés sur les cartes figurant aux annexes n°2 et n°3 du présent arrêté :

ARTICLE 4.1 : périmètre de protection immédiate

Il concerne la parcelle n°23, section B1 du plan cadastral de la commune de Vico qui sera acquise en pleine propriété par le SIVOM de Vico-Coggia (cf. article 17). Elle devra être clôturée sur trois de ses côtés ; le quatrième côté sera protégé de la submersion lors des crues par un bourrelet de terre.

Dans cette zone, sont interdits les dépôts, installations et activités autres que ceux strictement nécessaires à l'entretien des ouvrages.

ARTICLE 4.2 : périmètres de protection rapprochée

Il est composé des parcelles suivantes (voir plan ci-joint) :
- en rive gauche : 910, 265, 264, 263 et 242 ;
- en rive droite : 28, 24, 25, 23 (pro parte), 22, 21, 17, 18, 19, 8, 9 et 7 en partie.

Les activités suivantes sont interdites :
- le dépôt ou enfouissement d'ordures ménagères, produits chimiques ou lisiers,
- la pratique de l'élevage intensif et la création d'étable,
- les carrières,
- les cimetières et les sépultures privées,
- l'utilisation de traitements phytosanitaires lors de la période de pompage.

ARTICLE 4.3 : périmètre de protection éloignée

Il concerne toute la basse vallée en amont du périmètre rapproché et ce jusqu'au pont de Travarce. Il est délimité à l'est par la D 70 et à l'ouest par la D 1841.

Tout rejet de substance polluante pouvant entraîner une dégradation des eaux du fleuve ou de l'un de ses affluents devra faire l'objet d'un accord du service de Police de l'Eau.

TITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 5 : Arrêt du pompage

En vue d'éviter toute contamination des eaux destinées à la consommation humaine, entraîneront l'arrêt du pompage dans le forage du Sagone :

- Toute fuite dans les canalisations d'eaux usées ou tout arrêt de fonctionnement de la station de relevage du campnig U Mintrastetu avec débordement des deux cuves. Le pompage ne pourra être repris qu'après accord de la Direction de la Santé et de la Solidarité et analyses conformes de l'eau issue du forage. Le gérant du camping U Mintrastetu est chargé de prévenir les services publics chargés de la police de l'eau et de la santé publique des incidents cités précédemment ;
- Tout déversement accidentel de produits toxiques dans le Sagone en amont du pompage.

ARTICLE 6 : Remise en service du pompage après un arrêt prolongé

Après tout arrêt prolongé (supérieur à 6 mois) du pompage dans le forage du Sagone, le SIVOM de Vico-Coggia est tenu d'informer la Direction de la Santé et de la Solidarité et le service en charge de la police de l'eau de la remise en service du pompage.

Avant celle-ci, il sera procédé, aux frais du SIVOM de Vico-Coggia, à des analyses d'eau en vue de rechercher la présence d'éléments dont la liste sera fixée par la Direction de la Santé et de la Solidarité et comprenant notamment les paramètres microbiologiques et le fer.

Les résultats de ces analyses seront transmis à la Direction de la Santé et de la Solidarité.

ARTICLE 7 : Travaux

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, le SIVOM de VICO-COGGIA est tenu de réaliser les travaux suivants :

- mettre en place les périmètres de protection immédiate,
- rendre étanche le « reste » du forage écroulé à proximité du forage actuel,
- protéger la tête du forage de façon à la rendre insubmersible,

ARTICLE 8 : Qualité des eaux brutes

Les eaux prélevées, avant tout traitement, devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique. Elles appartiennent à la catégorie **A1** définie par les articles R.1321 et suivants dudit code. Les limites de qualité sont rappelées en annexe n°1 du présent arrêté. Le contrôle de cette disposition relève de la Direction de la Solidarité et de la Santé de Corse et de la Corse-du-Sud.

ARTICLE 9 : Produits et procédés de traitement

Le traitement de l'eau est effectué au chlore gazeux (chloration automatique) à la bâche de reprise.

Le SIVOM de VICO-COGGIA est tenu d'assurer un bon état de fonctionnement des équipements de traitement.

ARTICLE 10 : Qualité des eaux distribuées

Les eaux délivrées aux usagers, après traitement, devront respecter les exigences de qualité de l'eau destinée à la consommation humaine définies à l'annexe 13-1-I et 13-1-II du Code de la Santé Publique. Le contrôle du respect de cette qualité est confié à la Direction de la Solidarité et de la Santé.

TITRE IV : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 11 : Gestion de la ressource

Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, le pétitionnaire prend, si nécessaire, des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par le prélèvement dont il a la charge.

Le pétitionnaire mettra en place les moyens les plus adaptés pour mesurer de façon précise, en continu et en cumulé, le volume prélevé ou, à défaut, estimer ce volume. Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus et contrôlés de façon à fournir en permanence une information fiable. Les éléments du suivi de l'exploitation de l'installation de prélèvement devront être consignés sur un registre tenu à la disposition des agents de contrôle.

En dehors des périodes d'exploitation et en cas de délaissement provisoire, les ouvrages de prélèvement seront soigneusement fermés. Le pétitionnaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle.

ARTICLE 12 : Durée de l'autorisation

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le forage participe à l'approvisionnement en eau du SIVOM de Vico-Coggia dans les conditions fixées par celui-ci.

Elle sera périmée au bout de deux ans, à partir de la date de notification du présent arrêté, s'il n'en a pas été fait usage avant expiration de ce délai.

ARTICLE 13 : Caractère de l'autorisation

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'installation doit faire l'objet d'une déclaration par la collectivité auprès du Préfet de Corse, Préfet de la Corse-du-Sud, Bureau du Tourisme et de l'Environnement, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

ARTICLE 14 : Respect des prescriptions

Les installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la présente autorisation, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 214-18 du code de l'environnement.

En cas de non-respect des prescriptions techniques énumérées aux articles précédents, l'autorisation pourra être abrogée sans délai.

ARTICLE 15 : Contrôle des installations et des eaux

Le bénéficiaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police de l'eau.

Les agents des services publics chargés de la police de l'eau et de la santé publique doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

ARTICLE 16 : Sanctions pénales

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté sera passible des peines prévues à l'article L. 1324-3 du Code de la Santé Publique susvisé.

ARTICLE 17 : Cessibilité des terrains

Le SIVOM de Vico-Coggia est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à l'instauration des périmètres immédiats, conformément aux plans et états parcellaires annexés au présent arrêté. Les expropriations devront être accomplies dans un délai de 2 ans à compter de la signature du présent arrêté.

ARTICLE 18 : Indemnisation

Le SIVOM de Vico-Coggia devra indemniser les personnes des dommages qui leur auront été éventuellement causés par l'exécution du projet.

ARTICLE 19 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 20 : Clause de précarité

Le prélèvement peut être suspendu ou limité provisoirement par décision du Préfet de Corse, Préfet de la Corse-du-Sud, pour faire face aux situations ou aux menaces de sécheresse ou de risque de pénurie.

ARTICLE 21 : Notification

Toutes les notifications seront valablement faites au bénéficiaire en Mairie de Coggia, siège du SIVOM de Vico-Coggia.

ARTICLE 22 : Publication et information des tiers

L'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines mentionné par l'article L. 1321-2 du Code de la Santé Publique est publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. En vue de l'information des tiers, un extrait du présent arrêté énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera affiché à la mairie de chacune des communes appartenant au SIVOM pendant une durée minimum de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux.

Le procès verbal d'accomplissement de ces mesures, dressé par le Président du SIVOM de Vico-Coggia, sera adressé à la Préfecture de Corse, Préfecture de la Corse-du-Sud, Bureau du tourisme et de l'environnement, afin d'être inséré au dossier d'autorisation.

Un extrait de l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines est par ailleurs adressé par le bénéficiare des servitudes à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumises à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Les maires des communes concernées conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

ARTICLE 23 : Délais et voies de recours

Le président du SIVOM de Vico-Coggia peut saisir le tribunal administratif de Bastia (Villa Montepiano – 20 407 Bastia Cedex) d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification du présent arrêté. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Le présent arrêté peut être également être déféré au tribunal administratif de Bastia :
En ce qui concerne la déclaration d'utilité publique :

- par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un **délai de deux mois** à compter de son affichage en mairie.

En ce qui concerne les servitudes publiques :

- par les propriétaires concernés dans un **délai de deux mois** à compter de sa notification.

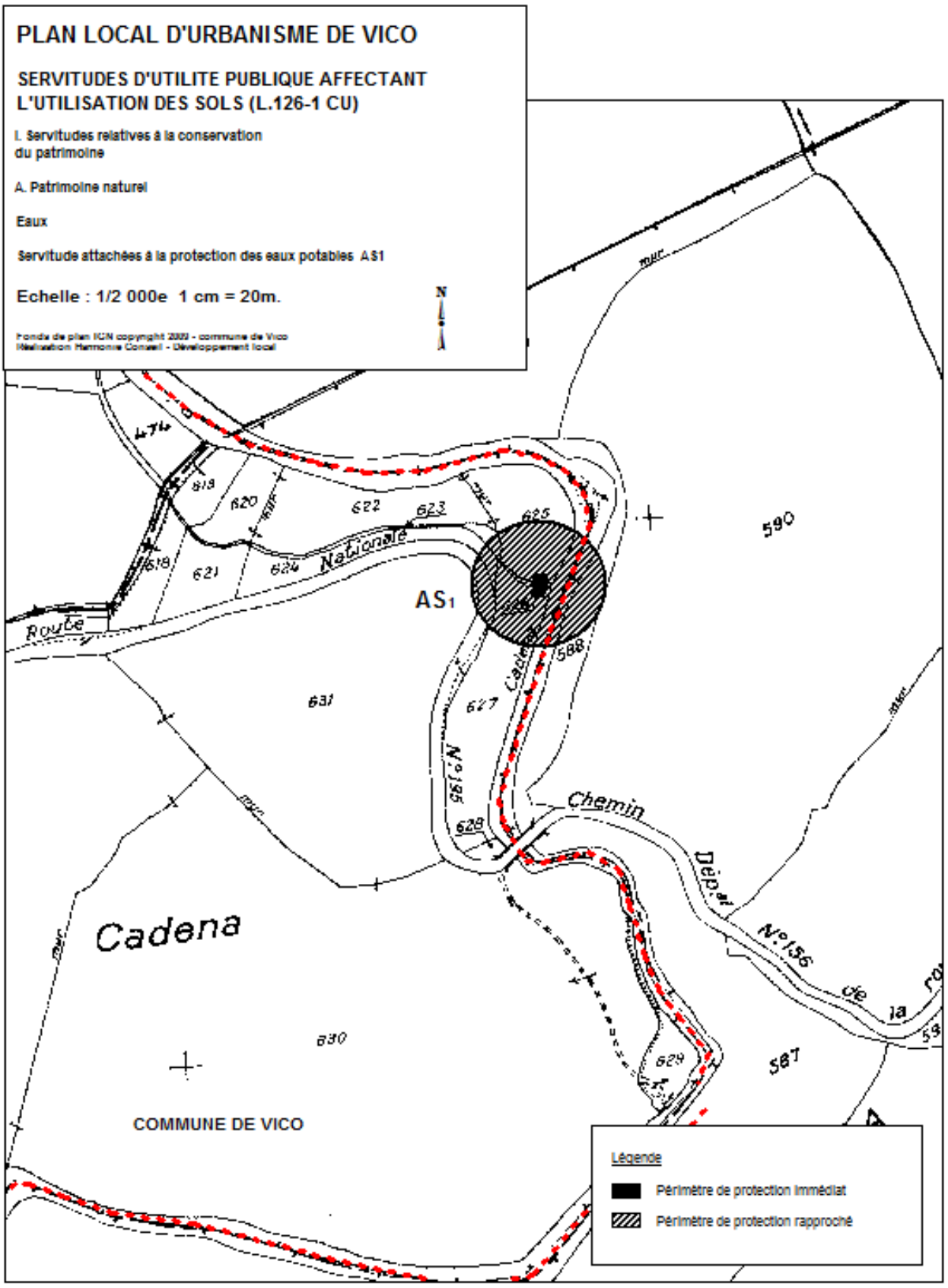
ARTICLE 24 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Corse-du-Sud, Monsieur le Directeur Régional et Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Corse, Monsieur le Directeur de la Santé et de la Solidarité de Corse et de la Corse-du-Sud, Monsieur le Président du SIVOM de VICO-COGGIA et Messieurs les maires de Vico et de Coggia sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation leur sera adressée et qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

LE PREFET,

Pour le Préfet
le Secrétaire Général

Arnaud COCHET


PLAN LOCAL D'URBANISME DE VICO
SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AFFECTANT L'UTILISATION DES SOLS (L.126-1 CU)
I. Servitudes relatives à la conservation du patrimoine
A. Patrimoine naturel
Eaux
Servitude attachées à la protection des eaux potables AS1
Echelle : 1/2 000e 1 cm = 20m.
N
Fonds de plan IGN copyright 2002 - commune de Vico
Réalisation Harmonie Conseil - Développement local
AS1
Route Nationale
Chemin Départemental N°156
Cadena
COMMUNE DE VICO
590
587
631
630
Légende
Périmètre de protection immédiat
Périmètre de protection rapproché

Servitudes d'Utilité Publique affectant l'utilisation des sols
Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

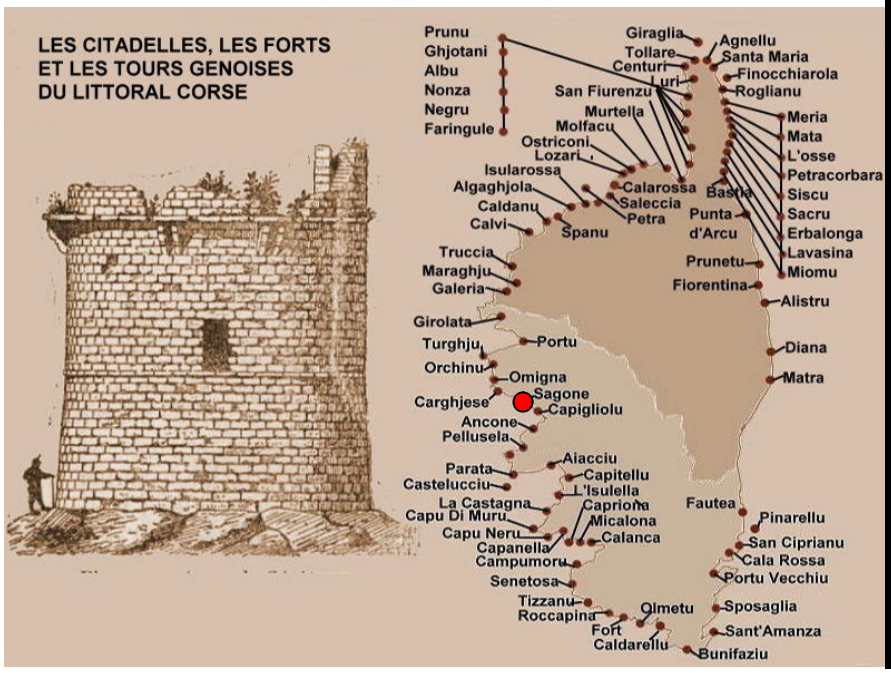
B- Patrimoine culturel

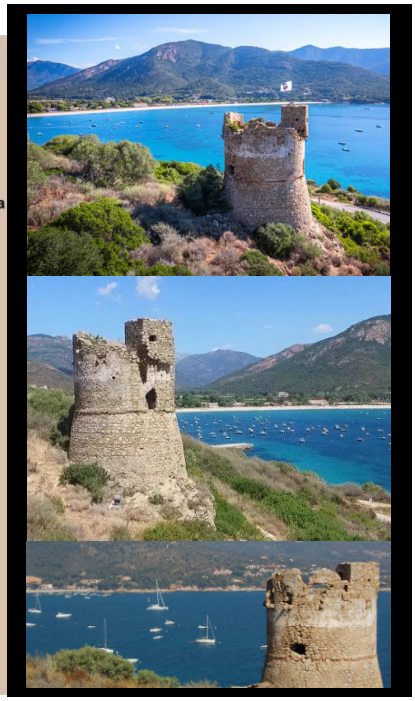
Monuments inscrits (AC1)

Monument inscrits au titre de l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en vertu de la loi de 1913.
Sont susceptibles d'être **inscrits** les sites présentant suffisamment d'intérêt pour que leur évolution soit surveillée de très près et ne puisse subir de modifications qu'après avis de l'Architecte des Bâtiments de France.
Une protection du champ de visibilité de ces édifices s'impose ainsi qu'un périmètre de 500m. où tous les travaux occasionnés sont soumis à l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France.

- **Tour génoise de Sagone**
  Elle compte parmi les 80 tours génoises qui jalonnent les côtes de Corse. Edifiées sous l'Office de Saint-Georges au XVI[e] siècle, à l'époque de l'occupation génoise pour protéger les côtes corses des pillages et barbaresques, pour protéger les populations, les récoltes et le commerce maritime en particulier. L'objectif était de prévenir les populations de l'arrivée de barbares, des sarrasins sur les côtes afin que les populations se retirent sur l'intérieur le temps de l'assaut et de protéger les récoltes et les hommes autant que se peu. Les tours permettaient de communiquer de cap en cap et de faire rapidement le tour des 1050Kms de côtes que compte la Corse par des signaux de fumée.

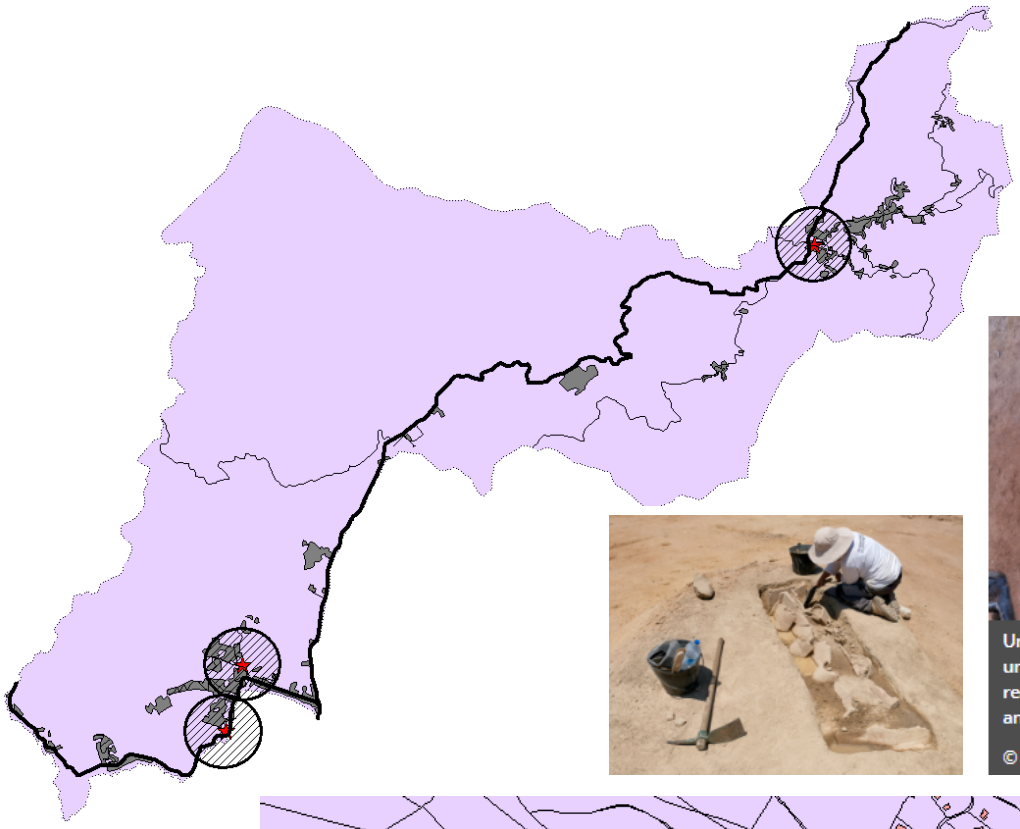
Les tours génoises des côtes de Corse.
Site inscrit le 14. Février 1969.





- **Cathédrale de Sant'Appianu**
  Primitivement cité romaine, Sagone fut le siège, dès le 6[e] siècle, de l'un des cinq premiers évêchés de Corse. Son importance s'accrut au Moyen Age au point de pousser sa juridiction territoriale jusqu'à Calvi. Au XII[e] siècle, son titulaire qui relevait de l'archevêque de Pise, fit bâtir la cathédrale dont les fouilles récentes ont livré les fondations. Mais au XVI[e] siècle, la cité fut détruite par les Sarrasins et l'insalubrité gagnant l'embouchure du fleuve justifièrent l'installation de l'évêché à Vico. L'abandon du site se décida définitivement en 1625 avec le transfert de l'évêché à Calvi.







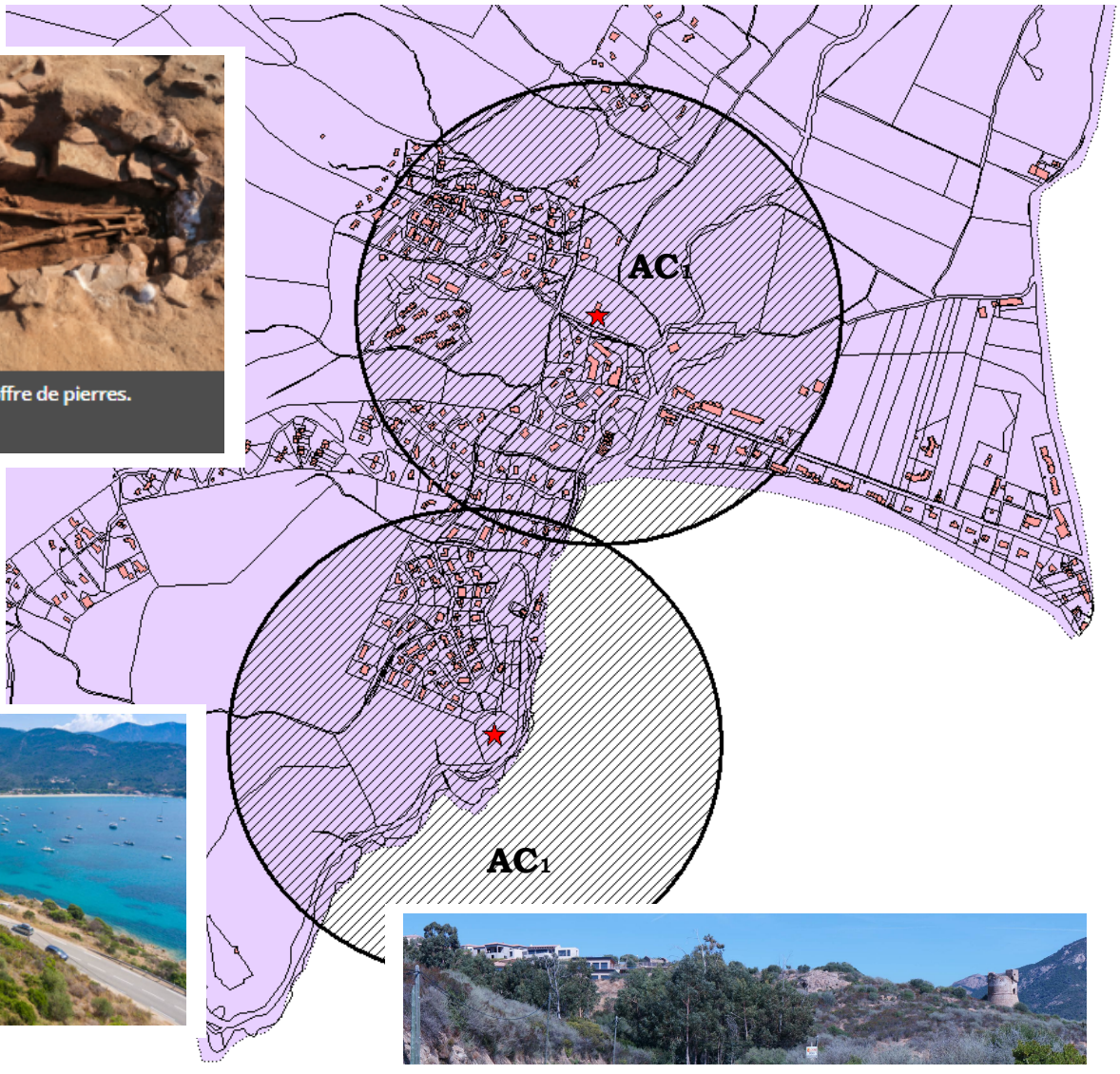
Une archéologue de l'Inrap est en train de fouiller une sépulture médiévale en pleine terre ayant recoupée une sépulture en amphore africaine antérieure.

© Pascal Druelle, Inrap



Fouille d'une sépulture en coffre de pierres.

© Pascal Druelle, Inrap





A- Energie

Electricité (I4)

Périmètre à l'intérieur desquels ont été instituées des servitudes en application :

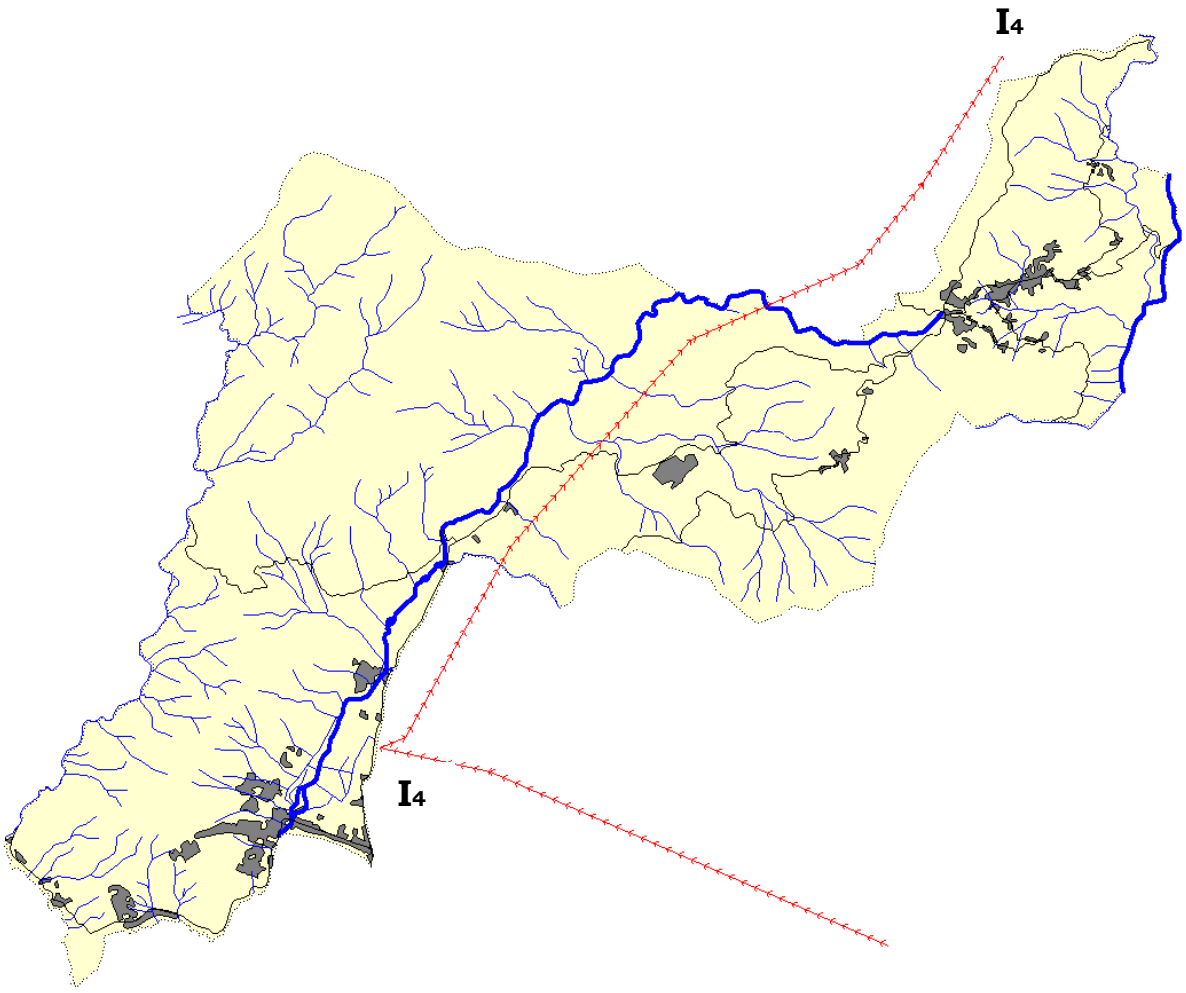
- De l'article 12 modifié de la loi du 15 juin 1906.
- De l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925.
- De l'article 35 de la loi n°46-628 du 8 avril 1946 modifiée.
- De l'article 25 du décret n°64-481 du 23 janvier 1964.

Le territoire de Vico est traversé transversalement par des lignes à haute tension EDF raccordées à un transformateur se trouvant sur la commune de Coggia au niveau de la RD70, à la sortie de la station balnéaire de Sagone en direction de Vico village.

Ces lignes aériennes sont orientées au départ du poste électrique :

- SO/NE en direction de Vico parallèles à la RD 70, à flanc de versant.
- O/SE en direction de Casaglione en traversant les lieux-dits de Mansarellu, U Pilellu et Gropallaccia. Cette ligne est reliée à la centrale d'Ajaccio.

Ces lignes haute tension sont relayées par un réseau de moyenne et basse tension généralement aérien dont l'impact visuel est fortement marqué localement.



E- Télécommunications

Télécommunication (PT1)

Servitudes de protection des centres de réception radio-électriques contre les perturbations électromagnétiques instituées en application des articles L.57 à L. 62 et R.27 à R.39 du code des postes et télécommunications.

- **Vico-autocommutateur**

n°20 22 21
Parcelle 108, section G2.
Altitude 440m. NGF
Station classée en première catégorie.

Contre les obstacles :

Zone secondaire de dégagement de 100m. sur 1km de long dans l'azimut 26° et 100m. sur 750m. de long dans l'azimut 46°.

Toute construction supérieure à 10m. par rapport au niveau du sol devra être soumise à l'approbation du ministère des postes et télécommunications.

Contre les perturbations :

Zone de garde de 500m. de rayon.

- **Vico-passif**

n°20 22 20
Stade municipal.
Altitude 496m. NGF
Station classée en première catégorie.

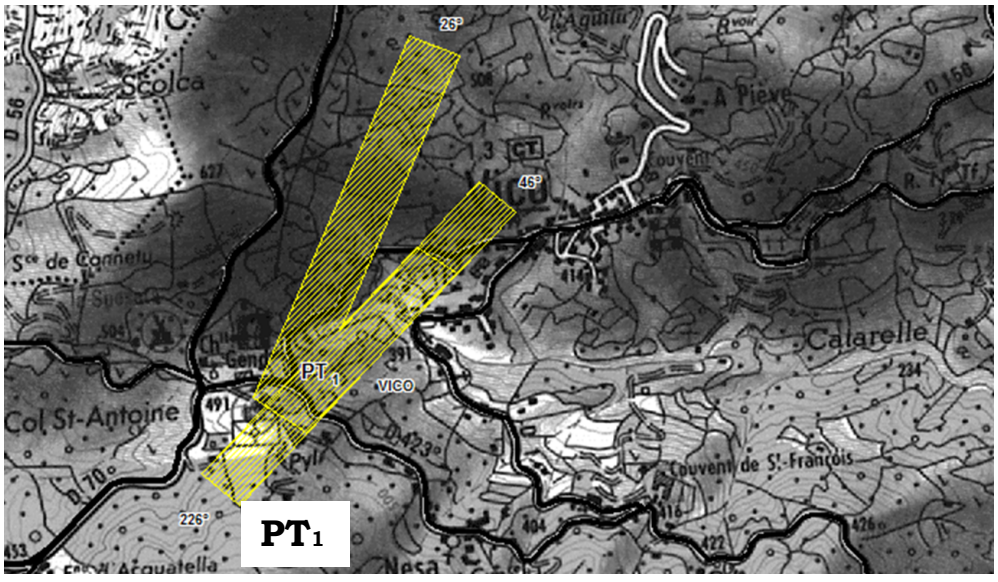
Contre les obstacles :

Zone secondaire de dégagement de 100m. sur 1km de long dans l'azimut 26° et 100m. sur 750m. de long dans l'azimut 46°.

Toute construction supérieure à 10m. par rapport au niveau du sol devra être soumise à l'approbation du ministère des postes et télécommunications.

Contre les perturbations :

Zone de garde de 500m. de rayon des appareils électriques quelque soit leur usage émettant des fréquences supérieures à 1 milliard de périodes par seconde (1 Ghz) et des appareil électriques dont la puissance unitaire est supérieure à 50 KWA.



SITE HERTZIEN		VICO	Dépt: 2A
Lieu-dit		Stade municipal	
Altitude NGF sommet :520m	COORDONNEES	Carte IGN	4151OT
	LAMBERT / WGS84	NOM:	VICO
	E 08° 47' 24"	Echelle	1/25000
	N 42° 09' 45"		

Vers RENNO



Altitude NGF sol :505m

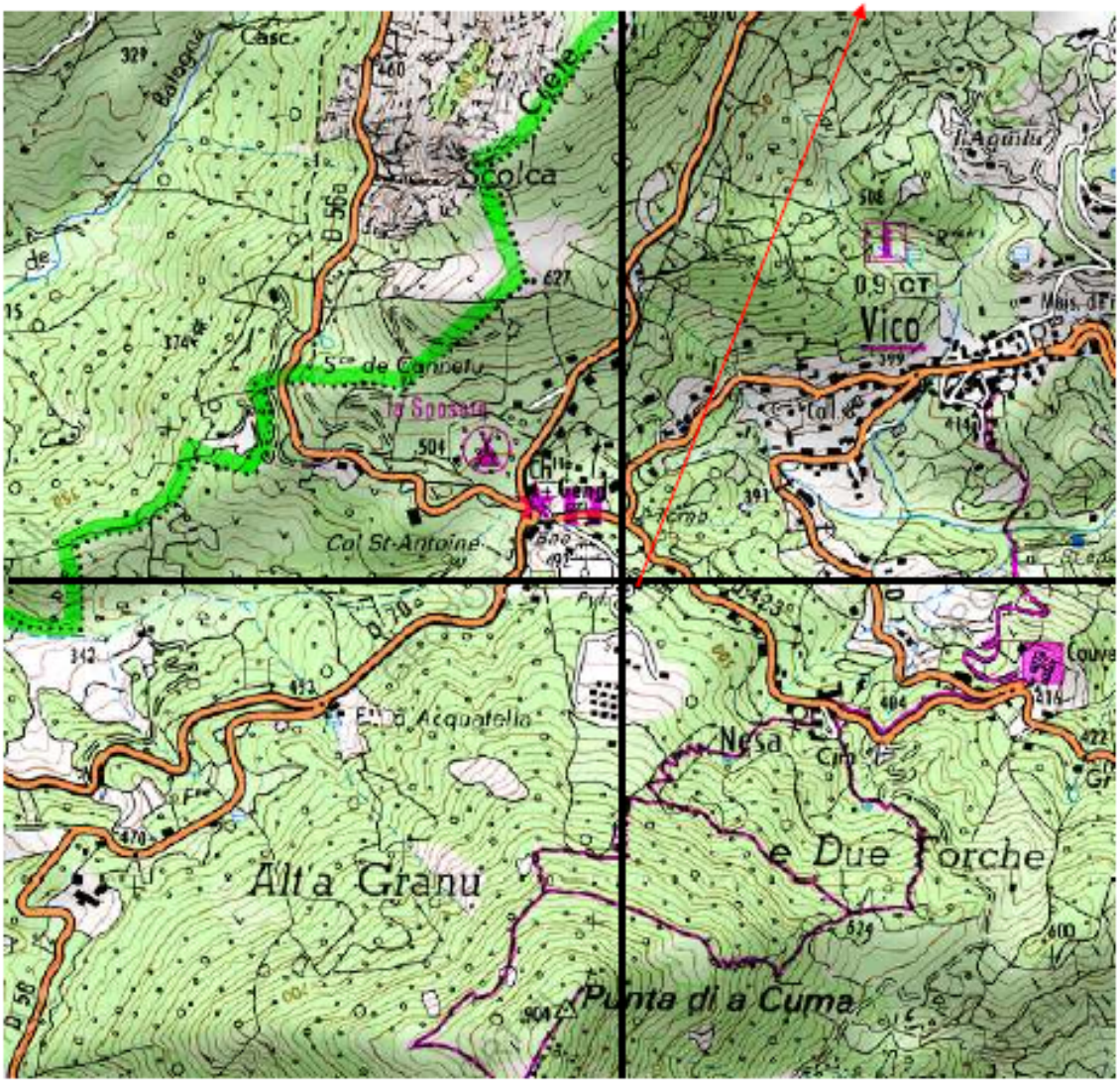
SERVITUDES CONTRE LES OBS

DECRET DU 30/10/79

Zone spéciale de dégagement :

SERVITUDES CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNE

23,84 Vers RENNO



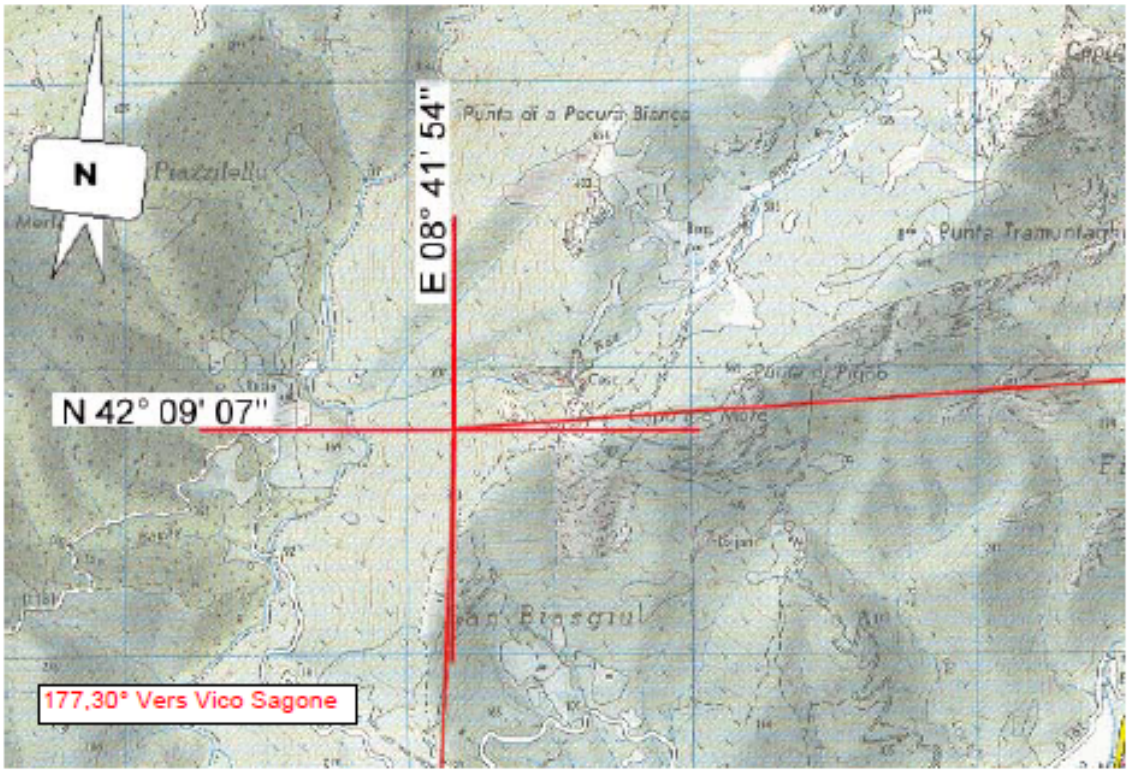
SITE HERTZIEN	VICO		Dépt: 2A
Lieu-dit	PASSIF		
Altitude NGF sommet : 492 m	COORDONNEES	Carte IGN	4151OT
	LAMBERT / WGS84	NOM:	VICO
	E 08° 41' 54"	Echelle	1/25 000
	N 42° 09' 07"		



SERVITUDES CONTRE LES OBS

Zone spéciale de dégagement : Vico SH / Vico Sagone

SERVITUDES CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNE



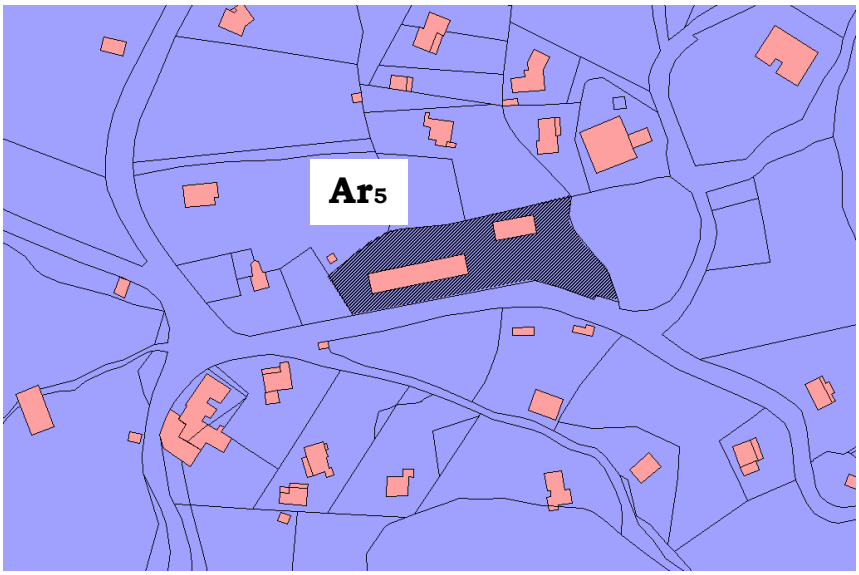
Servitudes relatives aux postes ou ouvrages militaires (Ar5)

Servitudes relatives aux postes ou ouvrages militaires institués en application de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1927.

- **Gendarmerie de Vico**

Situé à l'entrée du village de Vico, au col de Saint-Antoine, parcelle n°56.

Propriété de l'Etat.
Etablissement d'infrastructures de la Défense n° CS 100001 – 13 284 MARSEILLE cedex 07







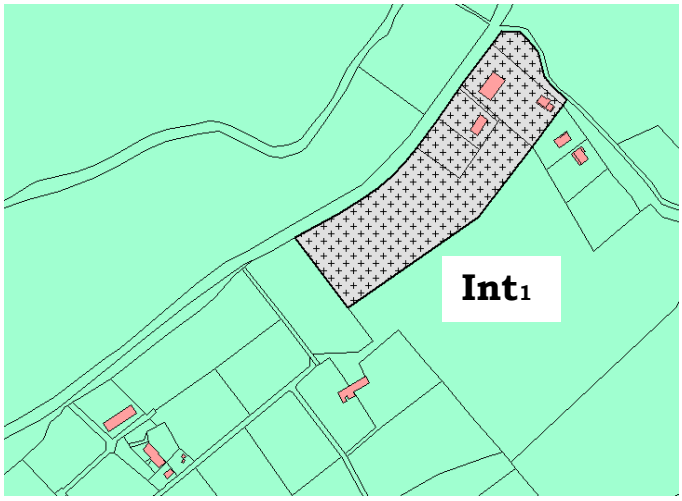
A-Salubrité publique

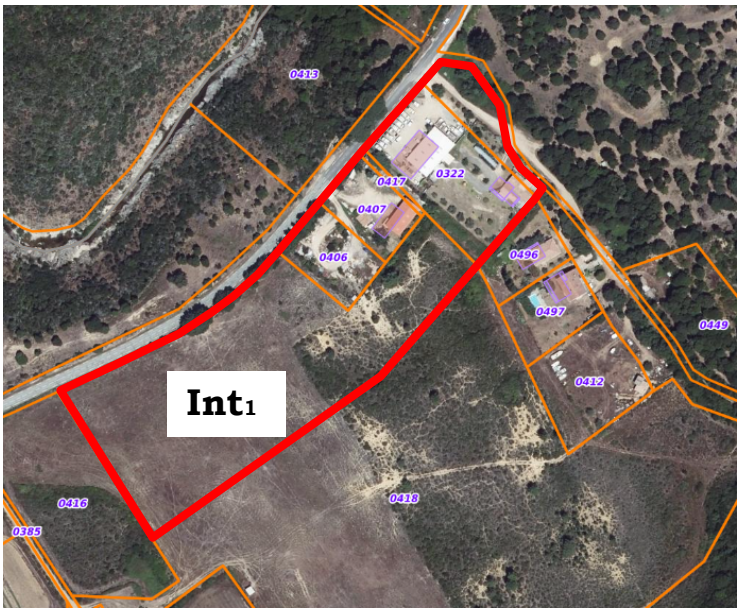
Cimetière (Int1)

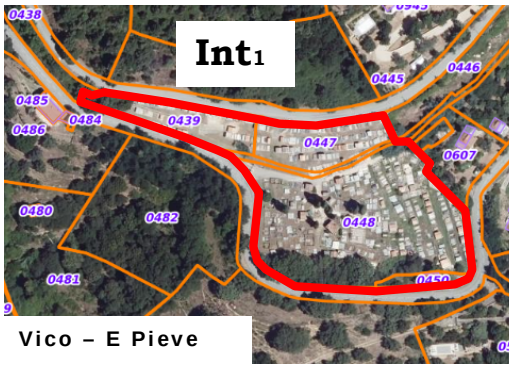
Article L.361-1 du code des communes.
Article L.361-4 du code des communes.

Cimetière de Saint-Antoine (parcelles n°51, 52, 53, 54 section OG1).
Cimetières de Vico-E Pieve (parcelles n°439, 447, 448, 450 section OG3).
Cimetière d'Appriciani (parcelles n°332 section OE3).
Futur cimetière de Pied d'Arena (parcelles n°418, 406, 407, 417, 322 section OD1).

Pied d'Arena

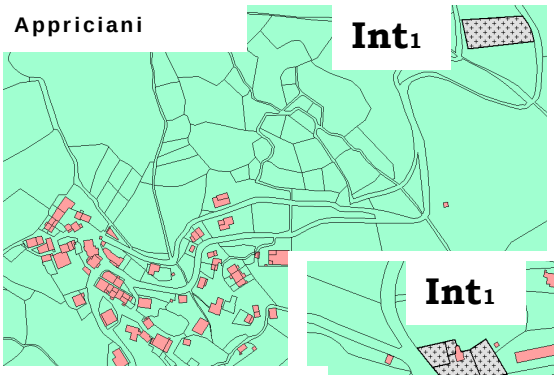


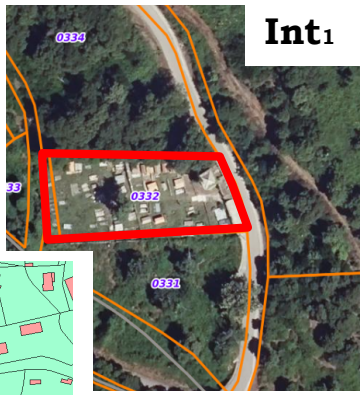


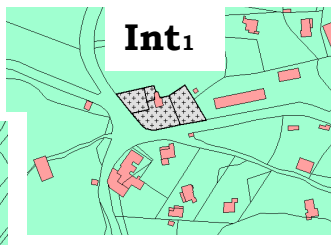


Vico – E Pieve

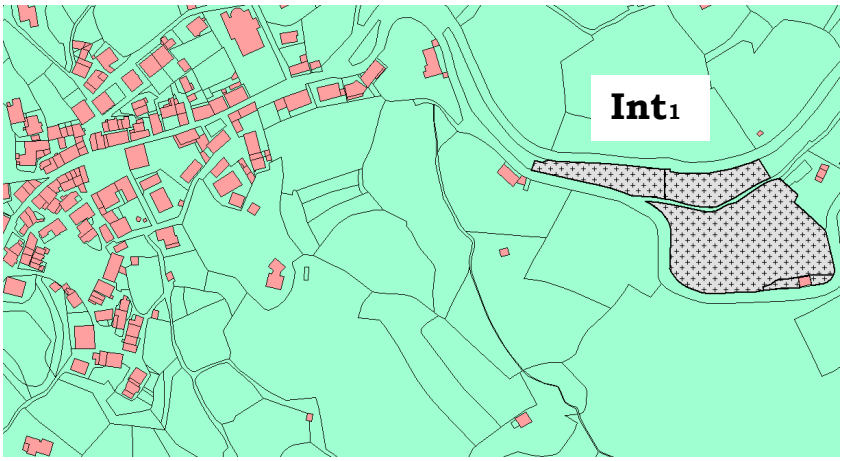
Appriciani

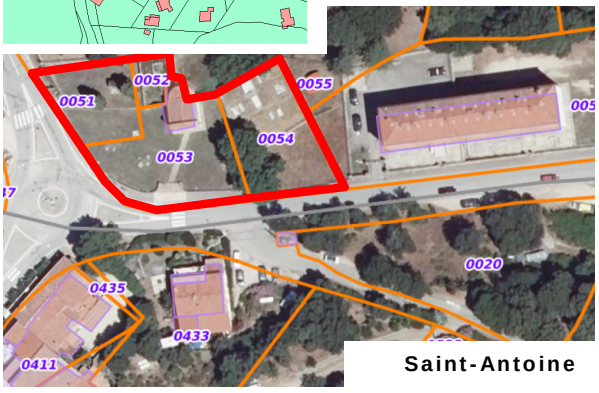






Appriciani





Saint-Antoine

Autres renseignements et servitudes

A- Emplacements réservés
B- Secteurs archéologiques
C- Arrêté préfectoral n° 2012338-0004 du 3 décembre 2012 relatif au débroussaillement légal

Emplacements réservés (art. L. 151-41 du code de l'urbanisme)

n° réf. sur le plan	Désignation	parcelles	bénéficiaire	Surface (approx.)
	Aménagements			
1	Place publique	n°505, 159 section OG2	Commune de Vico	1017m²
2	Logements collectifs	n°949 section OH1	Commune de Vico	1520m²
3	Place publique Stationnement	n°195, 199, 200 section OF2	Commune de Vico	458m²
4	Médiathèque	n°57 section OG1	Commune de Vico Com-com	2380m²
5	Square	n°20 section OF1	Commune de Vico	1703m²
6	Stationnement	n°848, 647, 410, 15 section OF1	Commune de Vico	1465m²
7	Stationnement	n°675, 324 section OG2	Commune de Vico	3867m²
8	Bâtiment, jardins partagés, place publique Stationnement	n°611, 545, 602, 603, 604, 605 section OE3	Commune de Vico	16 363m²
9	Jardins – parc paysager Théâtre de verdure	n°613, 299, 609 section OE3	Commune de Vico	11 564m²
10	Quartier arrière-port	n°1148, 1287, 376, 1846, 787, 1848, 791, 1236, 1235, 1668, 1670, 613, 739, 782 section OA4	Commune de Vico	13 890m²
11	Place publique	n°179, 183, 184 section OF1	Commune de Vico	823m²
12	Stationnement	n°173, 174 section OE2	Commune de Vico	899m²
13	Jardin - square	n°309 section OF3	Commune de Vico	1290m²
14	Piste cyclable	n°88, 887, 723, 722, 92, 91, 936, 951, 1013, 1067, 1068, 1021, 996, 709, 1139, 661, 664, 176, 1253, 700, 638, 640, 642, 695, 679, 682, 695, 691, 30, 815, 813, 809, 919, 804, 805, 797, 732, 1150, 793, 1287, 1671, 1670, 753, 755 sections OA1, OA2, OA4	Commune de Vico Com-com	21 605m²
15	Piste cyclable	n°851, 272, 1100, 1008, 1007, 219, 907, 1873, 1874, 905, 1871, 217, 1304, 999, 211, 1174, 1845, 1844, 1176, 1698, 286 section OA6	Commune de Vico Com-com	4747m²
16	Cimetière	n°418, 406, 407, 417, 322 section OD1	Commune de Vico	29 810m²
17	Eco Quartier Sagone centre	n°824, 1060, 1059, 1058, 1057, 1056, 1088, 1091, 834, 310, 845, 606, 336, 301, 1011 section OA6	Commune de Vico Com-com	60 892m²

Emplacements réservés (art. L. 151-41 du code de l'urbanisme)



Le PLU réserve les emplacements nécessaires aux équipements publics, aux ouvrages, voies et cheminements publics, aux installations d'intérêt général, et aux espaces verts publics.

Les emplacements réservés inscrits au PLU ne portent pas atteinte à la propriété privée dès lors qu'ils sont justifiés par un intérêt général et qu'ils reposent sur les contreparties que sont, d'une part, le droit de délaissement (article L. 152-2 du code de l'urbanisme) et, d'autre part, l'indemnisation sous le contrôle du juge administratif.

L'objet des emplacements réservés est d'éviter qu'un terrain destiné à servir d'emprise à un équipement public fasse l'objet d'une utilisation incompatible avec la destination future. Cette restriction apportée à l'utilisation du sol garantit la disponibilité, en temps utile et aux endroits adéquats, des espaces nécessaires aux équipements collectifs, en particulier dans les zones susceptibles d'être bâties. Le terrain concerné par l'emplacement réservé peut être bénéficiaire peut être une collectivité publique, un établissement public ou un organisme public concessionnaire ou gestionnaire d'un service public.
Pour être inscrit en emplacement réservé, le projet doit relever de l'une des catégories limitativement énumérées par l'article L. 151-41 du code de l'urbanisme :

- *Voies et ouvragés publics.*
- *Installations d'intérêt général.*
- *Espaces verts publics.*
- *Espaces nécessaires aux continuités écologiques.*
- *Dans les zones U et AU, emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements.*

Ces catégories sont assez largement étendues en pratique. Sont concernées au titre des voies les routes, les rues, les places, les chemins, les pistes cyclables, les parcs de stationnements…

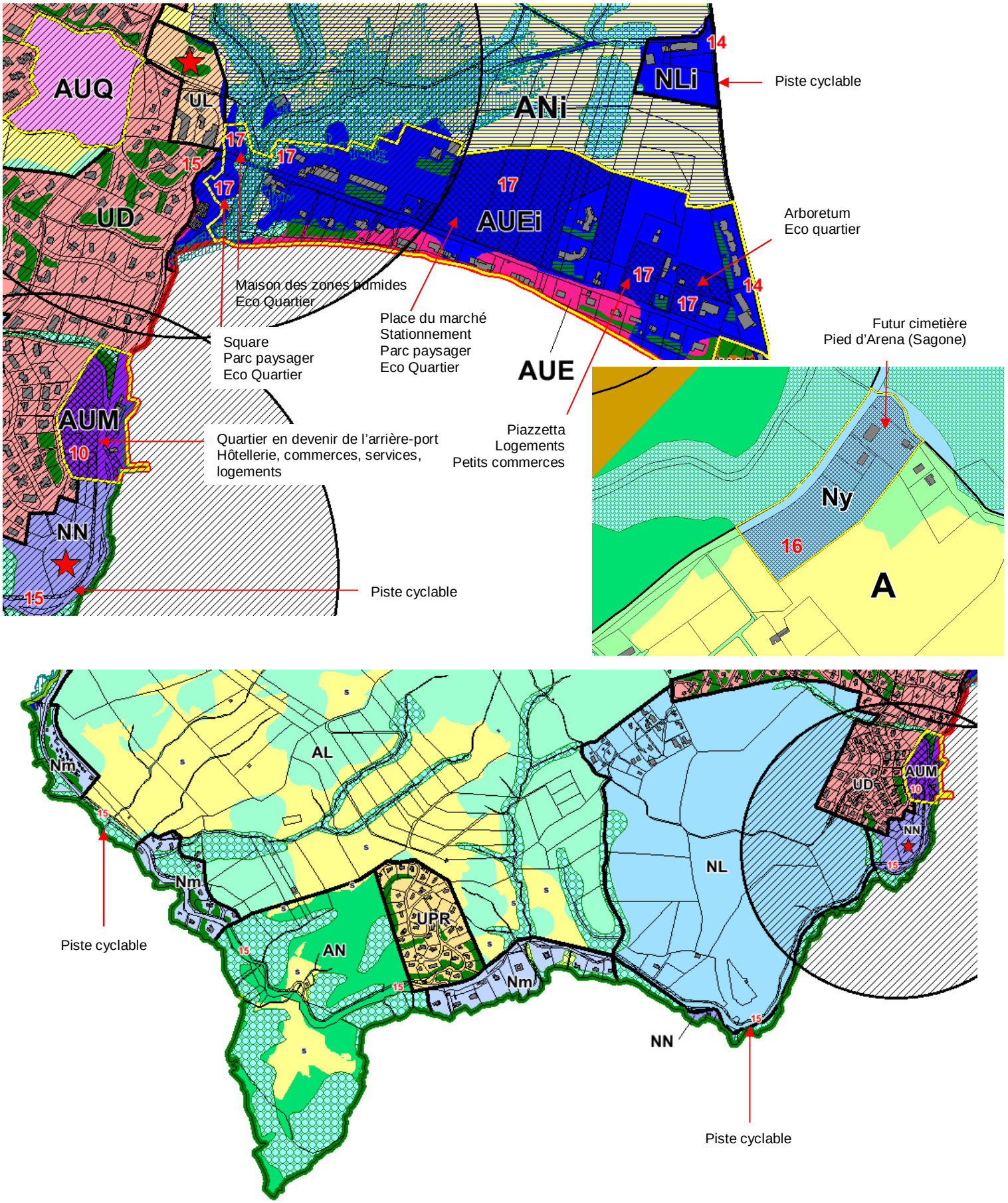
Les ouvrages publics recouvrent notamment les canaux, les voies ferrées, les aérodromes, les stations d'épurations et de traitement, les réservoirs, les transformateurs, les équipements scolaires, les équipements sociaux, culturels, hospitaliers.

Les installations d'intérêt général sont celles qui présentent une fonction collective, pour lesquelles une procédure d'expropriation pourrait être menée, et qui ne sont pas destinées à une utilisation privative.

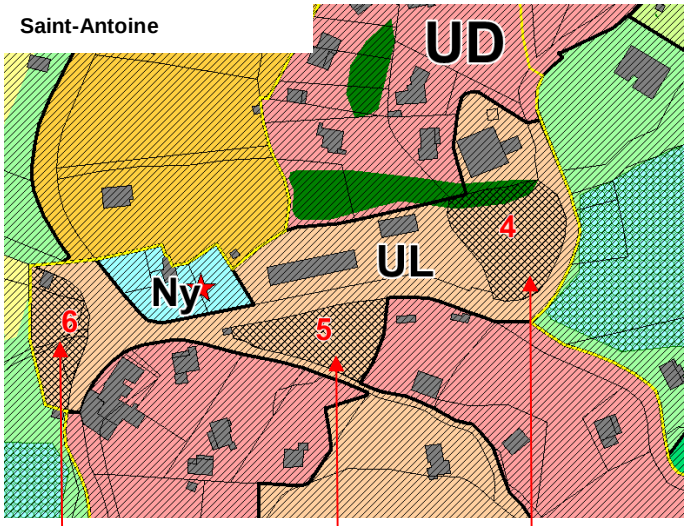
Enfin, les espaces verts concernent tout autant ceux qui existent que ceux qui sont destinés à être réalisés A cette liste, la loi ALUR a ajouté les espaces nécessaire. Le juge administratif exerce un contrôle limité à l'erreur manifeste d'appréciation sur la justification du classement d'un terrain en emplacement réservé. Il vérifie néanmoins que l'emplacement réservé entre bien dans l'une des catégories précitées. Par ailleurs s'il doit réellement être envisagé, le projet de voie, d'espace ou d'ouvrage n'a pas à être précis ou déjà élaboré. Le critère principal repose donc sur la réalité de l'intention de la collectivité. L'emplacement réservé doit en outre être compatible avec le Padd.



REPERAGE CARTOGRAPHIQUE DES EMPLACEMENT RESERVES



Saint-Antoine



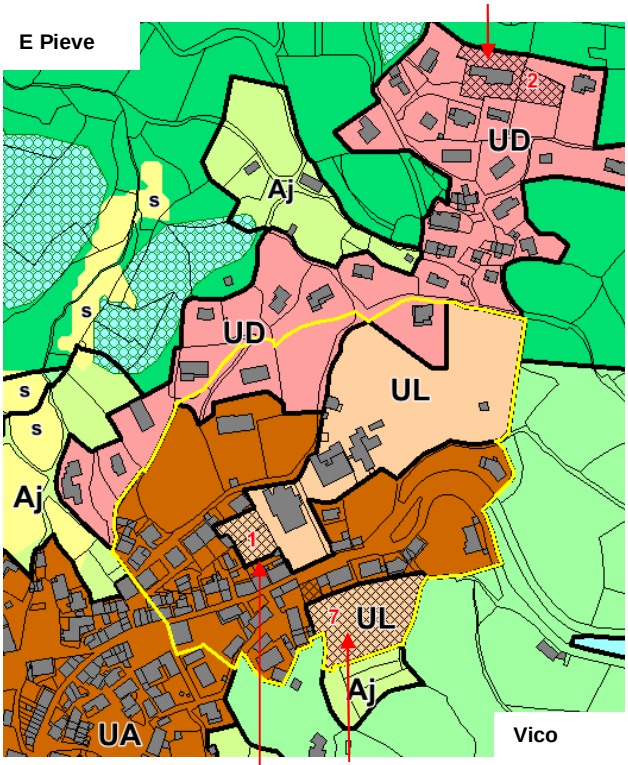
Stationnement
Parc de co-voiturage

Square

Médiathèque

Logements communaux

E Pieve

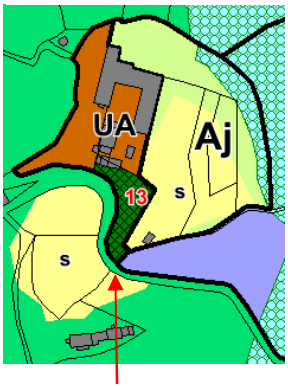


Vico

Stationnement
Parc de co-voiturage

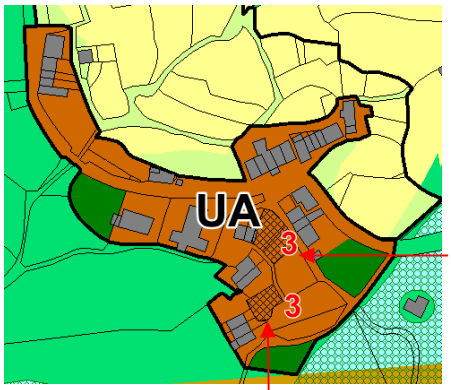
Place centrale de village
Place de marché

Saint-François



Square
Jardins

Nesa

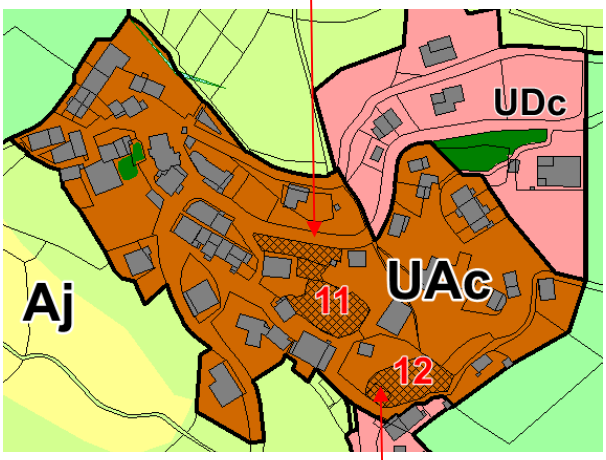


Place publique

Stationnement

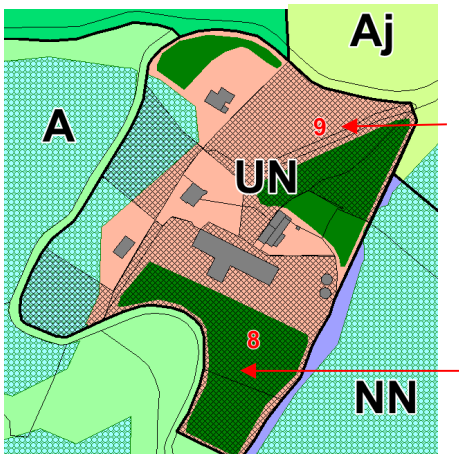
Place publique

Appriciani



Stationnement

Les chênes verts



Piazzetta
Jardins partagés
Stationnement
Logements saisonniers
Parc paysager

Secteurs archéologiques

- ✓ Code du Patrimoine livre I-chapitre 4 et livre V-titres 2 & 3.
- ✓ Code du Patrimoine livre VI-titre 4 – articles L.621-1 à 33 relevant des monuments historiques.
- ✓ Code de l'urbanisme article R. 111-4 ; article R 425-31.
- ✓ Code de l'environnement article R. 181-21 – version 2019 – concernant les autorisations environnementales et autres autorisations spéciales.
- ✓ Code de la construction et de l'Habitat article L 113-4.
- ✓ Décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

Dans les secteurs d'intérêt archéologique, la présence à peu près certaine de vestiges archéologiques provoquera au moment des travaux des découvertes entraînant l'application de la loi validée du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques. Cette procédure permet en effet de prendre en compte les risques archéologiques dès la phase d'élaboration des avants projets d'urbanisation. Afin d'éviter les difficultés inhérentes à une intervention tardive du service régional de l'archéologie, il est recommandé au maître d'ouvrage de soumettre leurs projets d'urbanisme à l'adresse suivante :
DRAC de Corse
Service régional de l'archéologie
Villa San Lazaro
1, rue de la Pietrina
CS 10 0003 20704 AJACCIO Cedex 9
Tel : 04 95 51 52 11

MONUMENTS INSCRITS

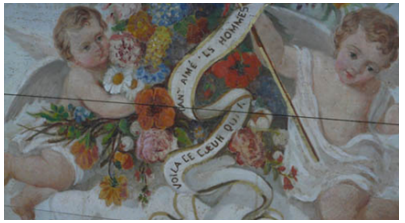
Monument inscrits au titre de l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en vertu de la loi de 1913 :

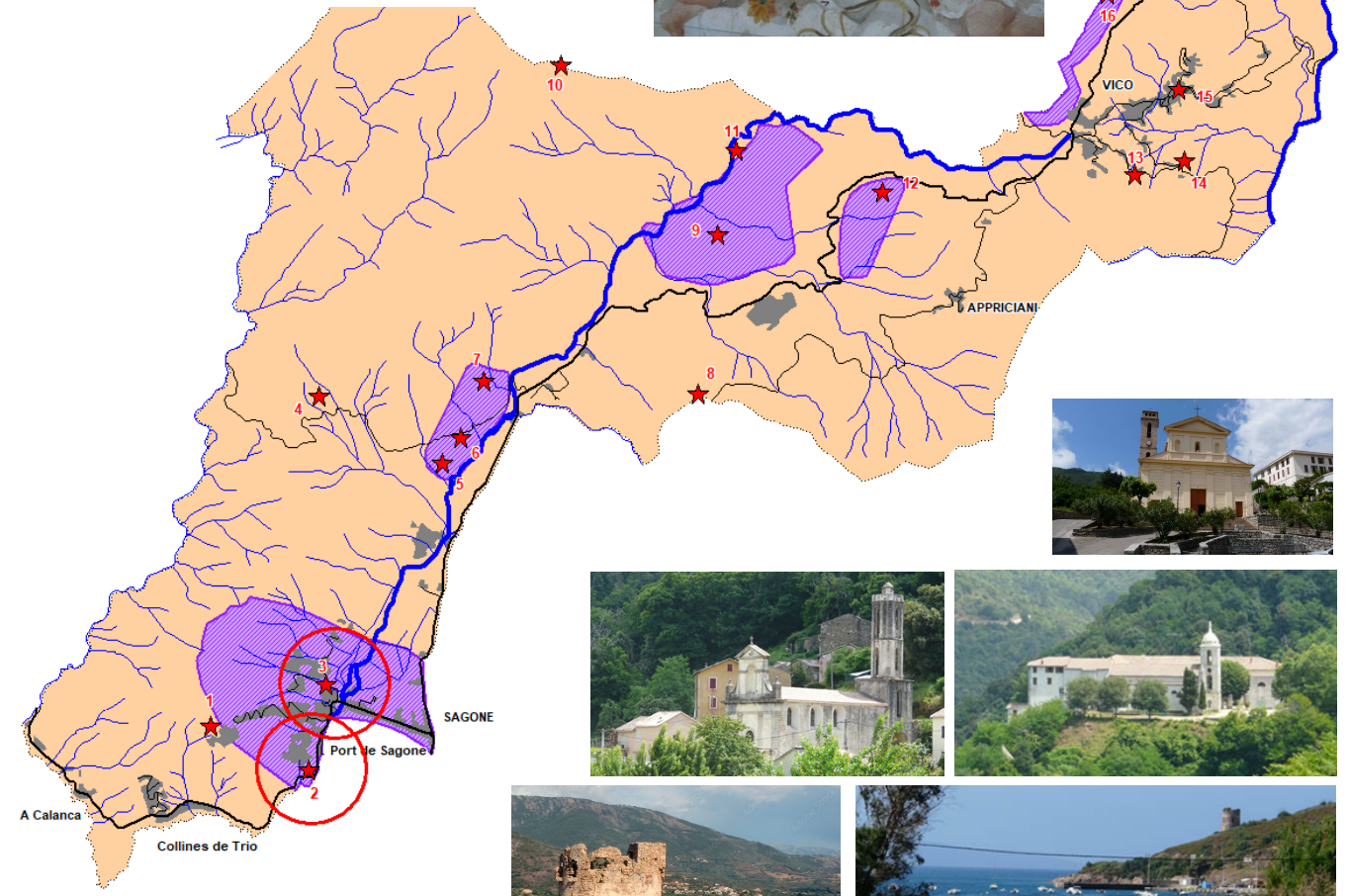
- ⇨ Tour de Sagone
- ⇨ Cathédrale de Sant'Appianu

Une protection du champ de visibilité de ces édifices s'impose ainsi qu'un périmètre de 500m. où tous les travaux occasionnés sont soumis à l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France.









5 zones de sensibilité archéologique
16 entités archéologiques

Arrêté préfectoral relatif au débroussaillement légal

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Arrêté n°2012338-0004 **du** – 3 DEC. 2012 **relatif au débroussaillement légal.**

Le préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud,

Vu le code forestier, notamment ses articles L131-10 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2212-2 al.5 et L.2215-1 al.3 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 311-1, L. 322-2, L. 442-1, L443-1 à 4 et L444-1 ;

Vu le dossier départemental des risques majeurs de juin 2011 ;

Vu l'avis émis par la sous commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendies de forêt, lande, maquis et garrigue lors de sa séance du 12 juillet 2012 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du président de la république du 10 mars 2011 nommant M. Patrick STRZODA préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012207-0001 modifié du 25 juillet 2012 portant délégation de signature à M. Rémi BASTILLE, sous- préfet, directeur de cabinet du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud;

Considérant que les bois, forêts et maquis plus ou moins boisés couvrent la quasi totalité du département de la Corse-du-sud ;

Considérant que le risque élevé d'incendie qui en résulte concerne l'ensemble du département ;

Considérant, qu'en conséquence, il convient d'appliquer sur la totalité du territoire du département les dispositions en matière de débroussaillement prévues par le code forestier, notamment en son article L134-6 ;

ARRETE

Article 1er - Champ d'application

Les dispositions du présent arrêté sont applicables sur l'ensemble du territoire du département de la Corse-du-sud.

Préfecture de la Corse-du-Sud – BP 401 – 20188 Ajaccio cedex 1 – Standard : 04.95.11.12.13
Télécopie : 04.95.11.10.28 – Adresse électronique : prefecture@corse-du-sud.gouv.fr

Article 2 - Définition du débroussaillement

Pour application de l'article L. 131-10 du code forestier et du présent arrêté, on entend par débroussaillement l'élimination par coupe rez-de-terre de tous les végétaux vivants ou morts et de leur rémanents, à l'exception des végétaux vivants dont le maintien permet de respecter les dispositions définies dans les paragraphes numérotés de I à II du présent article.

Les rémanents doivent être évacués, broyés ou incinérés dans le strict respect de la réglementation en vigueur.

Les parties mortes des végétaux maintenus (branche sèche, tige sèche d'une cépée,...) doivent être éliminées au même titre que les végétaux morts.

L'état débroussaillé doit être garanti tout au long de l'année.

Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- arbuste : tous les végétaux (naturels ou d'ornement) d'une hauteur totale inférieure ou égale à 3 mètres ;
- arbre : tous les végétaux (naturels ou d'ornement) d'une hauteur totale supérieure à 3 mètres;
- dimension du houppier ou du bosquet : la plus grande dimension de la projection verticale du ou des houppiers au sol ;
- bosquet : ensemble de végétaux dont les houppiers sont jointifs ;
- houppier : ensemble des branches qui forment la tête ou le sommet de la tige d'un arbre ;
- ouverture : porte ou fenêtre ;
- HTB : lignes électriques de tension supérieure à 50 000V ;
- HTA : lignes électriques de tension comprise entre 1 000 et 50 000V ;
- BT : lignes électriques de tension inférieure à 1 000V ;
- accotement : zone s'étendant de la limite de la chaussée au début du talus
- HLL : habitations légères de loisir

I- règles générales

1/ Cas des arbustes : végétaux de hauteur inférieure à 3 mètres (cf. annexe 1)

Les arbustes peuvent être conservés sous réserve des dispositions suivantes :

- La plus grande dimension (D) du houppier des arbustes isolés ou des bosquets d'arbustes est inférieure ou égale à 5 mètres.
- La distance horizontale entre deux arbustes isolés ou deux groupes d'arbustes (d_1) est supérieure ou égale à la dimension du houppier le plus grand et ne peut être inférieure à 2 mètres.
- La distance verticale entre le haut d'un arbuste ou d'un groupe d'arbustes et les branches basses d'un arbre (d_2) est supérieure ou égale à 2 fois la hauteur de l'arbuste et ne peut être inférieure à 2 mètres. Si une telle superposition n'est pas possible, la distance horizontale entre un arbuste ou un groupe d'arbustes et un arbre (d_3) est supérieure ou égale 3 fois la hauteur de l'arbuste et ne peut être inférieure à 2 mètres.
- La distance horizontale entre un arbuste isolé ou un groupe d'arbustes et une HLL, une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_4) est supérieure ou égale à 3 fois la hauteur de l'arbuste et ne peut être inférieure à 3 mètres.

2/ Cas des arbres : végétaux de hauteur supérieure à 3 mètres (cf. annexe 1)

Les arbres peuvent être conservés sous réserve des dispositions générales suivantes :

- Elagage

L'ensemble des arbres maintenus devront être élagués au moins sur la plus petite des deux hauteurs suivantes : 30% de leur hauteur totale pour les feuillus et 50% de leur hauteur totale pour les résineux ou 2 mètres.

- Mise à distance des houppiers

Les arbres peuvent être maintenus isolément ou en bosquet, sous réserve de respecter les mises à distances suivantes :

- En cas de végétaux sous les arbres, la distance entre les branches basses de l'arbre et le haut de la végétation basse est supérieure ou égale à 2 fois la hauteur de la végétation basse et ne peut être inférieure à 2 mètres
- La distance en tout sens entre le houppier d'un arbre et une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_5)est supérieure ou égale à 3 mètres.
- La distance entre le houppier d'un arbre et une structure de type HLL (d_6) est supérieure ou égale à 3 mètres.

3/ Cas des haies

Les haies peuvent être conservées sous réserve des dispositions suivantes :

- Haie constituée de végétaux de hauteur inférieure ou égale à 2 mètres :

- L'épaisseur de la haie ne pourra excéder 1 mètre.
- Les mises à distance à respecter sont les suivantes :
- La distance entre la haie et un arbuste isolé ou un bosquet d'arbustes (d_1) est supérieure ou égale à la dimension du houppier de l'arbuste ou du bosquet et ne peut être inférieure à 2 mètres.
- La distance entre la haie et un arbre (d_3) est supérieure ou égale à 3 fois la hauteur de la haie et ne peut être inférieure à 2 mètres.
- La distance entre la haie et une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_4) est égale à 3 fois la hauteur de la haie et ne peut être inférieure à 3 mètres.

- Haie constituée de végétaux de hauteur supérieure à 2 mètres :

- L'épaisseur de la haie ne pourra excéder 2 mètres.
- Les mises à distance à respecter sont les suivantes :
- La distance entre la haie et un arbuste isolé ou un bosquet d'arbustes (d_3) est supérieure ou égale à 3 fois la hauteur de l'arbuste sans être inférieure à 2 mètres
- La distance entre la haie et un arbre est supérieure ou égale à 2 mètres.
- La distance entre la haie et une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_4) est égale à 3 fois la hauteur de la haie.

4/ Traitement des végétations mixtes

Les dispositions définies aux paragraphes 1, 2 et 3 sont mises en œuvre simultanément.

II- règles particulières applicables aux terrains de campings (cf. annexe 2)

1/ Cas des arbustes : végétaux de hauteur inférieure à 3 mètres

Les arbustes peuvent être conservés sous réserve des dispositions suivantes :

- La plus grande dimension du houppier (D) des arbustes isolés ou des bosquets d'arbustes est inférieure ou égale à 5 mètres.
- La distance horizontale entre deux arbustes isolés ou deux groupes d'arbustes (d_7) ne peut être inférieure à 2 mètres.
- La distance horizontale entre un arbuste isolé ou un groupe d'arbustes et une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_8) ne peut être inférieure à 3 mètres.

2/ Cas des arbres : végétaux de hauteur supérieure à 3 mètres

Les arbres peuvent être conservés sous réserve des dispositions générales suivantes :

- Elagage

L'ensemble des arbres maintenus devront être élagués au moins sur la plus petite des deux hauteurs suivantes : 30% de leur hauteur totale pour les feuillus et 50% de leur hauteur totale pour les résineux ou 2,5 mètres.

- Mise à distance des houppiers

Les arbres peuvent être maintenus isolément ou en bosquet, en éliminant l'ensemble des arbres dominés.
Ils respecteront les mises à distance suivantes :

- en cas de végétaux sous les arbres, la distance verticale entre les branches basses de l'arbre et le haut de la végétation basse (d_9) est supérieure à 2 fois la hauteur de végétation et ne peut être inférieure à 2,5 mètres.
- La distance en tout sens entre le houppier d'un arbre et une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_{10})est supérieure ou égale à 3 mètres.
- La distance entre le houppier d'un arbre et une structure de type HLL (d11) est supérieure ou égale à 3 mètres

3/ Cas des haies

- Haies périmétrales

L'épaisseur de la haie ne pourra excéder 2 mètres.
Les mises à distance à respecter sont les suivantes :
* la distance entre la haie et un arbuste isolé ou un bouquet d'arbustes (d_{12})est supérieure ou égale à 3 fois la hauteur de l'arbuste sans être inférieure à 2 mètres
* la distance entre une haie et une HLL, une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_{13}) est supérieure ou égale à 3 fois la hauteur de la haie et ne peut être inférieure à 3 mètres.

- Haies internes au camping

Elles respecteront les caractéristiques suivantes :

- hauteur inférieure ou égale à 1,5 mètres
- épaisseur inférieure ou égale à 1 mètre
- longueur inférieure ou égale à 15 mètres

Les mises à distance à respecter sont les suivantes :

- la distance entre une haie et un arbuste ou entre 2 tronçons de haie (d_{14}) ne peut être inférieure à 2 mètres
- la distance entre la haie et une HLL, une ouverture ou un élément de charpente apparente d'une construction ou installation (d_{15}) est supérieure ou égale à 3 fois la hauteur de la haie et ne peut être inférieure à 3 mètres

4/ Débroussaillement des voies de circulation internes

Les travaux à réaliser sont l'élimination par abattage ou élagage de toute végétation arbustive et arborée surplombant la chaussée, à concurrence d'une hauteur (H) de 4 mètres par rapport à la chaussée, sur l'ensemble de la largeur de la chaussée (L), avec un minimum de 4m de large

Article 3 - Obligations de débroussaillement liées à la protection des zones urbaines

Le débroussaillement et le maintien en l'état débroussaillé sont obligatoires :

1) Aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, sur une profondeur de cinquante mètres ;

2) Aux abords des voies privées donnant accès à ces constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur comprenant l'ensemble des accotements de ces voies sans excéder 20 mètres de part et d'autre de la chaussée. Les travaux à réaliser sont ceux énoncés dans l'article 5 du présent arrêté ;

3) Sur les terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan local d'urbanisme rendu public ou approuvé, ou un document d'urbanisme en tenant lieu ;

4) Dans les zones urbaines des communes non dotées d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu : le représentant de l'Etat dans le département peut, après avis du conseil municipal et de la commission départementale compétente en matière de sécurité et après information du public, porter l'obligation énoncée au 1° au-delà de 50 mètres, sans toutefois excéder 200 mètres ;

5) Sur la totalité des terrains servant d'assiette à une zone d'aménagement concerté, à une association foncière urbaine ou à un lotissement (articles L 311-1, L 322-2 et L 442-1 du code de l'urbanisme).

6) Sur les terrains de camping, caravaning et de stationnement de caravanes (articles L 443-1 à L 443-4 et L 444-1 du code de l'urbanisme).

Dans les cas mentionnés au 1° et 2° de cet article, les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, pour la protection desquels la servitude est établie, hors cas prévus dans les articles L131-12 et L 131-13 du code forestier.

Dans les cas mentionnés aux 3° à 6° de cet article, les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain.

Article 4 - Obligation de débroussaillement le long des voies ouvertes à la circulation publique

Le débroussaillement des voies ouvertes à la circulation publique, propriétés des collectivités ou sous statut privé, doit être réalisé sur une profondeur comprenant l'ensemble des accotements de ces voies sans excéder 20 mètres de part et d'autre de la chaussée (cf. annexe 3) .

Les travaux à réaliser sont :

- L'élimination de la végétation herbacée et arbustive par fauchage sur les accotements de la chaussée.
- L'élimination par abattage ou élagage de toute végétation arbustive et arborée surplombant la chaussée à concurrence d'une hauteur de 4 mètres par rapport à la chaussée.

Pour l'application du présent article, on entend par chaussée l'ensemble des surfaces de la route où circulent normalement les véhicules, et par accotement la zone s'étendant de la limite de la chaussée au raccordement avec le fossé ou le talus.

Article 5 - Cas des Zones d'Appui à la Lutte prévues aux PLPI et PRMF le long des voies ouvertes à la circulation publique

En application de l'article L.134-10 du code forestier, dans les cas où des Zones d'appui à la lutte (ZAL) sont prévues en appui de voies ouvertes à la circulation publique dans un Plan local de protection contre les incendies ou dans une étude de Protection rapprochée de massif forestier approuvés, les collectivités territoriales sur le territoire desquelles elles se situent, ou leurs groupements intéressés, procèdent à leurs frais au débroussaillement et au maintien en l'état débroussaillé de bandes latérales dont la largeur totale est définie dans les études sus-mentionnées, sans excéder 100m. Les propriétaires des fonds ne peuvent s'opposer à ce débroussaillement.

Article 6 - Exploitations forestières

Pour le présent article, on entend par rémanent tout produit de coupe non commercialisé d'un diamètre inférieur ou égal à 15 cm.

Lors d'une exploitation forestière, les propriétaires des terrains d'emprise de coupes mettront en œuvre les prestations suivantes :

1) Coupes aux abord des voies ouvertes à la circulation publique

- Les rémanents sont éliminés sur une bande de 10 mètres de profondeur de part et d'autre de ces voies. L'élimination sera réalisée par évacuation, broyât ou incinération en respect des dispositions de l'arrêté préfectoral relatif à l'emploi du feu. En aucun cas, l'accumulation par ripage des rémanents vers le parterre de la coupe et à l'extérieur de cette bande de 10 mètres ne sera considérée comme élimination.
- Sur une profondeur de 40 mètres au-delà de la bande de 10 mètres mentionnée à l'alinéa précédent, les rémanents débités en tronçons inférieurs à 2 mètres de long doivent être éparpillés sur le parterre de la coupe. Chaque tronçon doit être entièrement en contact avec le sol.

2) Terrains soumis à une obligation de débroussaillement liée à la protection de la zone urbaine et terrains situés dans l'emprise d'un ouvrage de prévention des incendies de forêts existant

Lorsqu'une coupe de bois est située sur l'emprise de terrains devant faire l'objet d'un débroussaillement légal ou de terrains situés dans l'emprise d'un ouvrage de prévention des incendies de forêts existant, les rémanents doivent être éliminés par évacuation, broyât ou incinération en respect des dispositions de l'arrêté préfectoral

relatif à l'emploi du feu. En aucun cas, l'accumulation par ripage des rémanents hors des terrains concernés ne sera considérée comme élimination.

Les travaux ainsi réalisés sont à la charge du propriétaire des bois.

3) Délais

Du 1er juillet au 30 septembre, à la fin de chaque journée, aucun rémanent non traité tel que défini au 1) et 2) ne doit subsister sur les exploitations forestières après le départ du dernier ouvrier.

En cas de non respect de ces dispositions, l'administration pourra intervenir d'office après mise en demeure des intéressés et à leur charge.

Article 7 - Abords des lignes électriques

En application de l'article L.134-11 du code forestier, le transporteur ou le distributeur d'énergie exploitant des lignes aériennes procède à ses frais :

- pour les lignes BT en fils nus, à l'élagage pour réaliser une zone de sécurité de 1 mètre, en tous sens, entre végétation et câbles,
- pour les lignes BT en conducteurs isolés, à l'élagage pour empêcher tout contact entre végétation et câbles,
- pour les lignes HTB, à la réalisation d'une zone de sécurité telle que la végétation soit située à 3 m des câbles en tous sens,
- pour les lignes HTA, à la réalisation d'une zone de sécurité telle que la végétation soit située à 2m des câbles en tous sens, cette distance étant portée à 3m à compter du 30 juin 2016.

Les rémanents de coupe seront éliminés ou broyés.

Article 8 - L'arrêté n°2012194-0012 du 12 juillet 2012 est abrogé.

Article 9 - Le secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-sud, le sous-préfet de Sartène, le sous-préfet, directeur de cabinet, les maires, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le commandant du groupement de gendarmerie de Corse-du-sud, le directeur régional de l'Office national des forêts, le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dans les communes par les soins des maires.

Le Préfet

Patrick STRZODA

Voies et délais de recours - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.



This document was created with the Win2PDF “print to PDF” printer available at
http://www.win2pdf.com

This version of Win2PDF 10 is for evaluation and non-commercial use only.

This page will not be added after purchasing Win2PDF.

http://www.win2pdf.com/purchase/